	<b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE BORDEAUX METROPOLE</b>	<b>Délibération</b>
	<b>Séance publique du 8 juillet 2016</b>	<b>N° 2016-462</b>

Convocation du 1 juillet 2016

Aujourd'hui vendredi 8 juillet 2016 à 09h30 le Conseil de Bordeaux Métropole s'est réuni, dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Alain JUPPE, Président de Bordeaux Métropole.

**ETAIENT PRESENTS :**

Mme Emmanuelle AJON, M. Dominique ALCALA, M. Alain ANZIANI, M. Erick AOUIZERATE, Mme Maribel BERNARD, Mme Odile BLEIN, M. Patrick BOBET, M. Jean-Jacques BONNIN, Mme Christine BOST, Mme Isabelle BOUDINEAU, M. Jacques BOUTEYRE, Mme Anne BREZILLON, M. Nicolas BRUGERE, Mme Virginie CALMELS, Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, Mme Anne-Marie CAZALET, M. Gérard CHAUSSET, Mme Solène CHAZAL-COUCAUD, M. Max COLES, Mme Brigitte COLLET, M. Jacques COLOMBIER, Mme Emmanuelle CUNY, M. Alain DAVID, M. Jean-Louis DAVID, M. Yohan DAVID, Mme Béatrice DE FRANÇOIS, Mme Nathalie DELATTRE, Mme Michèle DELAUNAY, M. Stéphan DELAUX, M. Arnaud DELLU, Mme Laurence DESSERTINE, M. Gérard DUBOS, M. Michel DUCHENE, M. Christophe DUPRAT, Mme Michèle FAORO, M. Vincent FELTESSE, Mme Véronique FERREIRA, M. Marik FETOUH, M. Jean-Claude FEUGAS, M. Nicolas FLORIAN, Mme Florence FORZY-RAFFARD, M. Philippe FRAILE MARTIN, Mme Magali FRONZES, M. Guillaume GARRIGUES, M. Max GUICHARD, M. Jacques GUICHOUX, M. Jean-Pierre GUYOMARC'H, M. Daniel HICKEL, M. Pierre HURMIC, Mme Dominique IRIART, Mme Anne-Lise JACQUET, M. Franck JOANDET, M. Bernard JUNCA, M. Alain JUPPE, Mme Andréa KISS, M. Bernard LE ROUX, Mme Anne-Marie LEMAIRE, M. Pierre LOTHAIRE, Mme Zeineb LOUNICI, M. Jacques MANGON, M. Eric MARTIN, Mme Claude MELLIER, M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, M. Jacques PADIE, Mme Arielle PIAZZA, M. Patrick PUJOL, M. Benoît RAUTUREAU, M. Franck RAYNAL, Mme Marie RECALDE, M. Clément ROSSIGNOL-PUECH, Mme Karine ROUX-LABAT, M. Kévin SUBRENAT, Mme Brigitte TERRAZA, Mme Anne-Marie TOURNEPICHE, M. Serge TOURNERIE, Mme Elisabeth TOUTON, M. Jean TOUZEAU, M. Thierry TRIJOULET, M. Jean-Pierre TURON, M. Michel VERNEJOUL, Mme Marie-Hélène VILLANOVE, Mme Anne WALRYCK, Mme Josiane ZAMBON.

**EXCUSE(S) AYANT DONNE PROCURATION:**

M. Alain SILVESTRE à M. Yohan DAVID  
M. Fabien ROBERT à M. Marik FETOUH  
M. Alain CAZABONNE à M. Jean-Jacques BONNIN  
M. Michel LABARDIN à M. Jacques MANGON  
Mme Agnès VERSEPUY à M. Dominique ALCALA  
M. Michel HERITIE à Mme Josiane ZAMBON  
M. Jean-Jacques PUYOBRAU à M. Jean-Pierre TURON  
M. Alain TURBY à M. Kévin SUBRENAT  
Mme Léna BEAULIEU à M. Max GUICHARD  
M. Guillaume BOURROUILH-PAREGE à Mme Brigitte TERRAZA  
M. Didier CAZABONNE à M. Philippe FRAILE MARTIN  
Mme Chantal CHABBAT à Mme Anne-Marie LEMAIRE  
Mme Martine JARDINE à M. Arnaud DELLU  
Mme Conchita LACUEY à Mme Emmanuelle AJON  
Mme Emilie MACERON-CAZENAVE à Mme Frédérique LAPLACE  
M. Thierry MILLET à M. Eric MARTIN  
Mme Christine PEYRE à Mme Dominique IRIART  
M. Michel POIGNONEC à M. Patrick PUJOL  
Mme Dominique POUSTYNNIKOFF à Mme Zeineb LOUNICI  
Mme Gladys THIEBAULT à M. Benoît RAUTUREAU

**PROCURATION(S) EN COURS DE SEANCE :**

M. Clément ROSSIGNOL-PUECH à Mme. Sylvie CASSOU-SCHOTTE à partir de 13h20  
M. Michel DUCHENE à M. Max COLES à partir de 12h15  
Mme. Emmanuelle AJON à M. Jacques GUICHOUX à partir de 12h55  
M. Erick AOUIZERATE à Mme. Elisabeth TOUTON à partir de 13h05  
Mme. Anne-Marie CAZALET à Mme. Maribel BERNARD à partir de 12h10  
  
Mme. Brigitte COLLET à Mme Emmanuelle CUNY à partir de 10h45  
M. Jean-Louis DAVID à M. Erick AOUIZERATE à partir de 12h35  
M. Jean-Louis DAVID à Mme Florence FORZY-RAFFARD à partir de 13h05  
Mme. Nathalie DELATTRE à M. Stéphan DELAUX à partir de 11h25  
Mme. Michèle DELAUNAY à M. Serge TOURNERIE à partir de 13h15  
Mme Laurence DESSERTINE à M. Jean-Pierre GUYOMARC'H à partir de 12h50  
M. Vincent FELTESSE à Mme Véronique FERREIRA à partir de 13h20  
M. Marik FETOUH à Mme. Magali FRONZES à partir de 13h20  
M. Franck JOANDET à M. Pierre HURMIC à partir de 12h15  
M. Bernard JUNCA à M. Patrick BOBET à partir de 11h55  
M. Bernard LEROUX à M. Thierry TRIJOULET à partir de 12h00  
M. Pierre LOTHAIRE à Mme Karine ROUX-LABAT à partir de 11h35  
M. Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM à Mme. Anne WALRYCK à partir de 12h10  
Mme. Arielle PIAZZA à Mme. Anne BREZILLON à partir de 11h00  
Mme Marie RECALDE à M. Alain ANZIANI à partir de 12h25  
M. Fabien ROBERT à M. Daniel HICKEL à partir de 13h20


**EXCUSE(S) :**

Madame Marie-Christine BOUTHEAU.

**EXCUSE(S) EN COURS DE SEANCE :**

M. Jacques COLOMBIER à partir de 13h25

**LA SEANCE EST OUVERTE**

	<b>Conseil du 8 juillet 2016</b>	<b>Délibération</b>
	Direction générale Haute qualité de vie  <b>Direction Gestion des déchets et propreté</b>	<b>N° 2016-462</b>

---

## Collecte et traitement des ordures ménagères - Rapport sur le prix et la qualité du service pour l'année 2015 - Présentation

---

Monsieur Dominique ALCALA présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L2224-17-1 créé par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 – Article 98 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, le Président de Bordeaux Métropole doit présenter à l'assemblée délibérante le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de collecte et de traitement des ordures ménagères, destiné notamment à l'information des usagers.

Cette obligation doit être remplie au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Ce rapport rend compte de la situation de Bordeaux Métropole par rapport à l'atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés au niveau national, des performances du service concernant les quantités d'ordures ménagères résiduelles collectées et traitées, ainsi que des dépenses et recettes liées à ce service.

Il comprend également une partie sur le contrôle des délégataires de service public concernant l'incinération, le tri et le compostage des déchets verts.

Conformément à l'article L. 1411-13 du Code général des collectivités territoriales, ce document sera mis à disposition du public dans les mairies et au siège de Bordeaux Métropole.

**Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :**

### **Le Conseil de Bordeaux Métropole**

**VU** les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'Article L. 2224-17.1 créé par la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 – Article 98 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,  
**VU** l'avis de la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux) en date du 22 juin 2016,

**ENTENDU** le rapport de présentation,

**CONSIDÉRANT** que :

- Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets doit être présenté au Conseil de Bordeaux Métropole en application de l'Article L. 2224-17.1 du Code général des collectivités territoriales
- Le rapport précité ainsi que les rapports annuels des délégataires de service public concernant l'incinération, le tri et le compostage des déchets verts ont fait l'objet d'un examen par la Commission consultative des services publics locaux le 22 juin 2016

## **DÉCIDE**

**Article 1 :** de prendre acte du rapport présenté par Monsieur le Président de Bordeaux Métropole en application des dispositions de l'Article L. 2224-17.1 du Code général des collectivités territoriales

**Article 2 :** d'adopter le présent rapport en l'état

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de Bordeaux Métropole le 8 juillet 2016

<b>REÇU EN PRÉFECTURE LE : 18 JUILLET 2016</b>	Pour expédition conforme,
<b>PUBLIÉ LE : 18 JUILLET 2016</b>	le Vice-président,
	Monsieur Dominique ALCALA



**Rapport Annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public  
Direction Collecte et Traitement des Déchets**

<b>EDITO .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Les faits marquants de l'année 2014 .....</b>	<b>4</b>
<b>Repères.....</b>	<b>6</b>
<b>Description du service .....</b>	<b>8</b>
<b>I. Les modalités d'exploitation.....</b>	<b>8</b>
1/ La régie communautaire .....	8
2/ Le SIVOM Rive Droite.....	8
<b>II. Le territoire desservi.....</b>	<b>9</b>
<b>III. Les opérations de collecte .....</b>	<b>11</b>
1/ Les déchets provenant des ménages .....	10
1.1/ La collecte des ordures ménagères résiduelles (bacs gris).....	11
1.2/ La collecte sélective .....	13
1.3/ La collecte des textiles usagés .....	13
1.4/ La collecte en centres de recyclage.....	13
2/ Les déchets ne provenant pas des ménages .....	14
2.1/ Les déchets assimilés aux ordures ménagères (redevance spéciale) .....	15
2.2/ Les déchets provenant des services communaux et communautaires .....	15
2.3/ Cas particulier .....	14
<b>IV. Les opérations de traitement .....</b>	<b>15</b>
1/ Les modes de gestion du traitement des déchets ménagers et assimilés.....	15
1.1/ Les délégations de service public .....	15
1.2/ Les marchés publics .....	16
1.3/ Les conventions .....	17
1.4/ Les éco-organismes.....	17
2/ Localisation des unités de traitement.....	17
<b>Synthèse de l'activité .....</b>	<b>18</b>
<b>I. Bilan des opérations de collecte .....</b>	<b>18</b>
1. La collecte des ordures ménagères et assimilées résiduelles.....	18
2. La collecte sélective .....	19
3. La collecte en centres de recyclage.....	22
4. La collecte des déchets provenant des services communaux et communautaires.....	23
5. Cas particuliers.....	22
<b>II. Bilan des opérations de traitement.....</b>	<b>23</b>
1. La valorisation énergétique .....	24
2. La valorisation matière .....	26
3. La valorisation biologique.....	29
4. L'élimination en installations de stockage de déchets non dangereux .....	29
<b>Analyse économique et financière .....</b>	<b>30</b>
<b>I. Les dépenses du service.....</b>	<b>30</b>
<b>II. Les recettes du service .....</b>	<b>35</b>
<b>Analyse économique et financière des délégants .....</b>	<b>38</b>
<b>I. La société Astria.....</b>	<b>38</b>
<b>II. La société La Grande Jaugue .....</b>	<b>50</b>
<b>III. RDE cenon.....</b>	<b></b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>60</b>

# EDITO

Le 2<sup>ème</sup> semestre 2015 a été marqué par des dispositions législatives importantes dans les domaines de la prévention et de la gestion des déchets, et plus globalement de l'économie circulaire à travers la loi du 17 août 2015, relative à la Transition Energétique pour la croissance verte.

Ce texte définit des objectifs ambitieux que Bordeaux Métropole devra prendre en compte dans les années à venir afin d'adapter la gestion opérationnelle de ses déchets pour répondre à ces enjeux. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les différentes actions mises en place à travers le Plan Local de Prévention des déchets (PLPD) et le plan déchets ainsi que le plan d'amélioration de la collecte du verre.

Au cours de l'année 2015, 398 254.03 tonnes de déchets ménagers et assimilés ont été collectées et traitées, en porte-à-porte ou dans les centres de recyclage, grâce à l'intervention des 931 agents de la Direction Collecte et Traitement des Déchets (DCTD) et aux délégataires de services publics ou titulaires de marchés.

Ils ont été valorisés à 91% sous forme de réutilisation directe de la matière ou de valorisation énergétique dans le cadre de la poursuite de l'atteinte des objectifs du Grenelle de l'environnement.

Le coût global de l'élimination des déchets ménagers et assimilés s'est ainsi élevé cette année à 111 M€ financé à 82% par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la Redevance Spéciale, 12% par les recettes de services (subventions, ventes de matériaux ...) et 6% par le budget communautaire.

Au travers du présent rapport, Bordeaux Métropole souhaite développer la connaissance de ses activités de collecte et de traitement des déchets.

## Observations :

1. Les appellations mentionnées correspondent à des définitions bien précises :

- ❖ *Ordures ménagères : contenu des poubelles des ménages et points d'apport volontaire. Lorsque l'on parle d'ordures ménagères résiduelles, il s'agit des ordures restant après collectes sélectives.*
- ❖ *Ordures ménagères et assimilées : ordures ménagères et déchets des entreprises (artisans, commerçants), administrations et associations collectés avec les ordures ménagères.*
- ❖ *Déchets ménagers et assimilés : ordures ménagères et assimilées et déchets encombrants et déchets verts. Cette dernière catégorie se retrouve en déchèteries.*
- ❖ *Déchets des services municipaux et communautaires : déchets de voirie et de marchés, déchets des collectivités.*
- ❖ *Déchets des professionnels : déchets issus d'activités professionnelles collectés séparément.*
- ❖ *Déchets municipaux : déchets ménagers et assimilés et déchets des services municipaux et communautaires*

2. La population mentionnée dans ce rapport est la population municipale légale au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (source INSEE), soit 737492 habitants.

# **Les faits marquants de l'année 2015 ...**

## **... en matière d'orientations du service public de collecte et de traitement des déchets ménagers**

- L'année 2015 a été marquée par l'adoption par le conseil métropolitain du Plan déchets qui définit, pour la période 2016-2020, les objectifs et la programmation du service collecte et traitement des déchets concernant principalement la prévention, la collecte et la valorisation.

L'enjeu majeur est la maîtrise des quantités de déchets produits dans un contexte de forte croissance démographique.

Pour répondre à ces objectifs, 21 actions ont été identifiées qui devront être mises en œuvre à l'horizon de 10 à 15 ans.

## **... en matière d'organisation du service public de collecte des déchets ménagers**

- Le projet Indo (informatisation des données de collecte) a amorcé, en 2015, sa phase pré-opérationnelle : une première campagne de puçage de 15 000 bacs s'est déroulée en juin, quatre équipements de système de géo guidage pour benne à ordures ménagères et benne de l'apport volontaire ont été installés, et au dernier trimestre, les premières sondes ont été posées pour le suivi du taux de remplissage des points d'apport volontaire du sud de l'agglomération. Ces premiers déploiements sont nécessaires aux tests avant un déploiement généralisé programmé sur les années 2016, 2017 et 2018.
- La collecte de la commune de Martignas-sur-Jalle, a été reprise en régie le 1<sup>er</sup> janvier 2015 avec deux équipes de collecte supplémentaires
- La réaffectation des secteurs de collecte et du lieu de prise de service des agents de collecte a été organisée en fin d'année afin d'anticiper la collecte sur 5 jours sur 1/3 supplémentaire du territoire et l'ouverture du troisième dépôt à Eysines, prévues en 2016.
- Une convention a été signée avec l'Eco organisme Eco-Mobilier pour la mise en place de la filière de responsabilité élargie des producteurs en matière d'ameublement.

## **... pour les installations du service public de collecte des déchets ménagers**

- Le centre de recyclage de Bordeaux Surcouf a été réaménagé avec l'installation d'une structure modulaire béton à la place de la structure métallique existante qui permet une amélioration des conditions d'accès pour les usagers et des conditions de travail pour les gardiens, une possibilité d'exploitation de l'espace sous la structure et des garde-corps favorisant le vidage des déchets.
- Un nouveau chalet a été construit sur le centre de recyclage d'Eysines en remplacement des préfabriqués mis en place depuis l'ouverture du centre en 2012.
- Des travaux ont été réalisés sur le dépôt de Bègles pour aménager de nouveaux bureaux pour l'encadrement de la collecte de nuit, un local d'archives et des locaux administratifs pour améliorer les conditions de travail du service communication. Par ailleurs, les travaux de rénovation des nouveaux vestiaires pour le personnel ont été achevés.

## **... en matière de réduction des déchets**

- Le déploiement de la pratique du compostage individuel afin de réduire le poids de la poubelle des ordures ménagères par foyer est l'action phare du Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) : grâce au partenariat établi dans l'année avec 12 communes pour la distribution des composteurs individuels, 2 400 composteurs supplémentaires ont été distribués. 14 000 composteurs sont en fonction dorénavant sur l'agglomération.

De même, les habitants de sept résidences d'habitat collectif pratiquent le compostage partagé : Bordeaux Métropole les a accompagné dans cette démarche et leur a mis à disposition les composteurs.

Enfin, à titre expérimental et afin de communiquer sur l'enjeu de réduction de la production de déchets, 173 foyers de l'agglomération ont adopté deux poules.

### **... en matière de collecte des déchets ménagers**

- Pour l'amélioration de la collecte de l'hyper centre de Bordeaux, deux nouveaux locaux de pré-collecte ont été aménagés, rue Leupold et rue Ducru : plus de 350 foyers bénéficient de ce service dans l'hyper centre de Bordeaux.

De plus, un plan de collecte estival a été mis en place sur l'hyper-centre avec notamment la modification de la fréquence de collecte de 4+2 à 5+1, qui a été maintenue par la suite compte tenu des bons résultats obtenus.

Depuis la fin du 1<sup>er</sup> semestre, une collecte en locaux de regroupement sur les Bassins à Flots a été mise en place.

Enfin, se poursuivent les installations de bornes à verre enterrées dans le cadre des aménagements d'espace public : la place Saint-Michel et la rénovation du quartier des Aubiers à Bordeaux sont les sites majeurs sur lesquels des bornes enterrées sont désormais à disposition des riverains.

- Bordeaux métropole a été lauréate du plan d'amélioration de la collecte mis en place par l'éco organisme Eco emballages. Ce plan doit contribuer à la réalisation de l'objectif d'amélioration de la collecte du verre : les diverses actions, dont la densification des points de collecte, ont débutées en mai 2015.

### **... sur les contrats de délégation de service public**

- Achèvement des travaux de prélèvement de chaleur sur l'UIOM de Bègles nécessaires à l'alimentation du réseau de chaleur Saint-Jean Belcier, dans le respect des dispositions du contrat portant sur l'exploitation du complexe technique de l'environnement de Bègles,
- Engagement des négociations relatives à la révision quadriennale du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe thermique des Hauts de Garonne.

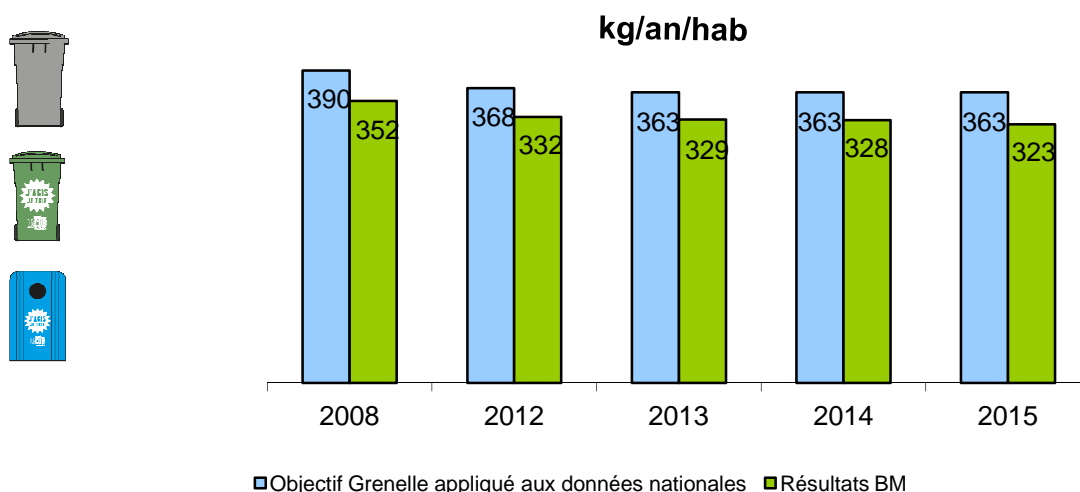


# REPERES du GRENELLE

## Bordeaux Métropole et les objectifs du Grenelle

### 1- Production annuelle d'ordures ménagères et assimilées (porte-à-porte « ménage et professionnels » et apport volontaire)

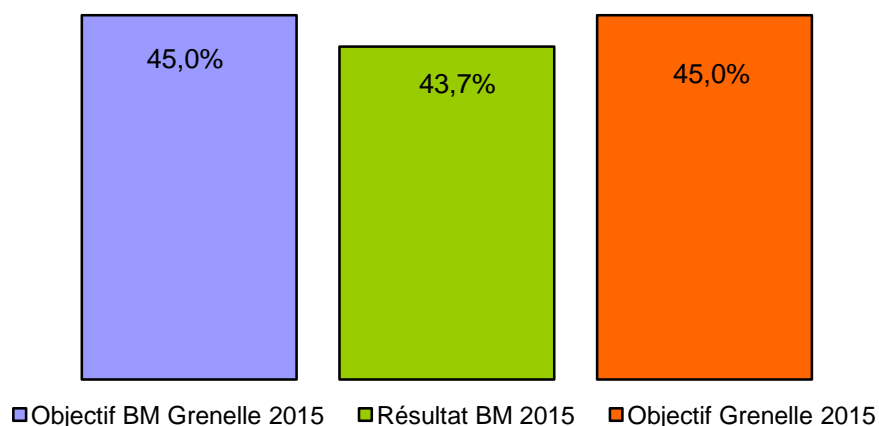
**Objectif** : réduire la production annuelle d'ordures ménagères et assimilées de 7% par habitant sur cinq ans



L'objectif est largement dépassé (8.24%), les résultats communautaires sont meilleurs que les objectifs nationaux du Grenelle depuis 2008 et continuent à baisser régulièrement.

### 2- Taux de recyclage des déchets ménagers et assimilés collectés (porte-à-porte « ménages et professionnels », apport volontaire et centres de recyclage)

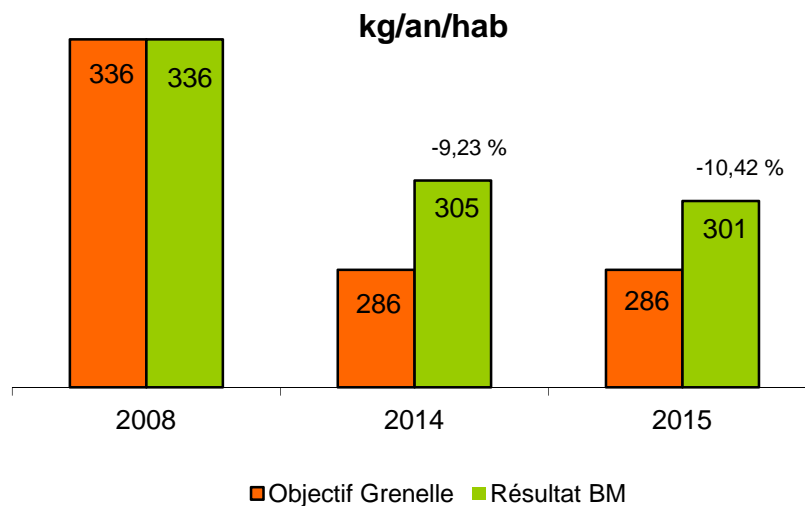
**Objectif** : Augmenter le recyclage matière et organique, des Déchets Ménagers et assimilés, afin d'orienter vers ces filières un taux de 45% en 2015



Pour la dernière année de référence, les résultats de Bordeaux Métropole n'ont pas permis d'atteindre l'objectif du Grenelle. Néanmoins, malgré une baisse des tonnages des végétaux collectés en raison des conditions climatiques, un résultat de 43.7 % a été atteint, proche de l'objectif.

### 3- Quantité de déchets ménagers et assimilés incinérés ou stockés

**Objectif** : Diminuer les quantités de déchets partant en incinération ou en stockage, avec pour objectif une diminution de 15%

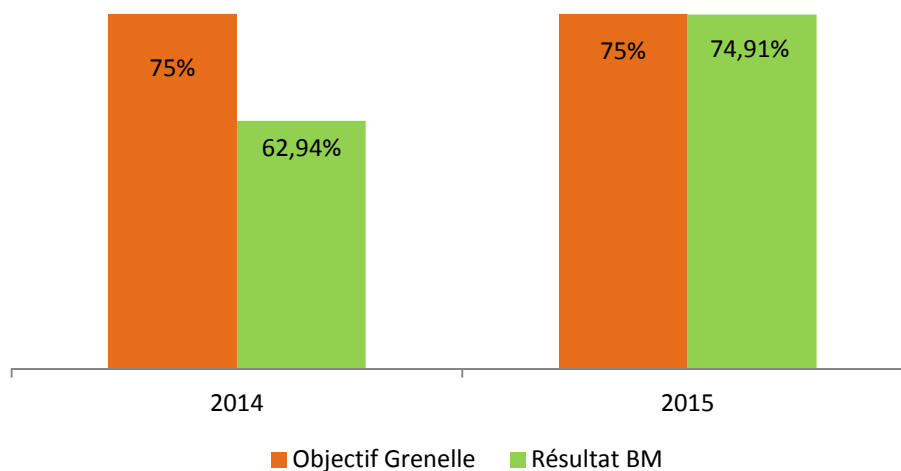


Malgré une tendance significative à la baisse (-10,42%) des déchets incinérés en 2015, l'objectif fixé de -15% n'est pas atteint.

### 4- Valorisation des emballages ménagers

**Objectif** : atteindre un taux de valorisation des emballages ménagers de 75% par rapport au gisement national évalué par Eco Emballages.

Sont pris en compte : les emballages en carton des liquides alimentaires, les papiers et cartons d'emballages, les bouteilles et flacons en plastique et verre (issus des collectes sélectives + carton des déchèteries) et les emballages en acier et en aluminium dont 50% sont issus des mâchefers.



Nous constatons en 2015 une hausse des résultats de Bordeaux Métropole en raison de l'augmentation du gisement des journaux magazines subventionnés par Eco-emballages, ce qui porte le taux de valorisation à 74.91%.

# DESCRIPTION DU SERVICE

## I/ Les modalités d'exploitation

### 1. La régie communautaire

#### 1.1 / Les services effectués par la régie communautaire

Le service en régie concerne :

- la collecte sur 21 de ses communes (voir carte)
- le transport des déchets vers les centres de traitement
- l'exploitation de 16 centres de recyclage
- l'entretien et la réhabilitation des anciennes décharges de Labarde à Bordeaux et du Bourgailh à Pessac

#### 1.2 / L'organisation de la direction collecte et traitement des déchets

Les missions générales de la direction sont regroupées au sein de deux directions adjointes, l'une d'exploitation et l'autre administrative.

La direction adjointe d'exploitation comprend les services suivants :

- le service collecte qui assure notamment la collecte des ordures ménagères résiduelles et assimilées ainsi que la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés en régie directe sur 21 communes.
- le service valorisation qui a en charge notamment la gestion et l'exploitation en régie directe des centres de recyclage ainsi que le transport et le traitement des déchets ménagers et assimilés.
- le centre matériel et sites qui gère l'entretien des bâtiments de la direction et les matériels y affaissant.

La direction adjointe administrative comprend les services suivants :

- le service Gestion des Ressources Humaines qui est chargé, outre de la gestion courante des agents, de conseiller et d'accompagner les autres services dans l'évolution de leur organisation.
- le service Administratif, Juridique et Financier, service support et transversal, qui gère administrativement les marchés publics, la préparation et l'exécution budgétaire, le suivi des tonnages et des coûts ainsi que la gestion administrative de la direction.
- le service Délégations de Service Public Déchets et Réseaux de chaleur et de froid qui a en charge la mise en place du nouveau service public de réseau de chaleur et de froid, suite à la prise de compétence communautaire, et le suivi de l'exécution des DSP de traitement des déchets et de réseau de chaleur.

Enfin il est à noter que le service études et prévention qui se consacre aux études techniques et à la conduite d'opération et de maîtrise d'œuvre est directement rattaché à la direction.

#### 1.3 / Les moyens humains

Au 31 décembre 2015, l'effectif de la direction se compose de 931 agents soit 5 de plus qu'au 31 décembre 2014 (voir annexe 1).

#### 1.4 / Les moyens matériels roulants

La collecte des ordures ménagères résiduelles et la collecte sélective en porte-à-porte sont assurées à l'aide de 154 véhicules bennes. Une benne à chargement latéral fait son apparition sur le parc du matériel roulant. La collecte sélective en apport volontaire s'effectue au moyen de 12 camions équipés de bras hydraulique. Le transport des déchets est réalisé avec 11 semi-remorques et 23 portes conteneurs.

## 2. Le SIVOM Rive Droite

Bordeaux Métropole adhère au SIVOM Rive droite pour sept de ses communes (voir carte ci-après). Ce syndicat, par l'intermédiaire d'un prestataire privé, la société VEOLIA Propreté, gère :

- la collecte des déchets ménagers
- 2 centres de recyclage dont un sans quai.

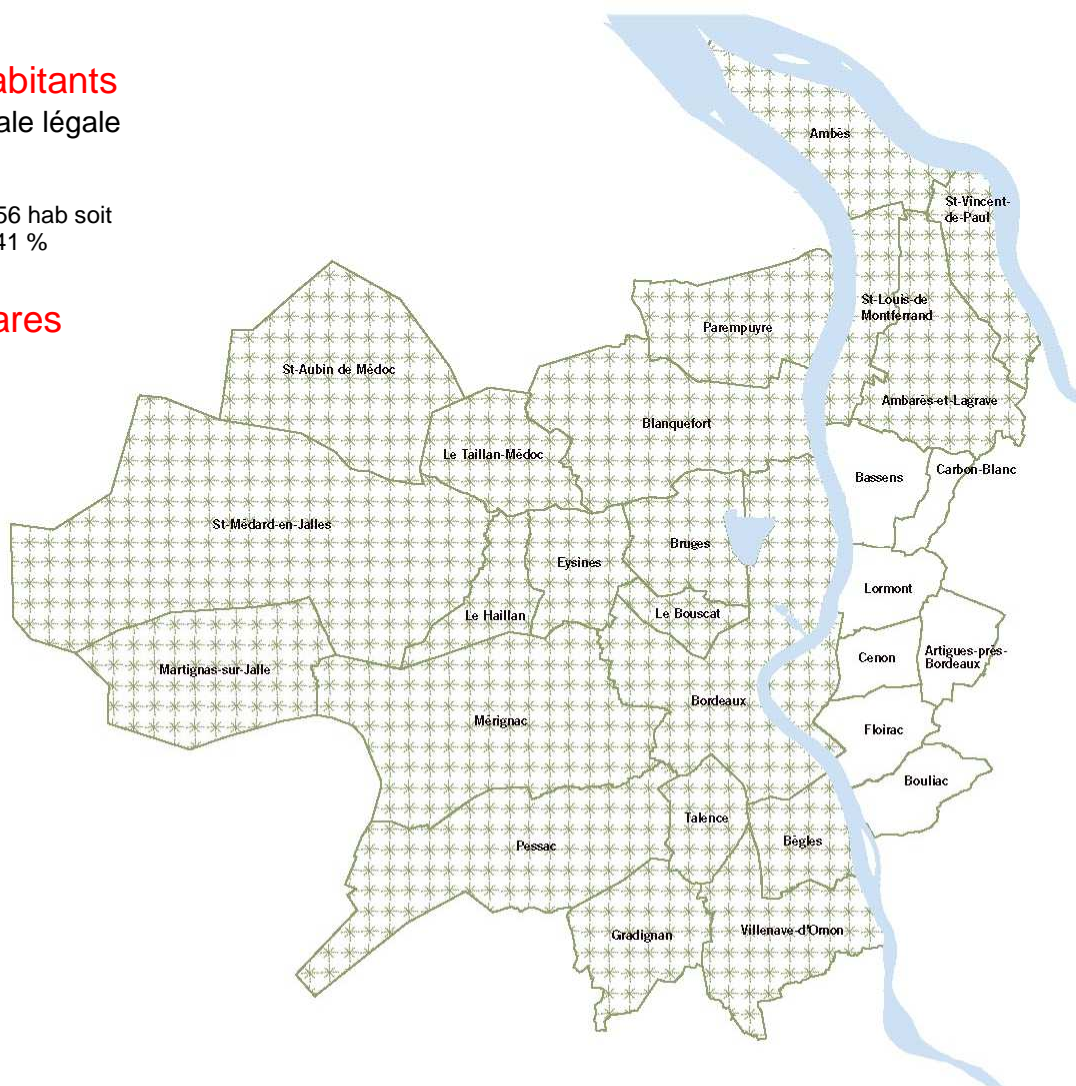
## II/ Le territoire desservi

**737 492 habitants**

(population municipale légale  
au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Population 2014 : 727 256 hab soit  
une augmentation de 1.41 %

**57 828 hectares**



<u>REGIE</u> : 653 003 habitants    52 783 hectares		<u>SIVOM</u> : 84 489 habitants    5 045 hectares	
Ambarès	14 112 hab	Carbon Blanc	7 147 hab
Ambès	2 882 hab	Cenon	22 385 hab
Artigues-près-Bordeaux	7 582 hab	Eysines	21 063 hab
Bassens	6 967 hab	Floirac	16 508 hab
Bègles	25 380 hab	Gradignan	23 930 hab
Blanquefort	15 149 hab	Le Haillan	9 632 hab
Bordeaux	241 287 hab	Lormont	20 740 hab
Bouliac	3 160 hab	Martignas-sur-Jalle	7 313 hab
Le Bouscat	23 376 hab	Mérignac	66 660 hab
Bruges	16 269 hab	Parempuyre	7 942 hab
		Pessac	59 223 hab
		Saint Aubin de Médoc	6 350 hab
		Saint Louis de Montferrand	2 073 hab
		Saint Médard en Jalles	28 839 hab
		Saint Vincent de Paul	1 026 hab
		La Taillan Médoc	9 335 hab
		Talence	41 358 hab
		Villenave d'Ornon	29 804 hab

### **III/ Les opérations de collecte**

#### **1/ Les déchets provenant des ménages**

##### **1.1/ La collecte des ordures ménagères résiduelles (bacs gris)**

###### **1.1.1/ Organisation de la collecte**

Il s'agit d'une collecte mécanisée réalisée en porte-à-porte dans l'ensemble des communes, à l'exception de certaines résidences d'habitat vertical où des bornes enterrées ou semi enterrées sont implantées.

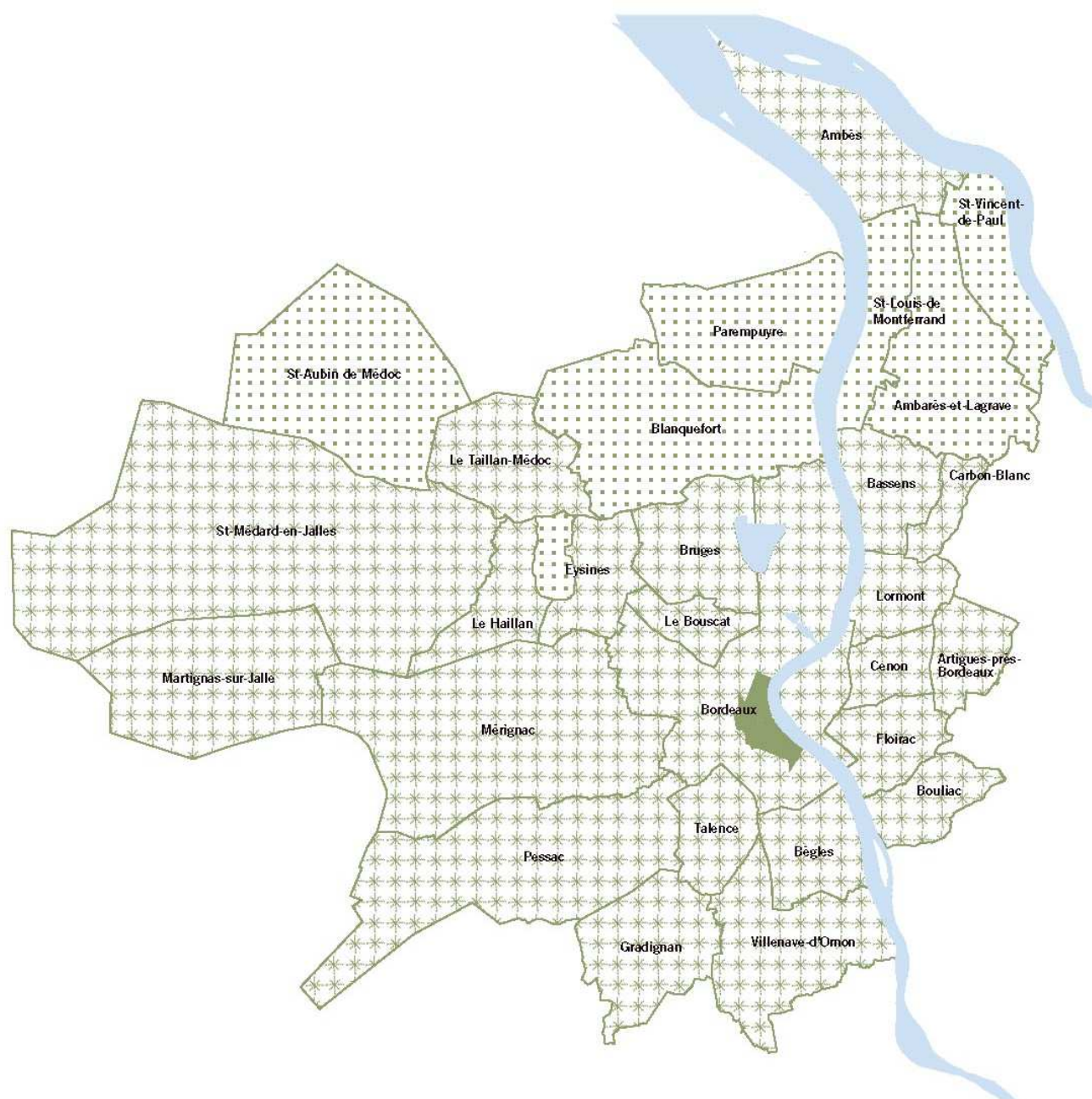
###### **1.1.2/ Fréquence de la collecte**

La fréquence de la collecte correspond au nombre de passages par semaine. On distingue 3 fréquences suivant les communes :

- Fréquence 1 : Ambarès-et-Lagrave, Blanquefort, Eysines (zone maraîchère), Parempuyre, Saint-Aubin-de-Médoc, Saint-Louis-de-Montferrand et Saint-Vincent-de-Paul.
- Fréquence 2 : Ambès, Bègles, Bordeaux (à l'exception de l'hyper-centre), Le Bouscat, Bruges, Eysines (hors zone maraîchère), Gradignan, Le Haillan, Martignas-sur-Jalle, Mérignac, Pessac, Saint Médard en Jalles, Le Taillan-Médoc, Talence et Villenave-d'Ornon, ainsi que celles dont la collecte est assurée par le Sivom rive droite : Bassens, Carbon-Blanc, Lormont, Artigues-près-Bordeaux, Cenon, Floirac et Bouliac.
- Fréquence 5 : l'hyper-centre de Bordeaux et le quartier de la gare.

## Ordures ménagères résiduelles

Fréquences hebdomadaires des collectes au 31/12/2015



*Fréquence 1*



*Fréquence 2*



*Fréquence 5*

### 1.2/ La collecte sélective (bacs verts + bornes)

La collecte sélective est réalisée sur l'ensemble des communes selon deux systèmes :

- la collecte en porte-à-porte du bac vert, destinée aux emballages alimentaires, papiers, magazines et emballages métalliques, assurée une fois par semaine dans les 28 communes,
- la collecte en bornes d'apport volontaire du verre sur l'ensemble du territoire, suivant une densité d'une borne pour 600 habitants.

Depuis 2004, Bordeaux Métropole passe des conventions d'exploitation avec les bailleurs sociaux qui choisissent d'équiper leurs résidences de bacs enterrés.

Depuis 2015, la collecte en porte à porte a été doublée par une collecte en apport volontaire dans les quartiers de Bordeaux, Saint Pierre et Saint Eloi, par la mise en place de 31 emplacements réservés à des bacs de proximité. En parallèle, pour favoriser la propreté de la ville, les bacs individuels errant sur la voie publique ont été retirés.

### 1.3/ La collecte des textiles usagés

Bordeaux Métropole, au titre de sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés, encourage le développement d'une filière de reprise des textiles usagés sur l'ensemble du territoire communautaire dans la mesure où cela permet de détourner des déchets des ordures ménagères résiduelles et de répondre aux objectifs de réduction des déchets du programme local de prévention des déchets.

Par délibération du Conseil de Communauté en date du 13 février 2009, un partenariat entre la commune d'implantation des bornes, le collecteur de textiles et Bordeaux Métropole a été instauré afin que cette dernière puisse identifier le nombre de bornes implantées sur le territoire communautaire, leurs emplacements et bénéficier d'une remontée d'informations au regard des tonnages collectés.

Selon un diagnostic du territoire réalisé dans le cadre du PLPD, le gisement potentiel de collecte de Bordeaux Métropole est estimé à 6 000 tonnes/an, soit 8.3 kg/hab/an.

En 2015, grâce au travail des collecteurs et avec le soutien des communes membres, compétentes pour autoriser l'implantation des bornes de collecte sur leur domaine public, 2 365 tonnes de textiles ont été collectées et ainsi détournées des ordures ménagères résiduelles.

### 1.4/ La collecte en centres de recyclage

Les centres de recyclage sont des installations ouvertes aux ménages du territoire communautaire, dont l'accès est limité aux véhicules n'excédant pas une hauteur de 1,90 m. Le réseau des centres communautaires se compose de 16 sites.

Les produits collectés sont : les déchets verts, le tout-venant, le bois, les gravats, les cartons, les métaux, les batteries, les piles, les déchets spécifiques des ménages, les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), les huiles de vidange, le verre ...

Les installations mises à la disposition des usagers se répartissent ainsi :

- 16 centres exploités en régie (*voir carte ci-après*),
- 2 centres dépendant du SIVOM, l'un situé à Floirac et l'autre à Pompignac.



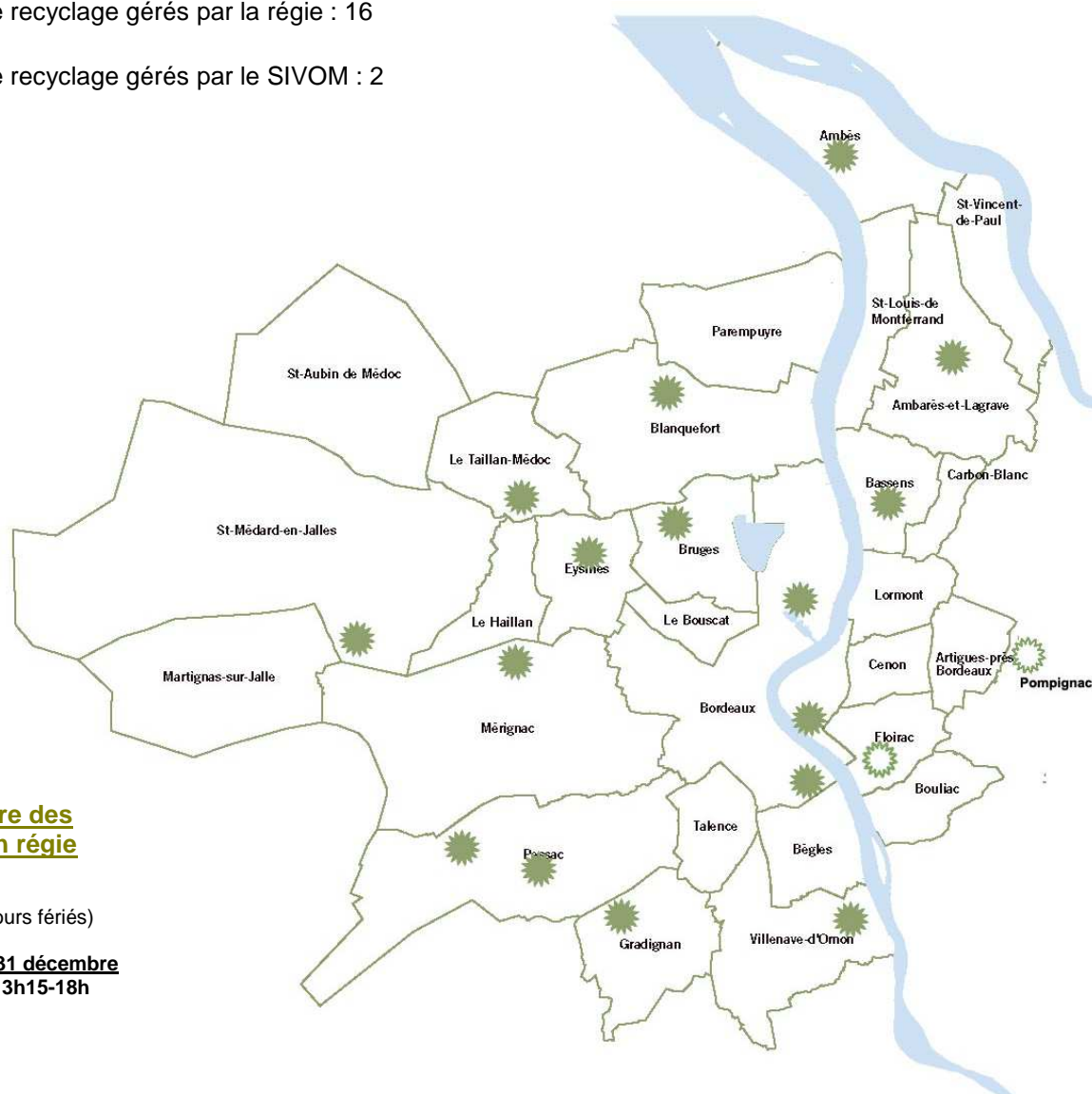
## Les centres de recyclage



Centre de recyclage gérés par la régie : 16



Centre de recyclage gérés par le SIVOM : 2



### Horaires d'ouverture des 16 centres gérés en régie

Ouverts 6.5 jours sur 7  
(Fermés mardi matin et jours fériés)

du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre  
8h30-12h30 / 13h15-18h

<b>Ambarès et Lagrave</b>	Av Jules Ferry	<b>Bordeaux Paludate</b>	Quai de Paludate	<b>Pessac Bourgailh</b>	Chemin de la Princesse
<b>Ambès</b>	22 Rue Jean Mermoz	<b>Bruges</b>	Rue André Sarreau (sortie6)	<b>Pessac Gutenberg</b>	Av de Gutenberg
<b>Bassens</b>	Rue Franklin	<b>Eysines</b>	Rue Jean Mermoz	<b>Pompignac</b>	19 Av du Périgord
<b>Blanquefort</b>	Av du 11 Novembre	<b>Floirac</b>	Zac des quais Av Marcel Paul	<b>St Médard-en-Jalles</b>	Av de Touban
<b>Bordeaux Deschamps</b>	Quai Deschamps	<b>Gradignan</b>	Allée de Mégevie	<b>Le Taillan Médoc</b>	Route de Saint Aubin
<b>Bordeaux Surcouf</b>	Rue Surcouf (ZI Daney)	<b>Mérignac</b>	90 Av des Marronniers	<b>Villenave d'Ornon</b>	Chemin de Galgon

## 2/ Les déchets ne provenant pas des ménages

### 2.1/ Les déchets assimilés aux ordures ménagères (redevance spéciale)

Il s'agit des déchets produits par :

- les administrations de l'Etat et des collectivités locales,
- les entreprises commerciales,
- les entreprises artisanales,
- les entreprises industrielles,
- les entreprises de service,
- les associations,

qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières. La collecte de ces déchets doit être financée par la Redevance Spéciale conformément aux dispositions de l'article L 2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Bordeaux Métropole a instauré cette redevance qui s'applique à tous les organismes mentionnés ci-dessus, dont la production hebdomadaire de déchets n'excède pas 10 000 litres et qui ont choisi de recourir au service public en souscrivant un contrat avec la Communauté urbaine.

Le ramassage de ces déchets, part résiduelle et part recyclable, s'effectue en bacs individuels collectés en porte-à-porte avec les déchets des ménages ou, dans le cas de certaines communes, en bacs enterrés ou semi-enterrés de grande capacité collectés individuellement.

### 2.2/ Les déchets provenant des services communaux et communautaires

Ce sont les déchets collectés par les services municipaux, dont notamment les déchets des particuliers collectés par les services municipaux dans le cadre de services à domicile. Ces déchets sont directement amenés par les communes sur les lieux de traitement ou, pour le SIVOM, sur le centre de transit de la société Veolia Propreté à Pompignac. Dans le détail, il s'agit de déchets verts, tout-venant et déchets de balayage.

### 2.3/ Cas particulier

Très occasionnellement, des déchets professionnels sont apportés directement sur les unités de traitement (Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (D.I.R.A), Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), etc.).

## **IV/ Les opérations de traitement**

### **1/ Les modes de gestion du traitement des déchets ménagers et assimilés**

#### **1.1/ Les délégations de service public**

Bordeaux Métropole dispose de trois délégataires de service public pour traiter une partie de ses déchets. Il s'agit de :

- la société Astria qui a signé un Bail emphytéotique administratif (BEA), avec convention d'exploitation non détachable, qui assure pour partie la valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles et du tout-venant en provenance des centres de recyclage. Elle assure également le tri des produits des collectes sélectives, à l'exception du verre.
- la société Rive Droite Environnement qui a signé un contrat de délégation de service public pour l'exploitation du complexe thermique des Hauts de Garonne à Cenon, dont fait partie l'usine de valorisation énergétique des ordures ménagères résiduelles.
- la société La Grande Jaugue qui a signé un BEA, avec convention d'exploitation non détachable pour le compostage collectif des déchets verts. Cette délégation consiste, dans un premier temps, à poursuivre l'exploitation du site implanté à Saint-Médard-en-Jalles, au lieu-dit Touban. Puis, dans un deuxième temps, le délégataire a financé, construit et exploité une deuxième unité de compostage sur un terrain également situé à Saint-Médard-en-Jalles, au lieu-dit La Grande Jaugue.

#### **1.2/ Les marchés publics**

<b>Nature des prestations</b>	<b>Titulaire du marché</b>	<b>Lieu de traitement</b>
Réception, transport et traitement des déchets verts	Lot n°1 : Sita Sud Ouest	Le Teich
	Lot n°1 : Séosse	Saint Lon les Mines
Réception, transport et valorisation du bois (jusqu'en novembre 2015)	Lot n°2 : Pena Environnement	Rion des Landes
	Lot n°3 : Véolia	Rion des Landes
Réception, transport et valorisation du bois (à partir de novembre 2015)	Lots n° 1, 2 et 3 : Véolia	Rion des Landes
Enlèvement, transport, conditionnement et valorisation des cartons / vieux papiers (jusqu'en février 2015)	Pena Environnement	Mérignac
Enlèvement, transport, conditionnement et valorisation des cartons / vieux papiers (à partir de février 2015)	Azura	Bassens
Réception, transport et traitement des déchets non valorisables	Lot n°2 : Véolia	Lapouyade
	Lot n°3 : Sita Sud Ouest	Clérac
Collecte et traitement des déchets diffus spécifiques des ménages	SIAP	Bassens
Valorisation des gravats	Lot n° 1: Véolia	Bassens
	Lot n° 2: Sita Sud Ouest	Saint Jean d'Ilac

Les déchets collectés dans les centres de recyclage gérés par le SIVOM, sont traités par la Société Véolia Propreté, dans le cadre d'un marché.

### 1.3/ Les conventions

Nature des prestations	Titulaire
Valorisation des piles	Corepile
Valorisation des textiles	Le Relais Amédé Amos Ecoval
Valorisation des ferrailles	Decons Sita Sud ouest
Valorisation des batteries	Bartin recycling

### 1.4/ Les éco-organismes

#### 1.4.1/ Eco-Emballages

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, un contrat a été conclu entre Bordeaux Métropole et l'éco-organisme Eco-Emballages sur la base d'un nouveau barème permettant de valoriser les subventions en fonction des tonnages collectés.

Les repreneurs des emballages ménagers triés et collectés, pour lesquels la Communauté urbaine perçoit les soutiens financiers d'Eco Emballages, sont les suivants :

Matériaux	Type de contrat	Titulaire du contrat
Papiers /cartons non complexés	Option Fédération	Paprec
Papiers / cartons complexés (ELA)	Option Fédération	Sita
Acier	Option Fédération	Paprec
Aluminium	Option Fédération	Sita
Plastiques	Option Fédération	Paprec
Verre	Option Filière	Société O-I Manufacturing

L'Option Filière signifie que le contrat a été conclu avec un repreneur choisi par Eco Emballages qui garantit le même prix de reprise sur tout le territoire national.

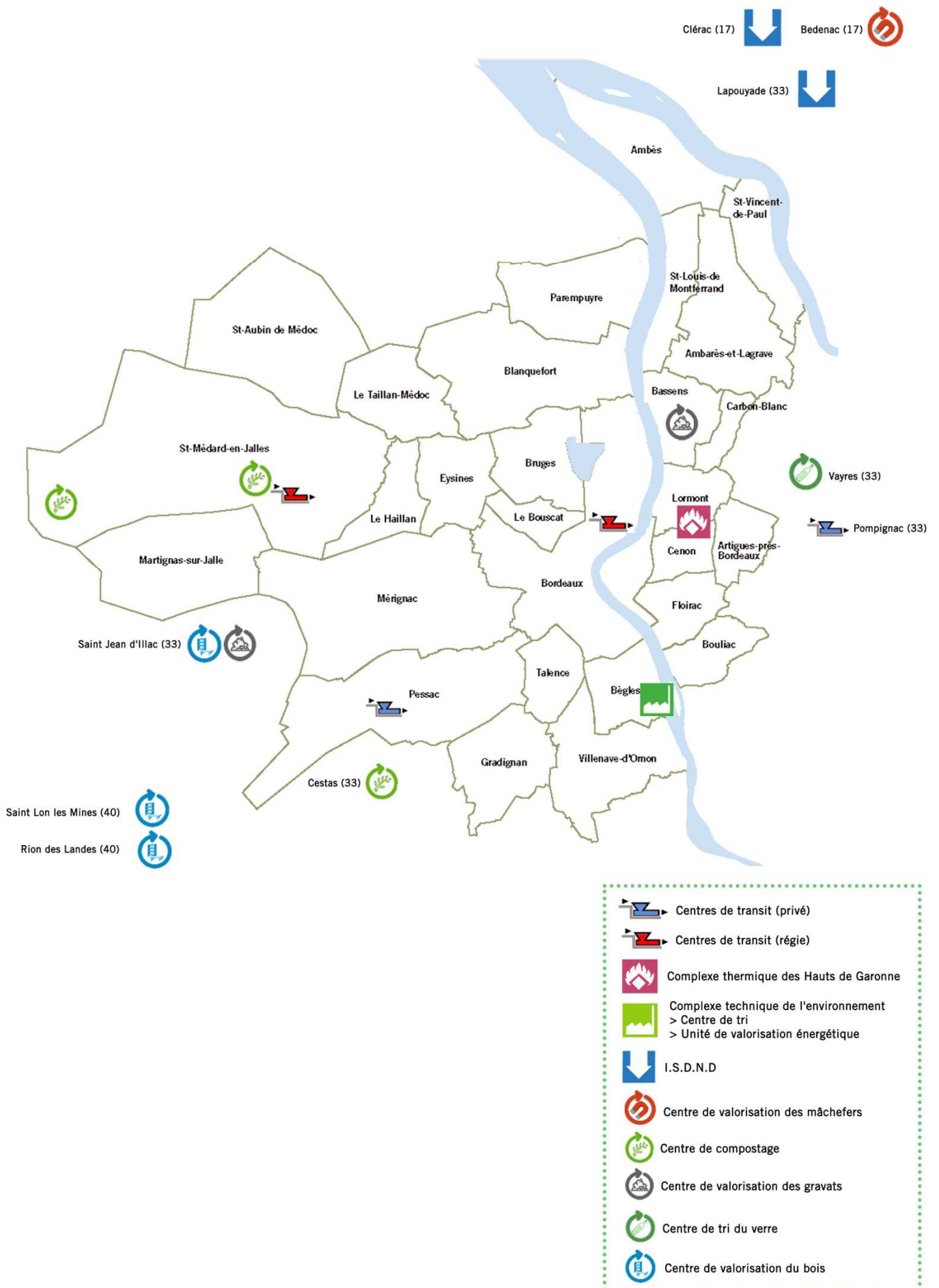
L'Option Fédération signifie que le contrat a été conclu avec un repreneur choisi librement par la Communauté Urbaine en fonction de prix de reprise et des exutoires proposés.

Dans les deux cas, les repreneurs s'engagent à respecter les principes fondamentaux d'Eco-Emballages dont notamment, les prescriptions techniques minimales permettant de bénéficier des soutiens financiers à la tonne triée.

#### 1.4.2/ Les autres éco-organismes

Matériaux	Titulaire de la convention
Déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE ou D3E)	Société OCAD3E (coordonnateur) Société Ecologic (repreneur)
Valorisation des imprimés papiers non sollicités	Société Ecofolio
Déchets dangereux spécifiques (DDS)	Société Eco-DDS
Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA)	Société Eco-mobilier

## 2/ Localisation des unités de traitement



# SYNTHESE DE L'ACTIVITE

## I - Bilan des opérations de collecte

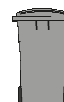
Sur la base de **737 492** habitants (chiffre INSEE)

**Chiffres clés :** 398 254.03 t /an soit 540.01 kg/an/habitant

- Soit une baisse de 9 890.17 T (↘ 2.42 %)
- Soit une baisse de 21.20 kg/an/hab (↘ 3.78 %)

2014 : 561.21 kg/an/hab

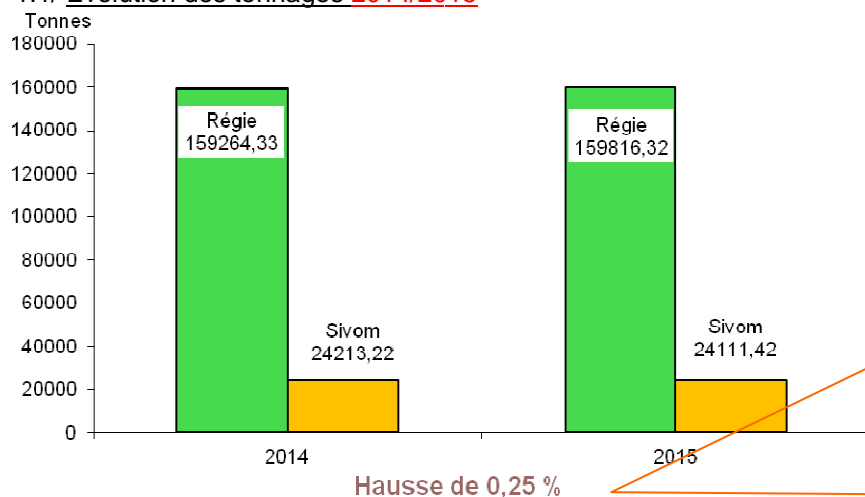
### 1- La collecte des ordures ménagères et assimilées résiduelles



**Chiffres clés :** 183 927.74 Tonnes/an soit 249.40 kg/an/habitant

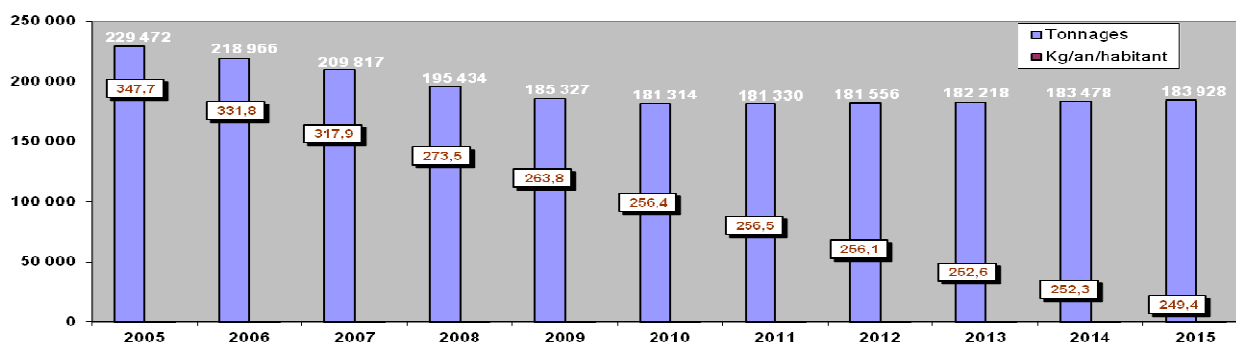
2014 : 252.30 kg/an/hab

#### 1.1/ Evolution des tonnages 2014/2015



La dynamique démographique (+1,41%) n'a eu qu'un effet limité sur les tonnages collectés de l'ensemble de la Métropole (+0,25%). Par ailleurs, les actions menées dans le cadre de la réduction des déchets (stop pub, distribution de composteurs, campagne de communication, etc.) ont contribué à accroître la diminution moyenne des ordures ménagères et assimilées résiduelles par habitant (-2,90kg/hab), situant ainsi le territoire (avec 249.40kg/hab) en deçà de la moyenne nationale (269 kg/hab données ADEME 2013).

#### 1.2/ Evolution des tonnages annuels sur 10 ans



En 10 ans, la production d'ordures ménagères et assimilées a baissé de 20% alors même que la population augmentait en parallèle de 11.75%, générant ainsi une baisse de près de 100 kg/hab.

## 2- La collecte sélective



**Chiffres clés :** 54 131.17 Tonnes/an soit 73.40 kg/an/habitant



37 533.65 Tonnes



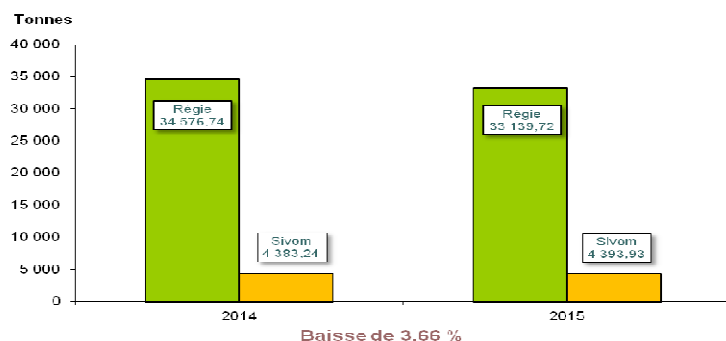
16 597.52 Tonnes



2014 : 75.58 kg/an/hab



### 2.1/ La collecte sélective en porte-à-porte

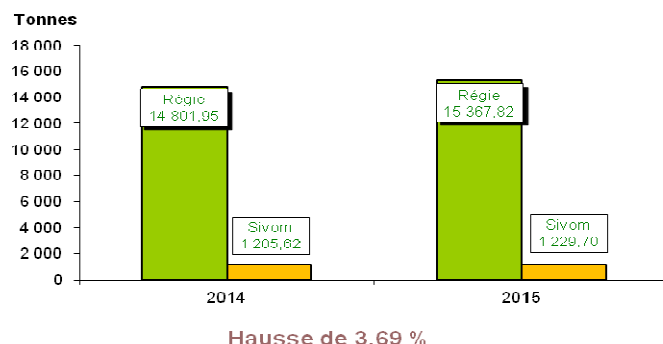


Cette baisse se retrouve principalement sur la collecte :

- Des journaux et gros de magasin (-13,40%)
- De l'acier (-5,10%)

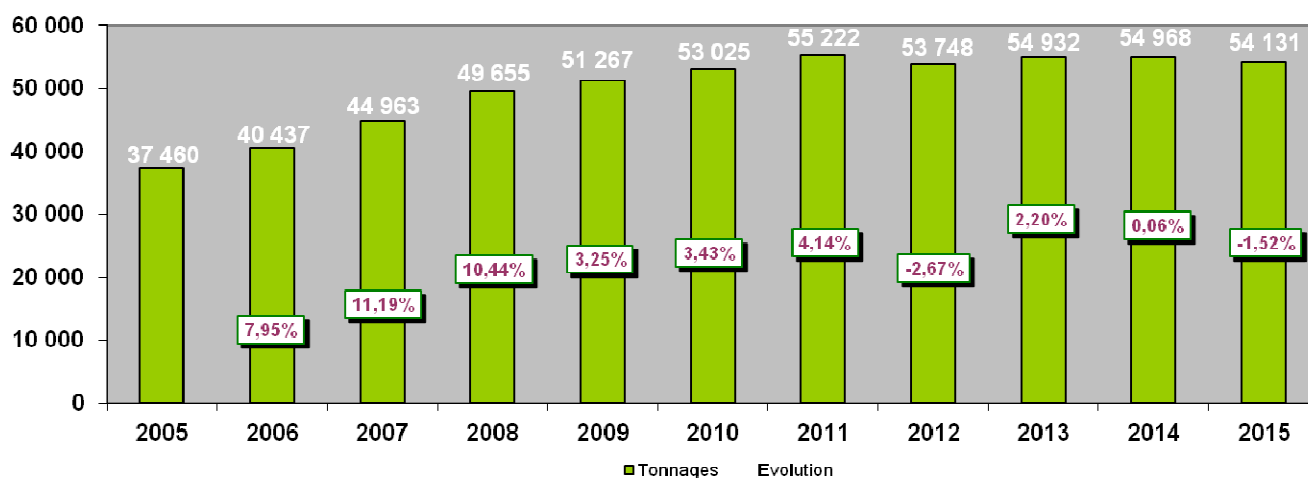


### 2.2/ La collecte du verre en points d'apports volontaires



La hausse constatée l'année précédente se confirme avec un total de 16 597,52 tonnes de verre collectés en 2015, soit 589.95 tonnes de plus qu'en 2014 et ce grâce à la campagne de sensibilisation réalisée et à l'implantation de 11 bornes à verre supplémentaires sur le territoire.

### 2.3/ L'évolution des tonnages annuels sur 10 ans



Bien que sous l'effet d'un accroissement démographique du territoire, l'année 2015 est marquée par un recul des tonnages collectés (-1,52%), tendance isolée au regard de l'évolution sur les 10 dernières années. Cela peut s'expliquer à la fois par la baisse de la consommation des ménages, des mouvements sociaux les jours de collecte sélective, ou encore la distribution des « stop-pub ».



Depuis la mise en place du Programme Local de Prévention des Déchets en 2011, la mission des agents de communication s'articule autour de deux thématiques, le tri et la prévention des déchets.

### **La communication sur le tri des déchets :**

Trois actions axées sur le tri sont menées par la cellule communication : la gestion des refus de collecte, la communication Porte-à-porte en Habitat Vertical ainsi que des animations scolaires, extrascolaires et tout public.

En 2015, le renforcement du partenariat entre les agents de communication et les agents de collecte a permis d'accroître de près de 30% le nombre de refus de collecte, atteignant ainsi environ 18000 bacs non collectés pour cause d'erreur de tri.

Le traitement de ces refus, par téléphone ou à l'adresse concernée, a généré une diminution du taux de refus en sortie de chaîne de tri (passant de 14,8% en 2014 à 14% en 2015).

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité du tri en Habitat Vertical, les agents de communication ont informé et sensibilisé en porte-à-porte 29300 habitants dans près de 630 résidences collectées via des bacs ou des bornes en pied d'immeuble.

Le public scolaire et le grand public ont également été informés et sensibilisés au tri des déchets par le biais de plus de 150 animations (stands, école, ALSH, etc.). Par ces événements, 9300 personnes ont reçu des informations, des conseils et de la documentation sur le tri des déchets.

### **La communication sur la prévention des déchets :**

Deux thématiques sont principalement abordées sur la prévention des déchets par les agents de communication : la lutte contre le gaspillage alimentaire et le compostage.

Les actions menées dans ce cadre là ont permis de sensibiliser plus de 4 000 personnes.

Dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire, les agents de communication travaillent tout au long de l'année scolaire avec les acteurs concernés des établissements pilotes (cuisine centrale, personnel de restauration, personnel éducatif, parents d'élèves et enfants). L'objectif de ces actions est de proposer un appui méthodologique et technique, dans le but de pouvoir estimer les pertes alimentaires de l'établissement et de mettre en œuvre des actions correctives duplicables sur les autres établissements des communes concernées.

Au final, une réduction moyenne de 28% du gaspillage alimentaire a été constatée sur les établissements suivis.

Au niveau de la diffusion de la pratique du compostage, la cellule communication gère les distributions de composteurs individuels (847 en 2015). Ce nombre est à rajouter aux 2400 composteurs distribués directement par les communes.

En outre, dans le cadre de l'appel à projet relatif au compostage en pied d'immeuble, sept résidences ont été accompagnées et équipées de composteurs de 600, 800 et 1000 litres. Ce dispositif permet à 1000 foyers, résidant en appartement de détourner de l'incinération la part fermentescible de leurs déchets et de bénéficier d'une valorisation organique de ceux-ci. Au total, un quart des foyers participe au compostage partagé et valorise près de 25 tonnes de déchets.

Enfin, la première journée « Porte ouverte » a été organisée en septembre 2015. Elle a permis de sensibiliser 200 personnes sur le métier d'agent de collecte et sur la gestion des déchets (tri, compostage et gaspillage alimentaire).



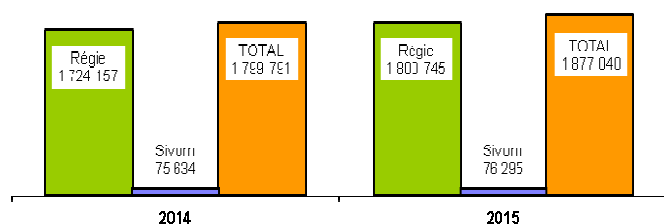
### 3- La collecte en centres de recyclage

**Chiffres clés :** **128 951.92 Tonnes/an collectées** **soit 174.85 kg/an/habitant**

- 120 564.41 Tonnes collectées dans les 16 centres de Bordeaux Métropole
- 8 387.50 Tonnes collectées dans les 2 centres du Sivom

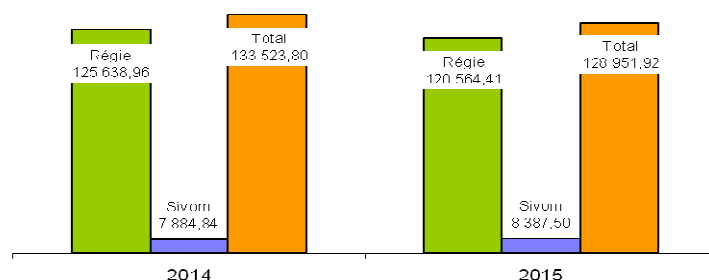
2014 : 183.60 kg/an/hab

#### 3.1/ La fréquentation



**Hausse de 4,29 %**

#### 3.2/ Evolution des tonnages 2014/2015

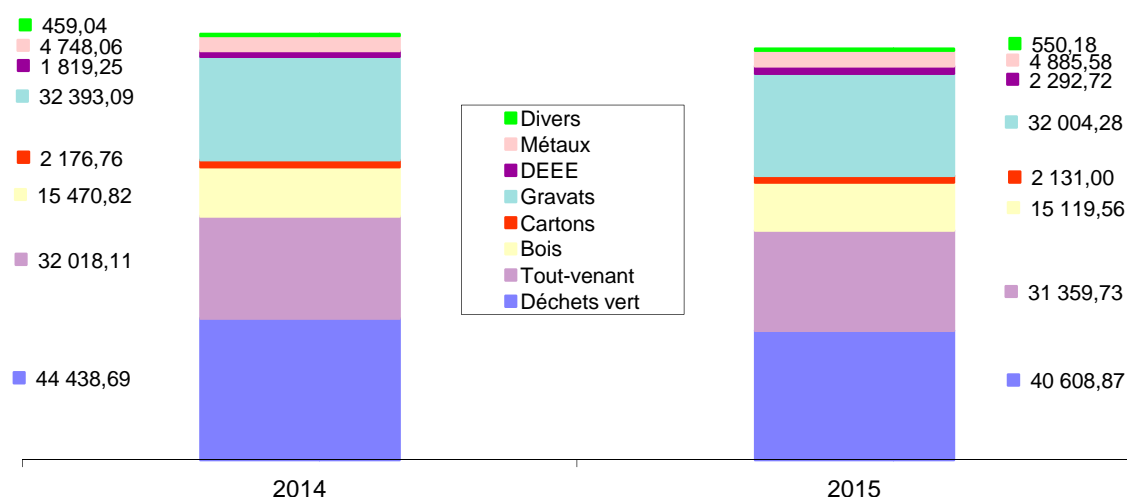


**Baisse de 3,42 %**

Les centres de recyclage enregistrent une hausse de la fréquentation de 4,29% par rapport à 2014, confirmant ainsi la tendance de ces trois dernières années. Toutefois, on constate une baisse globale des tonnages collectés (-3,42%) que l'on retrouve dans les déchèteries implantées en régie (-4,04%), les tonnages du SIVOM étant quant à eux en hausse (+6,38%)

#### 3.3/ Les différents déchets apportés en centres de recyclage

##### Répartition par type de déchets



**Totalité des déchets 2015 : 128 951.92 tonnes**

La diminution globale des tonnages collectés (-3,42%), se retrouve essentiellement au niveau des apports de déchets verts (- 3830T, soit -8,62%), fortement impactés par les conditions climatiques de l'année.

Les apports en bois, tout venant et cartons diminuent d'environ 2%.

Les tonnages collectés pour les autres déchets (divers, métaux, DEEE et gravats) augmentent quant à eux légèrement.

#### 4- Divers déchets

**Chiffre clé : 31 243.20 Tonnes/an de divers déchets**

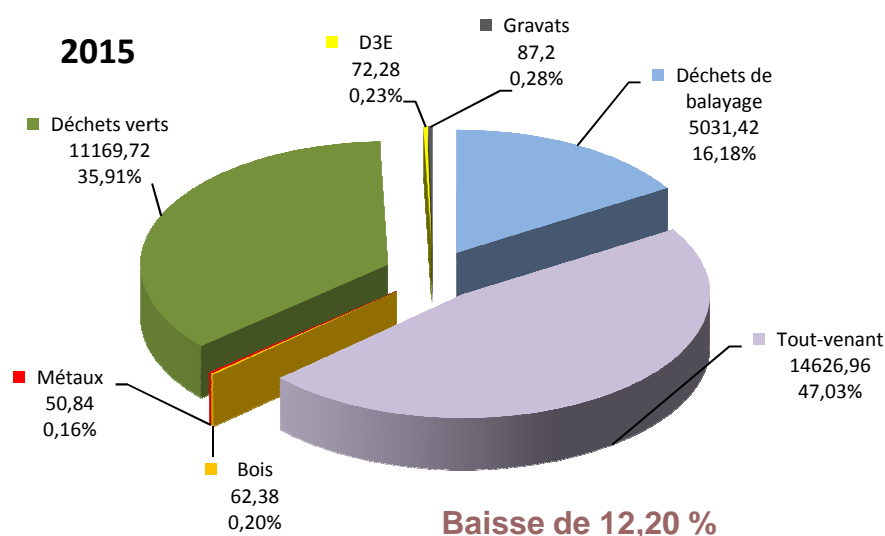
2014 : 36 175.31 T

##### 4.1/ La collecte des déchets provenant des services communaux et communautaires

**Chiffre clé : 31 100.80 Tonnes/an**

2014 : 35 421.31 T

##### Répartition par types de déchets



Les déchets collectés en centre de recyclage provenant des services communaux et communautaires conservent les mêmes caractéristiques de répartition mais affichent une baisse significative de près de 4300 Tonnes, soit 12,20% par rapport à l'année précédente.

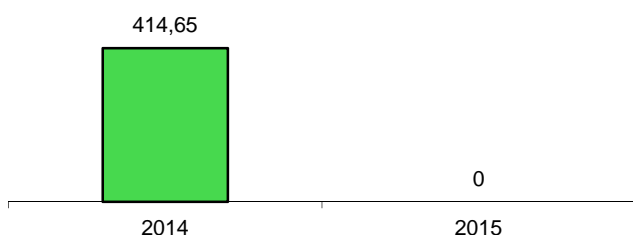
##### 4.2/ Cas particuliers

**Chiffre clé : 142.40 Tonnes/an**

2014 : 754.00 T

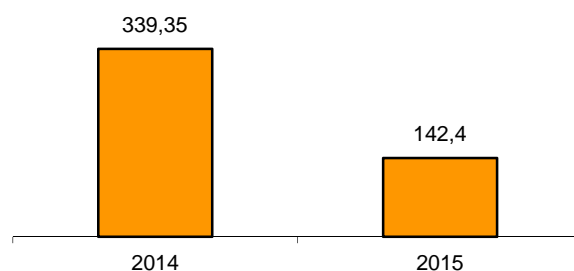
##### 4.2.1 / La collecte des déchets du Marché

d'Intérêt National (MIN)



(Arrêt du contrat MIN le 31/03/2014)

##### 4.2.2 / Les déchets professionnels ou opérations ponctuelles, apportés directement sur les unités de traitement



(Arrêt du contrat Mareyeur le 31/03/2014)

## II - Bilan des opérations de traitement

**Chiffres Clés : 397 654.39 Tonnes /an 539.20 kg/an/habitant**

- Soit une baisse de -9 576.18 T (▲ 2.35 %)
- Soit une baisse de -20.75 kg/an/hab (▼ 3.710%)

2014 : 559.95 kg/an/hab

### 1/ La valorisation énergétique



**Chiffres Clés : 206 664.74 T /an soit 280.23 kg/an/habitant**

2014 : 291.64 kg/an/hab

Ce total valorisé se répartit dans les deux unités de traitement suivantes :

#### 1.1/ L'unité de valorisation énergétique (UVE) de Bègles : Astria

	Tonnages 2014	Tonnages 2015	Evolution
Ordures ménagères résiduelles	77 789,68	74 738,83	-3,92%
Tout-venant incinérable CR	13 303,53	13 262,00	-0,31%
Refus centre de tri	5 902,96	5 285,50	-10,46%
Déchets non ménagers	11 639,17	10 642,59	-8,56%
<b>TOTAL</b>	<b>108 635,34</b>	<b>103 928,92</b>	<b>-4,33%</b>

L'année 2015 a été marquée par des faits réduisant l'activité de l'UVE de Bègles tels que des arrêts techniques pour maintenance et un incendie de fosse.

De ce fait, une baisse des tonnages valorisés est constatée (-4,33%).

Outre les tonnages ci-dessus mentionnés en provenance de La Métropole, Astria a pris en charge des déchets incinérables en provenance d'autres producteurs. Ceci a porté le tonnage total incinéré par Astria à 245 201,81 tonnes en 2015.

Ce tonnage total incinéré (Métropole + hors Métropole) a produit pour le délégataire ASTRIA :

- 66 532 tonnes de mâchefers, dont 57 795 tonnes sont valorisées en sous-couche routière, 4 672 tonnes sont valorisées en matière (fer et aluminium) et 4 065 tonnes ont dû être enfouies au centre de stockage de déchets non dangereux de Clérac (17).
- 6 557 tonnes de cendres et 879 tonnes de « gâteaux » de filtres ont été enfouies au centre de stockage de déchets dangereux de Graulhet (81).
- 140 888 MWh d'électricité dont 113 656 MWh ont été vendus.

### 1.2/ L'usine d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Cenon

	Tonnages 2014	Tonnages 2015	Evolution
Régie	79 249,72	78 624,40	-0,79%
SIVOM	24 213,22	24 111,42	-0,42%
<b>TOTAL</b>	<b>103 462,94</b>	<b>102 735,82</b>	<b>-0,70%</b>

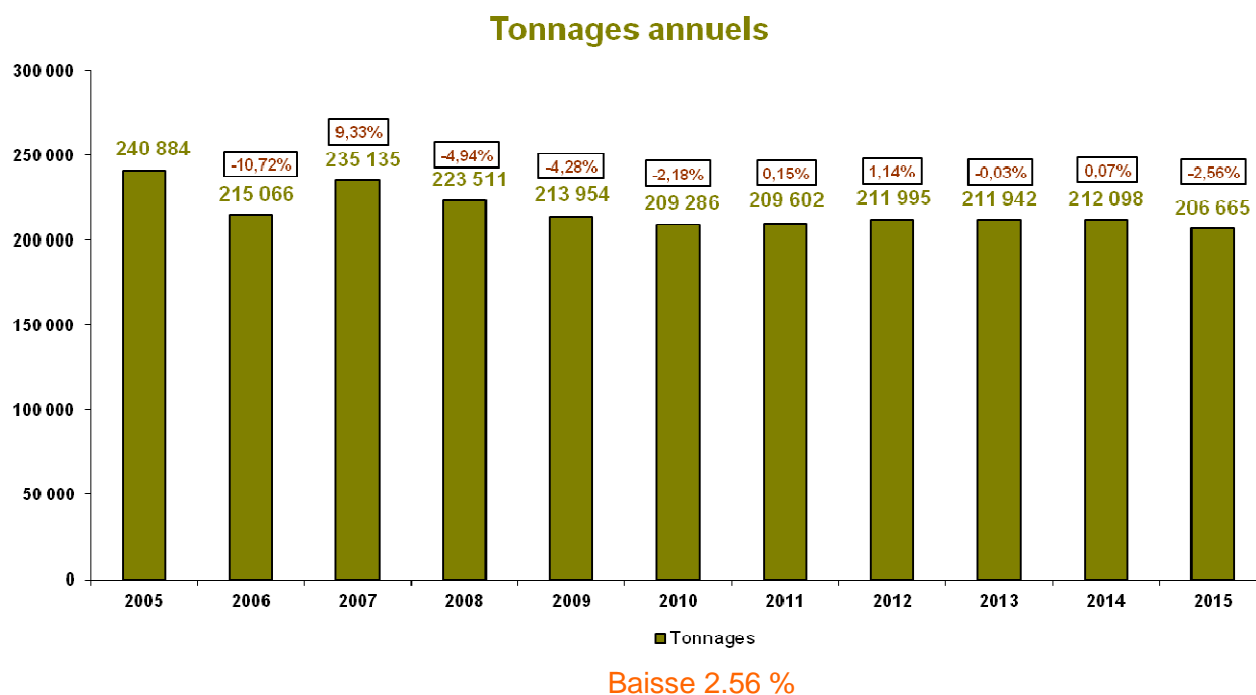
L'activité de l'UIOM de Cenon a été également marquée par des arrêts techniques. Toutefois, avec une baisse de 0,70% des tonnages valorisés, ces faits n'ont eu qu'un impact limité.

En plus des tonnages d'ordures ménagères en provenance de la Métropole rappelés ci-dessus, l'UIOM a également reçu des apports extérieurs qui ont porté son tonnage incinéré à 118 967 tonnes.

Elle a ainsi produit :

- 36 584 tonnes de mâchefers, dont 11 355 tonnes sont valorisées en sous-couche routière, 2 583 tonnes sont valorisées en matière (fer et aluminium), 7 992 tonnes sont en attente de valorisation et 14 654 tonnes ont dû être enfouies au centre de stockage de déchets non dangereux de Clérac (17).
- 2 211 tonnes de cendres ont été enfouies à l'installation de stockage de déchets dangereux de St Cyr des Gats (85) et 836 tonnes de produits sodiques résiduels (PSR) repris par le fournisseur.
- 108 765 MWh d'énergie thermique cédée au réseau de chauffage urbain des Hauts de Garonne, 7 967 MWh d'électricité autoconsommée et 4 509 MWh d'électricité vendue.

### 1.3/ Synthèse de la valorisation énergétique



## 2- La valorisation matière

**Chiffres Clés :** 105 382,13 Tonnes/an soit 142.89 kg/an/habitant

2014 : 145.32 kg/an/hab

### 2-1 / Les produits issus des collectes sélectives



**Soit 48 246.02 tonnes**

Les emballages ménagers collectés sélectivement font l'objet de tri et de conditionnement au centre de tri de Bègles géré par Astria, selon les prescriptions techniques minimales des sociétés Eco-Emballages et Ecofolio. Les chiffres publiés ci-dessous correspondent aux tonnages acceptés par les filières de valorisation sans tenir compte des variations de stocks.

Le verre est amené directement sur le site de valorisation de la société OI Manufacturing.

#### Emballages ménagers recyclables soutenus par Eco-Emballages

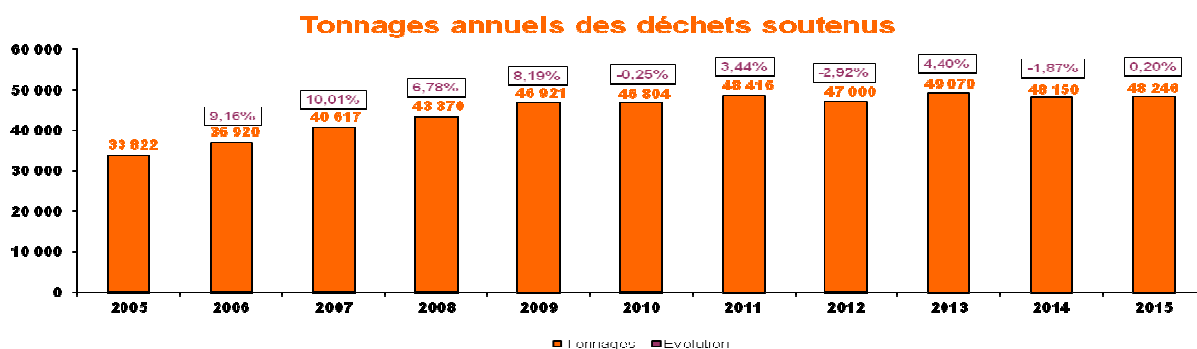
	Tonnages 2014	Tonnages 2015	Evolution
<b>Emballages ménagers recyclables soutenus par Eco- Emballages</b>			
Cartons	7 186,67	7 742,04	7,73%
Briques alimentaires	334,27	341,40	2,13%
Flacons plastiques	2 182,62	2 453,14	12,39%
Emballages acier	887,4	842,11	-5,10%
Emballages aluminium	48,17	73,48	52,54%
Verre	16 007,57	16 597,52	3,69%
<b>TOTAL</b>	<b>26 646,70</b>	<b>28 049,69</b>	<b>5,27%</b>

La hausse des emballages ménagers recyclables soutenus par Eco-emballages de 5,27%, s'explique principalement par l'augmentation des tonnages collectés pour les cartons, le verre et les flacons plastiques. Bien qu'en forte augmentation (+52,54%), l'aluminium ne bénéficie pas d'une quantité suffisante pour avoir un impact significatif sur les tonnages totaux.

#### Déchets recyclables soutenus par Ecofolio

	Tonnages 2014	Tonnages 2015	Evolution
<b>Déchets recyclables soutenus par Eco-Folio</b>			
Journaux / magazines	7 826,54	9 014,68	15,18%
Gros de magasin	13 677,70	11 181,65	-18,25%
<b>TOTAL</b>	<b>21 504,24</b>	<b>20 196,33</b>	<b>-6,08%</b>

On note le transfert des tonnages des gros de magasin vers les journaux/ magazines du fait de la mise en place d'un deuxième séparateur optique sur la ligne des plats à l'usine Astria.



**Hausse de 0.20 %**

## 2.2/ Les produits issus des centres de recyclage

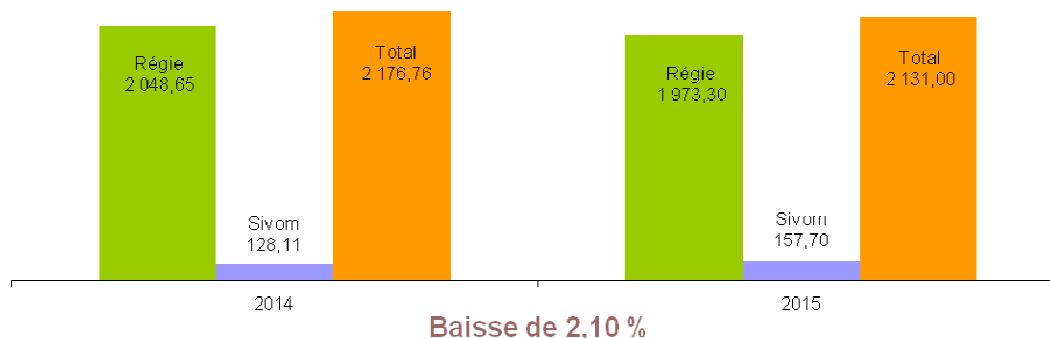
**Chiffres Clés :** 57 136.11 Tonnes/an soit 77.47 kg/an/habitant

2014 : 79.10 kg/an/hab

### 2-2-1/ Les cartons



Tonnages annuels de cartons collectés

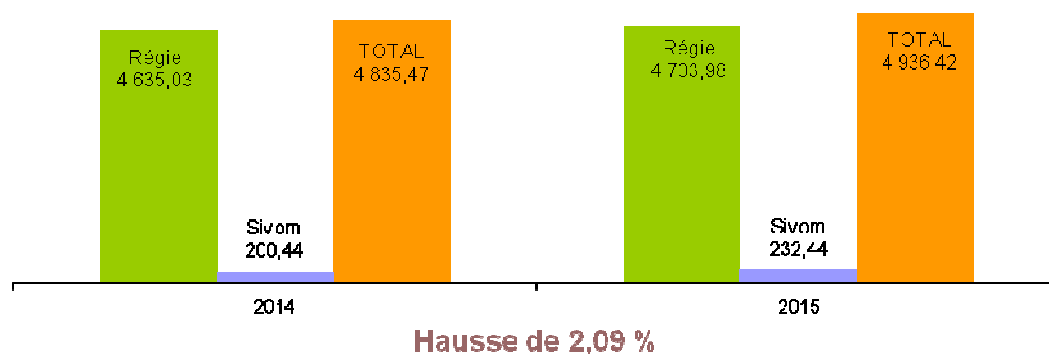


Les tonnages de cartons collectés sont repris en papeterie pour y être valorisés.

### 2-2-2/ Les métaux



Tonnages annuels de métaux collectés

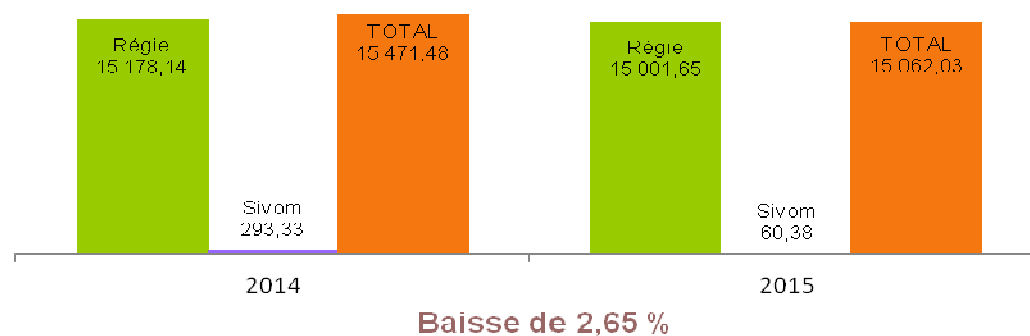


Les tonnages de métaux collectés sont repris par des ferrailleurs qui les valorisent.

### 2.2.3/ Le bois

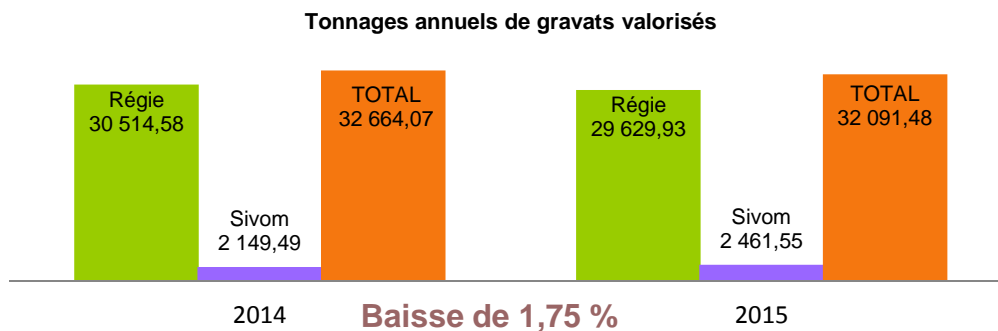


Tonnages annuels de bois collectés



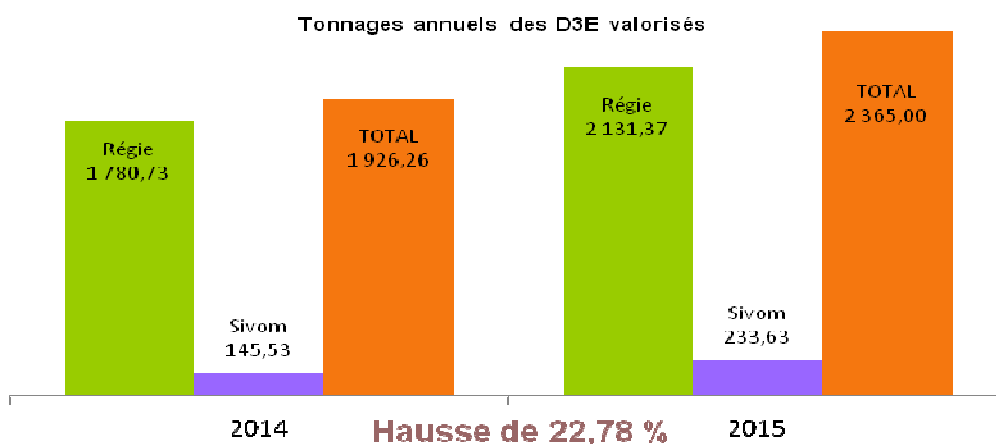
Les tonnages de bois collectés ont été valorisés en panneaux de particules.

## 2-2-4/ Les gravats



Les tonnages de gravats collectés, en légère baisse, ont été valorisés en sous-couche routière.

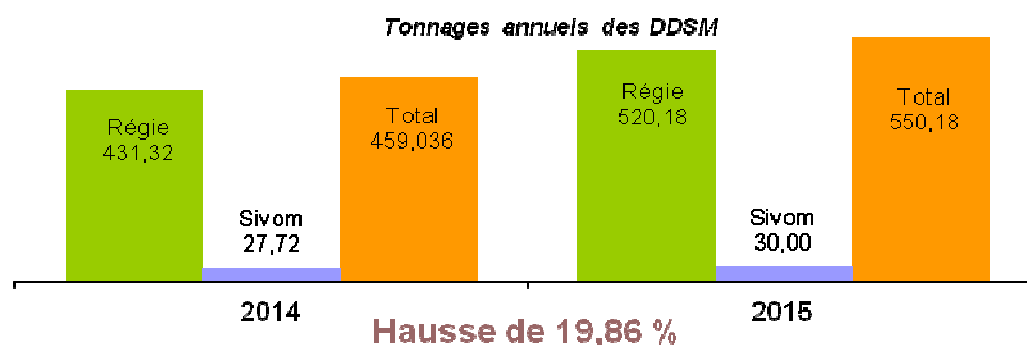
## 2-2-5/ Les déchets d'équipement électrique et électronique



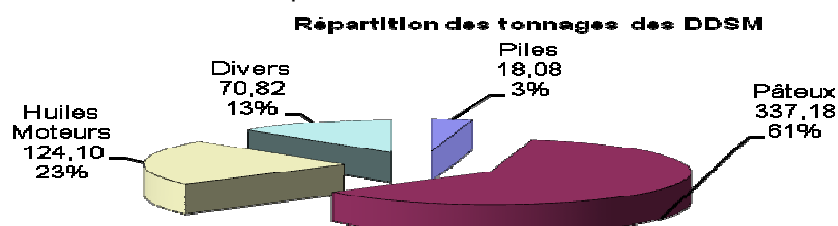
Plusieurs facteurs ont contribué à la hausse des tonnages constatée :

- La sécurisation du centre de recyclage du Taillan (Mise en sécurité des DEEE dans un conteneur maritime et mise en place de la télésurveillance).
- L'amélioration opérationnelle de la collecte et du stockage.

## 2-2-6/ Les déchets diffus spécifiques des ménages



Cette hausse est consécutive à la mise en place de la REP (responsabilité élargie du producteur) qui a permis une meilleure distinction des produits, et au doublement des contenants.



Les produits pâteux (peintures, vernis, colles...) représentent la plus forte part des déchets diffus spécifiques des ménages valorisés. Dans la catégorie « divers », qui ne concerne que 13 % des apports, se retrouvent les produits phytosanitaires, les acides et autres solvants et les aérosols.

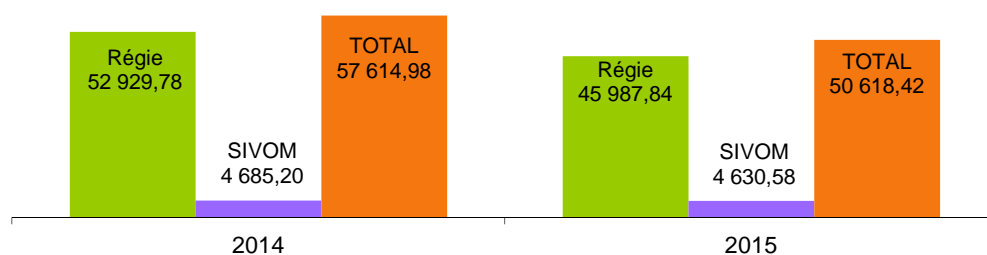


### 3- La valorisation biologique

**Chiffres Clés : 50 618.42 Tonnes/an soit 68.64 kg/an/habitant**

▪ 2014 : 79.22 kg/an/hab

Tonnages de déchets verts valorisés



**Baisse de 12,14 %**

La baisse des tonnages valorisés (-12,14%) est principalement liée aux conditions climatiques particulières de l'année.

Les déchets verts collectés en régie communautaire sont valorisés en compost selon la répartition suivante :

- La société « La grande Jaugue », délégataire du service public de compostage, a traité la majorité des tonnages, soit 45 299.52 tonnes, ce qui représente 97.5 % des quantités traitées ;
- SITA, prestataire de Bordeaux Métropole lors des pointes de production à la Grande Jaugue, a valorisé le reste, soit 688.32 tonnes.



#### 4- L'élimination en Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)



**Chiffres Clés :** 34 989.10 Tonnes /an soit 47.44 kg/an/habitant

2014 : 43.77 kg/an/hab

Les tonnages des produits non valorisables se répartissent ainsi :

	2014	2015	Evolution
Tout Venant Régie	23 244,82	22 519,01	-3,12%
Tout Venant Sivom	5 739,82	5 642,69	-1,69%
<b>Tout Venant TOTAL</b>	<b>28 984,64</b>	<b>28 161,70</b>	<b>-2,84%</b>
Refus incinération	2 224,92	6 453,10	190,04%
Refus de bois	142,66	119,91	-15,95%
Refus Déchets verts	481,07	254,39	-47,12%
<b>Refus TOTAL</b>	<b>2 848,65</b>	<b>6 827,40</b>	<b>139,67%</b>
<b>TOTAL Général</b>	<b>31 833,29</b>	<b>34 989,10</b>	<b>9,91%</b>

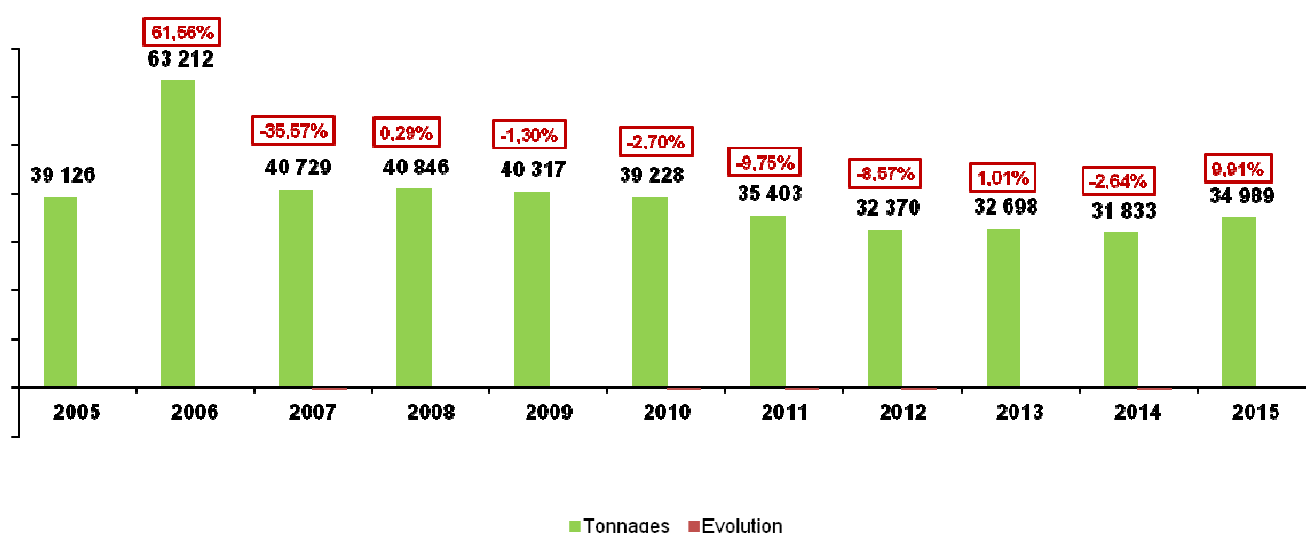
La hausse générale de 9,91% des déchets non valorisables s'explique par des faits imprévisibles représentés par les refus d'incinération qui ont quasiment triplé cette année.

Du fait, notamment :

- D'un incendie de fosse chez ASTRIA du 14 au 17 mai
- Des arrêts non programmés à RDE et ASTRIA

Tous ces facteurs n'ont pas permis de valoriser énergétiquement des déchets qui ont été réorientés vers l'ISDND.

### Tonnages annuels



# Analyse économique et financière

## I. Les dépenses du service

### Chiffres clés

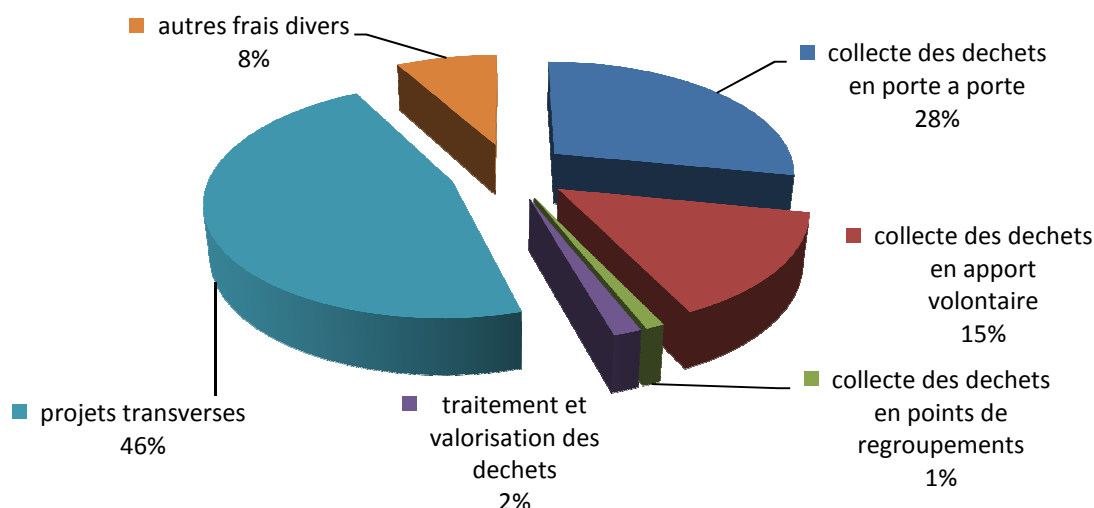
- Dépenses réelles d'Investissement : 15 357 908,38 € ➔ 2,22 % /à 2014
- Dépenses réelles de Fonctionnement : 95 539 039,83 € ➔ 1,43 % /à 2014

### 1/Dépenses d'investissement

Dépenses réelles (en €)	2014	2015	Evolution
<b>COLLECTE DES DECHETS EN PORTE A PORTE</b>			
aménagement et construction d'équipements (vestiaires de bégles, aménagements locaux)	1 287 577,09	360 599,47	-71,99%
acquisition de matériel roulant	421 903,68	2 351 416,87	457,33%
acquisition bacs individuels de collecte	1 069 533,90	1 451 718,78	35,73%
acquisition matériel divers	15 431,13	155 108,01	905,16%
sous total	2 794 445,80	4 318 843,13	54,55%
<b>COLLECTE DES DECHETS EN APPORT VOLONTAIRE</b>			
aménagement et construction d'équipements (Centres de Recyclages, bornes enterrées,...)	669 378,70	684 992,54	2,33%
acquisition de matériel roulant	814 156,84	647 311,08	-20,49%
acquisition de bornes enterrées	27 682,19	102 245,49	269,35%
acquisition matériel divers	251 247,31	841 489,00	234,92%
achat terrain	349 680,00	0,00	-100,00%
sous total	2 112 145,04	2 276 038,11	7,76%
<b>COLLECTE DES DECHETS EN POINTS DE REGROUPEMENTS</b>			
locaux de précollecte mutualisés	203 572,59	161 917,34	-20,46%
sous total	203 572,59	161 917,34	-20,46%
<b>TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS</b>			
aménagement et construction d'équipements (Anciennes décharges, centres de transit)	208 698,16	108 882,04	-47,83%
achat terrain	6 704,40	132 718,76	1879,58%
sous total	215 402,56	241 600,80	12,16%
<b>PROJETS TRANSVERSES</b>			
aménagement de sites	182 048,80	101 482,21	-44,26%
construction du 3ème dépôt	8 318 648,40	6 676 288,54	-19,74%
INDO-informatisation direction	3 600,00	356 683,38	9807,87%
sous total	8 504 297,20	7 134 454,13	-16,11%
<b>AUTRES FRAIS DIVERS</b>			
frais d'insertion	1 510,56	1 404,00	-7,05%
remboursement du capital de la dette	1 193 594,16	1 223 650,87	2,52%
sous total	1 195 104,72	1 225 054,87	2,51%
<b>TOTAL</b>	<b>15 024 967,91</b>	<b>15 357 908,38</b>	<b>2,22%</b>
<b>Opérations d'ordre budgétaire (*)</b>			
	2014	2015	Evolution
	170 194,10	108 266,02	-36,39%

(\*) Opérations financières qui ne donnent pas lieu à des mouvements comptables

## 1.1 / Répartition des dépenses réelles d'investissement



Il est à noter la part importante des projets transverses (46%), fortement impactée par la construction du 3ème dépôt à Eysines (6 676 288 € en 2015)

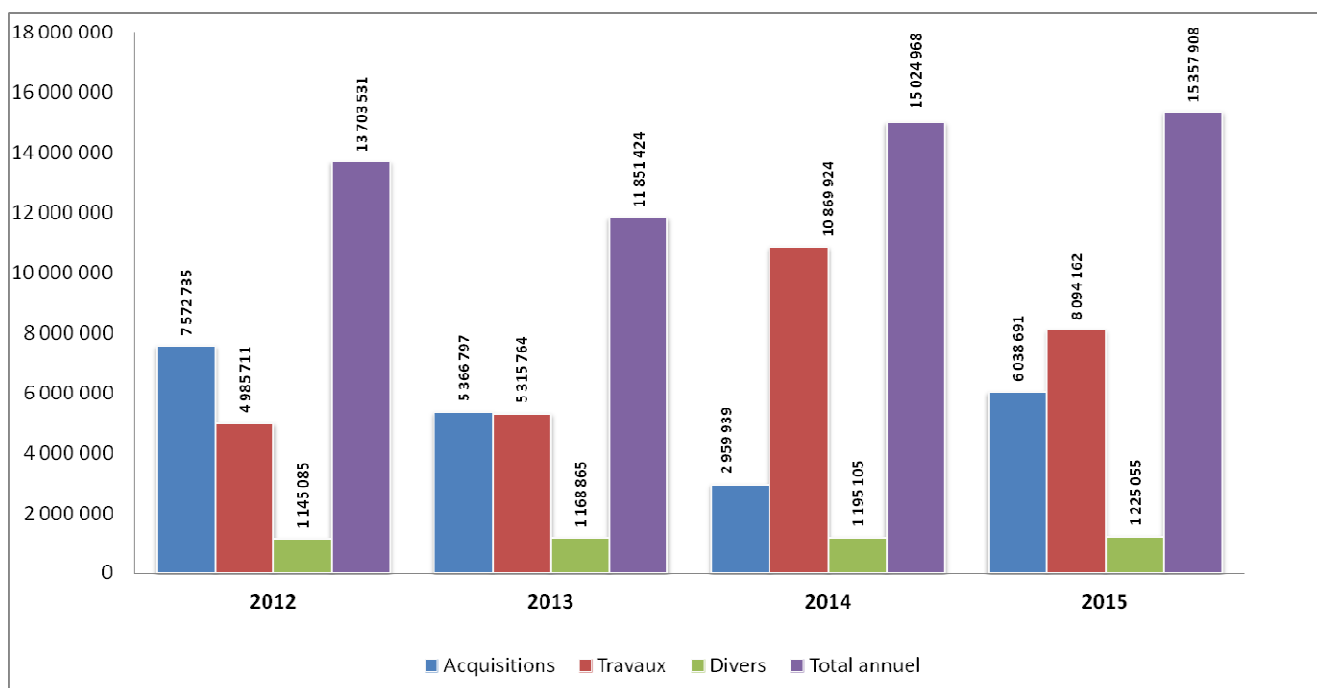
## 1.2 / Evolution des dépenses réelles d'investissement

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des dépenses d'Investissement depuis l'année 2012. On constate que le montant total reste élevé par rapport aux deux premières années, et évolue de 2,22 % par rapport à 2014.

Elle est la conséquence d'une augmentation significative du poste "Acquisition " (+ 104 %) due principalement :

- au renouvellement du matériel roulant de la collecte des déchets en porte à porte (+ 457,33 %) du fait de la notification tardive des marchés en décembre 2014, qui a généré un montant important de report
- à l'acquisition des bacs individuels de collecte (+ 35,73 %) en raison de l'augmentation du parc due en partie à la reprise en régie de la collecte sur la commune de Martignas
- à l'acquisition de matériels divers tant pour la collecte en porte à porte du fait de l'achat des casiers séchants pour les nouveaux vestiaires du site de Bègles (+ 905 %), que pour la collecte en apport volontaire avec l'acquisition du Centre de Recyclage Modulaire de Surcouf et des achats supplémentaires de bennes amovibles
- au démarrage de l'informatisation de la collecte (Projet INDO)

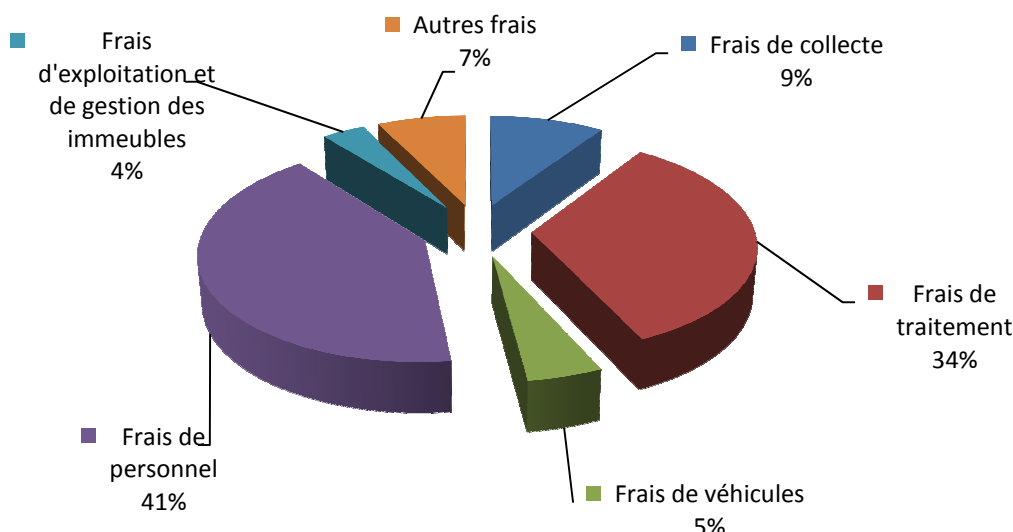
A contrario la baisse des travaux (- 25,54 %) résulte principalement de la fin des travaux des vestiaires de Bègles (- 71,99 %) et du montant en baisse des travaux du 3ème dépôt à Eysines (- 19,74 %)



## 2/ Dépenses de fonctionnement

Dépenses réelles (en €)	2014	2015	Evolution
<b>Frais de collecte</b>			
Maintenance des bacs	696 927,30	700 965,30	0,58%
Transport par prestataire	645 974,20	606 025,00	-6,18%
Participation SIVOM Rive droite	7 704 880,00	7 669 660,00	-0,46%
Collecte Martignas	516 008,08	5 168,52	-99,00%
	9 563 789,58	8 981 818,82	-6,09%
<b>Frais de traitement</b>			
Incinération des déchets ménagers	16 679 530,36	16 412 135,95	-1,60%
Tri des déchets recyclables	7 782 106,72	7 817 615,89	0,46%
Compostage des déchets verts	2 749 898,60	2 401 454,46	-12,67%
Valorisation des cartons	199 489,56	211 801,75	6,17%
traitement déchets radioactifs	0,00	0,00	#DIV/0!
Valorisation du bois	672 654,63	744 763,84	10,72%
Déchets diffus spécifiques des ménages	167 909,42	133 928,93	-20,24%
Gravats	400 629,67	371 993,87	-7,15%
Mise en ISDND	2 858 085,67	2 649 331,18	-7,30%
TGAP (incinération)	912 683,12	953 588,39	4,48%
TGAP (mise en décharge)	580 529,84	542 031,41	-6,63%
	33 003 517,59	32 238 645,67	-2,32%
<b>Frais de véhicules</b>			
Carburant	2 592 404,31	2 592 404,31	0,00%
Pièces et réparations	1 872 281,61	1 872 281,61	0,00%
Assurances et taxes	118 746,95	93 990,24	-20,85%
	4 583 432,87	4 558 676,16	-0,54%
<b>Frais de personnel</b>			
Personnel de la DCTD	35 390 576,24	36 363 427,59	2,75%
Quote- part personnel ateliers	2 554 199,22	2 874 323,96	12,53%
Assurances et divers	586 275,84	227 154,14	-61,25%
	38 531 051,30	39 464 905,69	2,42%
<b>Frais d'exploitation et de gestion des immeubles</b>			
Travaux d'entretien et de maintenance	1 057 797,97	972 213,00	-8,09%
Frais de Gardiennage	1 219 358,50	1 162 186,65	-4,69%
Frais de location	523 616,24	488 434,16	-6,72%
Consommation d'eau et d'électricité gaz	268 665,88	286 904,84	6,79%
Assurances et taxes	334 504,96	347 699,05	3,94%
Analyses et divers	78 041,93	98 674,00	26,44%
	3 481 985,48	3 356 111,70	-3,62%
<b>Autres frais</b>			
Fournitures diverses	441 165,50	311 123,17	-29,48%
Communication	284 137,19	220 423,01	-22,42%
Participations cotisations diverses subventions	52 451,90	70 214,70	33,86%
Frais administration générale	5 823 941,14	5 202 319,62	-10,67%
Frais de fonctionnement	532 705,16	544 782,81	2,27%
Frais divers (honoraires, analyses,...)	153 538,33	30 056,00	-80,42%
Charges exceptionnelles	143 320,11	274 783,23	91,73%
Intérêts de la dette	331 148,33	285 179,25	-13,88%
	7 762 407,66	6 938 881,79	-10,61%
<b>TOTAL</b>	<b>96 926 184,48</b>	<b>95 539 039,83</b>	<b>-1,43%</b>
<b>Opérations d'ordre budgétaire</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Evolution</b>
	6 446 597,23	6 086 475,58	-5,59%

## 2.1 / Répartition des dépenses réelles de Fonctionnement



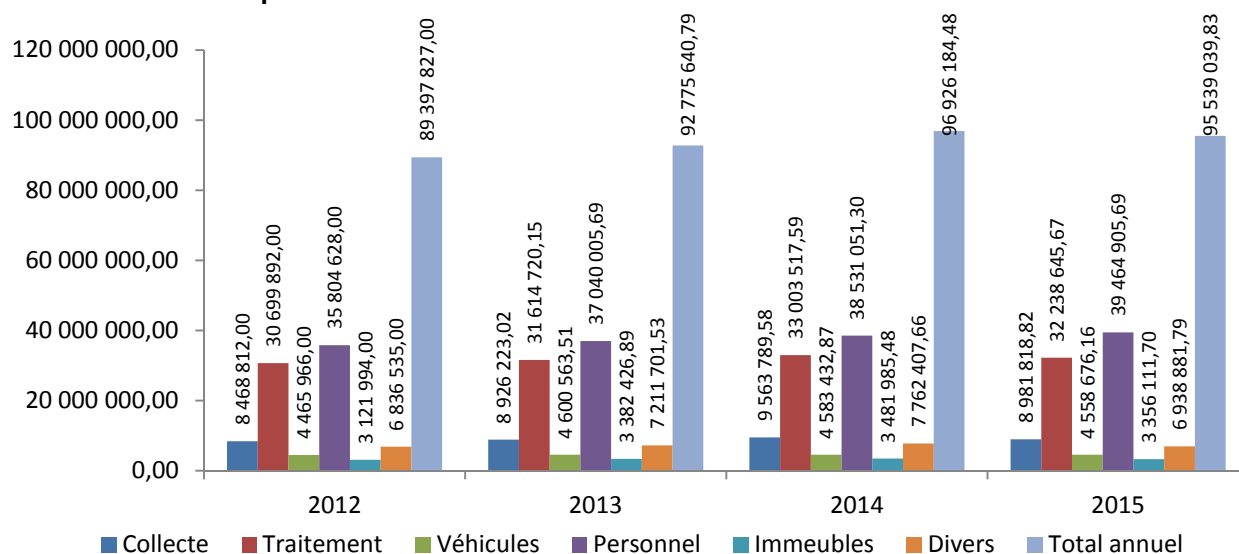
Après une évolution régulière depuis 2011, on note pour la 1ère année une baisse significative des dépenses réelles de Fonctionnement (- 1,43 %)

On retrouve cette diminution sur tous les postes de dépenses, excepté pour les frais de personnel dont la progression est néanmoins moindre que l'année précédente (+2,42% pour 4,03 % en 2014). Cette hausse correspond essentiellement à l'évolution du GVT (Glissement Vieillesse Technicité), dépense incompressible, et dans une moindre mesure à l'augmentation des effectifs induite par l'extension des secteurs de collecte (bassins à flots à Bordeaux et commune de Martignas) et le renforcement du service études. Ces créations sont toutefois compensées en partie par le non remplacement momentané d'agents. Outre les économies réalisées sur les frais d'exploitation (-3,62%) et ce malgré la prise en compte dès le mois de novembre des frais de fonctionnement d'une partie du 3ème site d'Eysines, cette baisse des dépenses se retrouve au niveau :

- des frais de collecte (-6,09%) en raison essentiellement de la fin du marché de collecte de la commune de Martignas, reprise en régie le 01/01/2015
- des frais de traitement (-2,32%) conséquence cumulée d'une baisse pour certains flux des tonnages traités et d'une diminution des tarifs du fait des révisions de prix négatives

On notera également, pour la 1ère année, une baisse conséquente des frais d'administration générale (-10,67%) qui correspondent aux frais de fonctionnement des Directions supports imputés sur le budget

## 2.2 / Evolution des dépenses réelles de Fonctionnement



## II -Les recettes du service

### Chiffres clés

- Recettes réelles d'Investissement : 13 945 285,26 € ➤ 32,23 % / à 2014
- Recettes réelles de Fonctionnement : 106 104 177,80 € ➤ 2,78 % / à 2013

### 1/ Recettes d'investissement

Les chiffres d'une année par rapport à la précédente ne sont fournis qu'à titre indicatif.

En effet, la comparaison est difficile, le résultat fluctuant en fonction du montant de l'affectation des résultats de l'année précédente et des produits exceptionnels.

On notera néanmoins l'augmentation importante des subventions perçues (+54,86 %), correspondant à la subvention versée par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie) pour la réalisation des actions mises en place dans le cadre du P.L.P.D (Programme Local de Prévention des Déchets) qui n'avait pas été perçue l'an dernier.

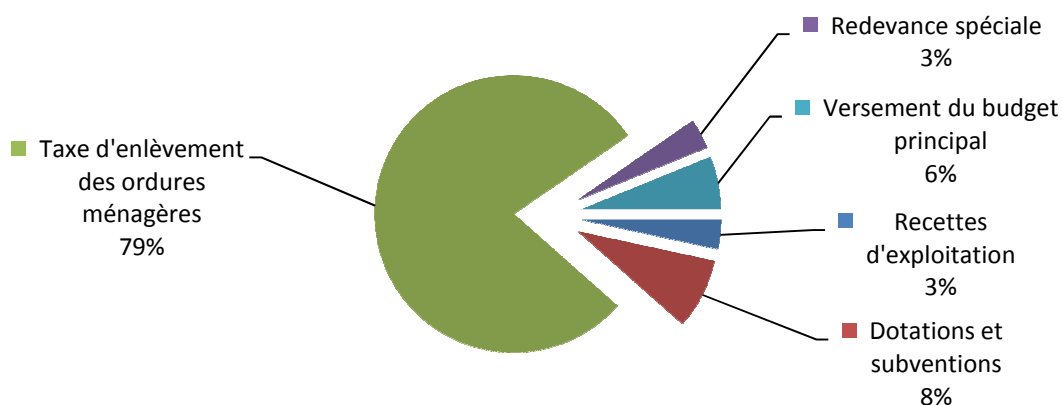
Le montant de la FCTVA est quant à lui en baisse de 15 %, sachant que s'agissant du remboursement d'une partie de la TVA versée avec deux ans de décalage, elle est fonction du montant des investissements réalisés en 2013.

Recettes réelles (en €)	2014	2015	Evolution
<b>Recettes diverses</b>			
Subventions organismes externes	294 462,50	456 000,00	54,86%
Divers	16 562,27	73 062,26	341,14%
	311 024,77	529 062,26	70,10%
<b>Financement</b>			
FCTVA	1 826 470,67	1 550 000,00	-15,14%
Dépôts et cautionnement reçus	1 440,00	6 020,00	318,06%
Report du résultat du budget investissement N-1	18 437 427,58	11 860 203,00	-35,67%
	20 265 338,25	13 416 223,00	-33,80%
<b>TOTAL</b>	<b>20 576 363,02</b>	<b>13 945 285,26</b>	<b>-32,23%</b>
Opérations d'ordre budgétaire	2014	2015	Evolution
	6 479 001,99	6 106 370,75	-5,75%

## 2/ Recettes de fonctionnement

Recettes réelles (en €)	2014	2015	Evolution
<b>Recettes d'exploitation</b>			
Recettes USID	1 240,00	2 025,00	63,31%
Enlèvements déchets (opérations ponctuelles)	-11 579,32	15 335,87	
Vente des produits recyclables	2 342 958,65	2 144 286,40	-8,48%
Recettes versées par délégataire	1 362 880,99	1 218 485,66	-10,59%
Remboursements et pénalités divers	22 730,35	80 031,99	252,09%
Reprise de matériel	216 328,15	103 371,21	-52,22%
Produits exceptionnels	71 158,96	37 652,71	-47,09%
	4 005 717,78	3 601 188,84	-10,10%
<b>Dotations et subventions</b>			
Soutien Eco-Emballages	4 379 413,84	7 925 435,05	80,97%
Soutien Eco Folio	704 630,54	550 932,65	-21,81%
Soutien OCAD 3E	132 772,08	158 745,32	19,56%
soutien ECO DDS	0,00	15 302,87	
	5 216 816,46	8 650 415,89	65,82%
<b>Financement du service</b>			
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	81 499 147,00	83 687 300,00	2,68%
Redevance spéciale	3 521 365,26	3 635 220,31	3,23%
Versement du budget principal	5 588 300,24	6 530 000,00	16,85%
Reprise des résultats de fonctionnement de l'exercice précédent	3 403 698,48	52,85	-100,00%
	94 012 510,98	93 852 573,16	-0,17%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>103 235 045,22</b>	<b>106 104 177,89</b>	<b>2,78%</b>
<b>Opérations d'ordre budgétaire</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>Evolution</b>
	137 789,34	88 370,85	-35,87%

### 2.1 / Répartition des recettes réelles de fonctionnement



## 2.2 / Evolution des recettes réelles de Fonctionnement

Avec un montant de **106 104 177,89 €**, les recettes de fonctionnement sont en augmentation de 2,78 % par rapport à 2014.

La TEOM, versée par les ménages, reste la principale source de financement (79%) et présente une progression de 2,68 % en raison de l'accroissement des surfaces bâties taxées.

La Redevance Spéciale, versée par les professionnels, représente quand à elle 3 % des recettes. Elle est en hausse de 3,23 % suite à une augmentation des coûts au litre désormais indexés sur la base de l'indice des prix de l'INSEE.

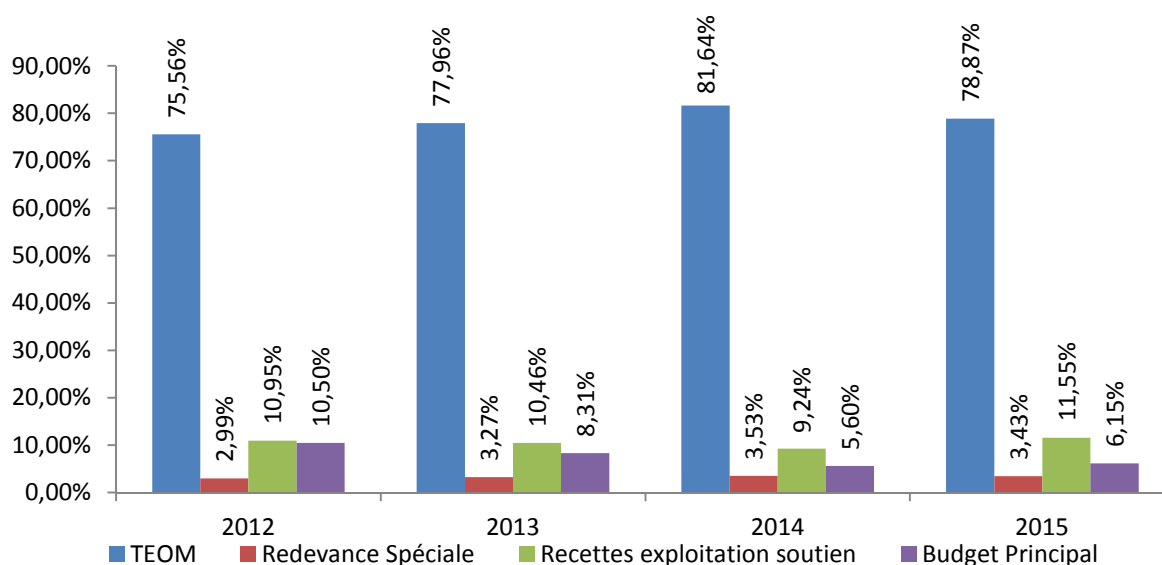
A contrario, les recettes d'exploitation sont en baisse (-10,10 %) du fait :

- de la vente des produits recyclables (-8,48 %), conséquence d'une baisse des coûts de matériaux
- des recettes versées par les délégataires (-10,59 %) dû à une diminution des coûts des énergies (gaz) qui a généré une moindre recette en provenance de la chaleur produite par l'usine d'incinération de Cenon
- la revente de biens aux domaines (-47,09%)

La part des soutiens versés par les éco organismes présente une hausse importante de 65,82 %.

Elle se retrouve essentiellement au niveau des subventions d'Eco Emballages (+80,97%) en raison du versement en 2015 du dernier trimestre de l'année précédente, de l'augmentation des tonnages 2014 qui servent de base de calcul, et du versement d'une prime Soutien au Développement Durable (SDD) liée aux résultats obtenus en 2013 (126 488 €)

On notera également une nouvelle recette perçue au titre des soutiens Eco DDS, conséquence de la mise en place de la REP concernant les Déchets Diffus Spécifiques.



## Conclusion :

L'équilibre budgétaire a été réalisé avec la participation du Budget Principal (6 530 000 €) qui représente 6,15 % des recettes de Fonctionnement. L'apparente progression de la subvention d'équilibre (+16,85%) provient de la reprise en 2014 d'un résultat antérieur de 3,4 M€ minimisant de ce fait le besoin au titre de l'équilibre de la section de fonctionnement en 2014 (5,56 M€).

Il convient également de noter que les dépenses d'investissement, en progression de 1,78% ont été financées, sans recours à l'emprunt ; par l'autofinancement dégagé sur l'année mais surtout par utilisation du fonds de roulement.



## **Analyse économique et financière du délégant**

### **La société Astria**

#### **RESUME**

La présente analyse financière de la société Astria, délégataire de service public pour l'élimination des déchets, est basée sur les comptes annuels 2015 remis par l'exploitant, le compte d'exploitation prévisionnel de la période 2007-2020, transmis en 2008 et annexé à l'avenant n°5 ainsi que les contrôles sur pièces effectués par le délégant.

L'exercice 2015 affiche un chiffre d'affaires de 37 M€, en recul significatif comparativement à l'exercice précédent. En effet, le contrat de vente d'électricité se fait sur le « marché libre » et Astria continue de perdre de l'ordre de 6% de recette électrique depuis 2014 et 28% (en cumulé) depuis 2013.

Pour Bordeaux Métropole le prix à la tonne triée s'élève à 189,41 € HT et le prix à la tonne incinérée à 89,52 € HT.

Les tonnages globaux incinérés ont été en deçà de 260 000 tonnes en raison de 2 incidents techniques en mars et mai, et de perte de volume sur les autres apporteurs que Bordeaux Métropole, ne conférant pas à la collectivité une réduction de prix (intéressement selon l'article 17.2.1 de la convention) sur l'exercice 2015.

Par ailleurs, l'article 19 de la convention (modification par avenant N°7) vient à s'appliquer permettant le plafonnement à 2,5% du prix de l'incinération en faveur de Bordeaux Métropole, la réduction porte sur 12,5 K€ HT soit 13,8 K€ TTC.

En revanche, le tri des journaux revues magazines ayant été supérieur à 22% des apports de Bordeaux Métropole, Astria se voit récompenser d'une prime d'environ 8,7 K€ HT (article 27 de la convention) soit 9,6 K€ TTC.

## I. PREAMBULE

*Les titres dans les tableaux ainsi que certaines dénominations dans le texte continuent de mentionner « CUB » et « Hors CUB » bien que La CUB soit devenue Bordeaux Métropole au 1er janvier 2015 ; le contrat datant de 1996 les appellations demeurent pour point de repère.*

### A. RAPPEL HISTORIQUE

La Communauté urbaine (devenue Bordeaux Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015) a donné à bail emphytéotique administratif un terrain situé sur la commune de Bègles. Ce dit bail est assorti d'une convention d'exploitation non détachable ; l'ensemble contractuel a été signé le 20 avril 1995. Cet ensemble contractuel porte délégation du service public de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés relevant de la compétence de la Communauté urbaine à la société Astria, société dédiée. Ce contrat, d'une durée de 24 ans, est entré en vigueur au 20 février 1996, l'échéance du contrat interviendra donc le 19 février 2020.

L'activité « tri » a démarré en avril 1997, l'activité « incinération » courant 1998.

Actuellement, le complexe est constitué de deux unités destinées à assurer la valorisation des déchets ménagers :

- Une unité de valorisation énergétique des déchets ménagers comprenant 3 lignes d'incinération (capacité : 11 tonnes de déchets par heure soit 33 t/h, 273 000 tonnes par an). Les déchets traités sont les déchets ménagers CUB, les déchets ménagers hors CUB, les déchets industriels banals, les boues de la station d'épuration « Clos de Hilde » ;
- Un centre de tri de produits recyclables secs issus de collectes sélectives réalisés soit en porte à porte, soit par apport volontaire (capacité : 50 000 tonnes par an). Les déchets triés sont les flacons plastiques, les métaux ferreux, l'aluminium, les emballages légers alimentaires, les emballages carton, les journaux magazines, les autres papiers cartons (gros de magasin).

### B. CONTEXTE 2015

2015 a été marquée par une baisse des tonnages tant sur le tri que sur l'incinération, deux incidents techniques ayant entraîné des arrêts de l'ordre de 20 jours.

Les tonnages de boues continuent à être expédiés vers d'autres exutoires et ne sont plus apportés à Astria.

La mise en service au cours du premier semestre 2014 de la nouvelle machine à tri optique sur la ligne des Journaux-Revues-Magazines (JRM) a permis d'atteindre 24% des valorisation.

Du fait des incidents techniques, de fuites sur chaudière et de départ de feu en fosse, la disponibilité des fours a été moindre (environ 87,5%), entraînant une baisse des tonnages incinérés ; la continuité de service a toutefois été assurée.

Au cours de l'année 2015 se sont déroulés les travaux permettant d'adapter le processus thermique en vue d'alimenter le réseau de chaleur Saint Jean Belcier.

## C. CONTROLES DU DELEGANT

La revue des comptes à mi année 2015 s'est effectuée fin juillet 2015. Une visite a été faite à l'usine d'Astria le 4 avril 2016 pour faire le point sur la situation au 31 décembre 2015. Les faits marquants de l'année ont été présentés, et une visite de l'usine a été effectuée.

Le 29 février 2016, l'ensemble des documents « provisoires » de l'exercice 2015 a été transmis à Bordeaux Métropole : compte d'exploitation, balance générale, liasse fiscale, annexe des comptes sociaux, tableau de Gros Entretien et Renouvellement, tableau d'affectation des comptes, compte-rendu technique et financier, ...

Des contrôles sur pièces à la demande ont été effectués par le service de contrôle de gestion de Bordeaux Métropole.

Les contrôles de cohérence suivants ont été effectués pour lesquels aucun écart n'a été relevé :

- balance générale et tableau d'affectation des comptes analytiques, sur la totalité des comptes,
- balance générale et liasse fiscale sur la totalité des comptes,
- tableau d'affectation des comptes analytiques et statistiques clients sur les comptes de chiffre d'affaires.

Les tableaux de tonnages et de facturation, tenus en interne, ont été, comme chaque année, rapprochés du détail de chiffre d'affaires (tableau RM6 et RM8) d'Astria et n'ont pas révélés d'écarts. L'avoir de l'ordre de 42 k€ concernant la facturation de la ville de Martignas a été établi par Astria au cours de l'exercice 2015 pour le compte de l'exercice 2014.

Dans le cadre de la mission de contrôle de l'exercice 2015, le délégant a justifié les comptes demandés (Personnel, Frais de siège, GER, ...) et a fourni les explications utiles à la compréhension de ceux-ci.

Il est à noter que les contrôleurs ont eu accès à tous les documents qu'ils souhaitent et soulignent que les contrôles et échanges se sont déroulés dans un climat de réelle courtoisie et de participation de l'ensemble des personnes rencontrées.

## - L'ANALYSE FINANCIERE DES COMPTES SOCIAUX 2015

### A. LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LES PRODUITS D'EXPLOITATION

#### 1- L'analyse des volumes 45 525 tonnes triées et 245 202 tonnes incinérées :

##### • LE TRI

#### ACTIVITE EN VOLUME Source : Comptes rendus financiers annuels

TRI	2011	2012	2013	2014	2015	Evol. 2015/2014
<b>TRI APPORTS</b>						
Total PàP (T)	39 016	37 554	38 336	37 977	36 577	-3,7%
Total AV (T)	1 372	999	798	983	957	-2,7%
<b>CUB-tri tonnage (T)</b>	<b>40 388</b>	<b>38 553</b>	<b>39 135</b>	<b>38 960</b>	<b>37 534</b>	<b>-3,7%</b>
Evolution des apports CUB	4%	-5%	2%	0%	-4%	
Part PàP dans tonnage CUB	97%	97%	98%	97%	97%	
Part AV dans tonnage CUB	3%	3%	2%	3%	3%	
CUB-tri tonnage (T)	40 388	38 553	39 135	38 960	37 534	-3,7%
Extérieurs CUB - Tri Tonnages (T)	5 928	6 092	3 407	7 542	7 992	6,0%
dont traitement extérieur (Semoctom) Rochefort dès 2014	5 451	5 608	0	3 485		-100,0%
<b>Total tonnage tri (T)</b>	<b>46 316</b>	<b>44 645</b>	<b>42 542</b>	<b>46 502</b>	<b>45 525</b>	<b>-2,1%</b>
Evolution tonnage centre de tri	6%	-4%	-5%	9%	-2%	
<b>TRI SORTIES</b>						
Tonnages cub EcoEmballage	9 188	8 741	9 745	10 696	11 424	6,8%
Tonnages autres EE	1 970	2 033	1 255	2 994	2 888	-3,5%
<b>Total tonnage EE (T)</b>	<b>11 159</b>	<b>10 774</b>	<b>10 999</b>	<b>13 690</b>	<b>14 312</b>	<b>4,5%</b>
Evolution tonnage EE valorisé	7%	-3%	2%	24%	5%	
Journaux magazines	10 269	7 322	7 487	10 545	11 817	12,1%
Gros de magasins et CSSK	17 497	19 125	17 582	14 429	12 283	-14,9%
Total hors EE CUB	24 384	23 090	23 573	21 128	20 221	-4,3%
Total hors EE hors CUB	3 382	3 356	1 496	3 846	3 879	0,8%
<b>Valorisation matières tonnages</b>	<b>27 766</b>	<b>26 446</b>	<b>25 069</b>	<b>24 974</b>	<b>24 099</b>	<b>-3,5%</b>
Evolution tonnage non EE valorisé	6%	-5%	-5%	-0,4%	-3,5%	
Gros de magasins CUB (GM2 Incinérés)	0	0	0	0	0	N/A
Produits éliminés CUB	6 300	6 385	5 582	5 903	5 285	-10,5%
<b>Total Produits éliminés CUB</b>	<b>6 300</b>	<b>6 385</b>	<b>5 582</b>	<b>5 903</b>	<b>5 285</b>	<b>-10,5%</b>
Produits incinérés hors CUB	0					N/A
Produits éliminés autres apports	837	694	522	1 459	1 635	12,1%
<b>Total produits éliminés</b>	<b>7 137</b>	<b>7 080</b>	<b>6 104</b>	<b>7 362</b>	<b>6 921</b>	<b>-6,0%</b>
<b>Total produits traités en sortie</b>	<b>46 062</b>	<b>44 300</b>	<b>42 172</b>	<b>46 025</b>	<b>45 332</b>	<b>-1,5%</b>
<b>Part CUB dans les apports</b>	<b>87,2%</b>	<b>86,4%</b>	<b>92,0%</b>	<b>83,8%</b>	<b>82,4%</b>	<b>-1,6%</b>
Prix moyen tonne CUB triée (CA tri CUB / tonnages apportés) €/T	176,37	182,78	184,97	186,80	189,41	1,4%
Prix moyen tonne CUB triée - avoir sur exercices antérieurs (€/t)						
Prix moyen tonne hors CUB triée €/T	179,51	180,15	189,98	194,92	209,10	7,3%
Chiffre d'affaires valorisation à la tonne triée €/T	58,78	46,84	48,25	37,25	39,55	6,2%
Prix de vente de la tonne valorisée €/T	98,04	79,08	81,88	69,37	74,71	7,7%
<b>TRI</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	
ratio produits sortis / total produits entrés	99%	99%	99%	99%	100%	
ratio produits valorisés / total produits entrés	84,0%	83,4%	84,8%	83,1%	84,4%	

**Le tonnage total trié** (45 525 tonnes) a diminué de 2,1% par rapport à 2014 avec des collectes sélectives en baisse (-3,6%) pour Bordeaux Métropole et en hausse (+6%) pour les autres collectivités. Cette hausse (+450 tonnes) s'explique par la compensation de la perte des contrats avec Rochefort et Oléron par l'arrivée de la Coban (Communauté du Bassin d'Arcachon Nord) et la montée en puissance de Royan.

Les apports proviennent principalement de Bordeaux Métropole (37 534 tonnes représentant 82% du tonnage global), et dans une moindre proportion des autres clients (7 992 tonnes).

En 2015, la quantité de produits à trier décroît en comparaison de 2014 (45 525 T Vs 46 502 T) ainsi l'utilisation de la capacité globale de l'équipement (50 000 tonnes) atteint 91% contre 93% en 2014, conférant une stabilité.

**Les tonnages de collectes sélectives apportés par la CUB** connaissent une baisse (-3,6%) passant de 38 960 tonnes en 2014 à 37 534 tonnes en 2015. Les tonnages issus du porte-à-porte se dégradent de 3,7% ainsi que ceux collectés en apport volontaire de 2,7%. Il est constaté que les produits collectés en mélange sont de moindre qualité que ceux apportés volontairement (de plus en plus de bacs verts sont ramassés avec la collecte).

Enfin, les tonnages Bordeaux Métropole triés en 2015 (37 534 tonnes) demeurent inférieurs à ceux prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel puisque le plan d'affaires avait été élaboré sur un maximum de déchets triés soit 45 000 tonnes. Toutefois, si l'on inclut les contrats hors Bordeaux Métropole (non prévu au compte d'exploitation prévisionnel) le tonnage total trié est porté à 45 525 tonnes.

**Les tonnages valorisés issus du tri expédiés par Astria** (45 525 tonnes) décroissent de 2,1%.

En détail, les valorisations des tonnages Eco Emballage (14 312 tonnes) augmentent encore en 2015 (+4,5%) notamment grâce aux apports plus importants d'aluminium (+29,5%) et dans une moindre proportion (4,9%) de cartons et plastiques. De nouveaux contrats en particulier avec Royan et la Coban contribuent à l'accroissement des tonnages et donc de leur valorisation.

Les valorisations hors Eco Emballage sont en baisse (-3,5%) principalement sur les Gros de Magasin (-15%). Mais les reventes de Journaux Revues Magazines (JRM) se sont encore améliorées (+12%) du fait de la mise en place d'un second séparateur optique sur la ligne des JRM.

Le tableau ci-après compare les sorties valorisées du centre de tri pour les années 2014 et 2015, tant pour les valorisations Eco emballage que les autres valorisations :

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SORTIES DU CENTRE DE TRI						
PRODUITS EXPEDIES (en Tonnes)	2012	2013	2014	2015	Var. Tonnes 2015/2014	Var % 2015/2014
EMR (cartons)	6 701	6 971	8 577	9 075	498	5,8%
ACIER	1 016	951	1 366	1 363	-4	-0,3%
ALUMINIUM	62	63	80	103	23	29,5%
TETRAPACK	367	311	450	414	-36	-8,0%
SACS PLASTIQUES			41	26	-14	-35,1%
PET COULEUR(Q5)	437	432	536	593	57	10,7%
PET CRISTAL (Q4)	1 382	1 453	1 792	1 822	30	1,6%
PEHD	809	817	848	915	68	8,0%
SOUS TOTAL PLASTIQUES	2 628	2 702	3 176	3 331	155	4,9%
<b>TOTAL ECO-EMBALLAGES</b>	<b>10 774</b>	<b>10 999</b>	<b>13 690</b>	<b>14 312</b>	<b>622</b>	<b>4,5%</b>
% total produits expédiés	24%	26%	29%	31%		
JOURNAUX/MAGAZINES	7 322	7 487	10 545	11 817	1 272	12,1%
% total produits expédiés	17%	18%	23%	26%		
CSSK	0	0	0	0		
GROS DE MAGASIN (GM1)	19 125	17 582	14 429	12 283	-2 146	-14,9%
% total produits expédiés	43%	42%	31%	27%		
<b>TOTAL HORS ECO-EMBALLAGES</b>	<b>26 446</b>	<b>25 069</b>	<b>24 974</b>	<b>24 099</b>	<b>-874</b>	<b>-3,5%</b>
% total produits expédiés	60	59%	54%	53%		
GROS DE MAGASIN (GM2 incinéré)	0	0	0	0		
PRODUITS ELIMINES	7 080	6 104	7 362	6 921		
<b>TOTAL PRODUITS ELIMINES</b>	<b>7 080</b>	<b>6 104</b>	<b>7 362</b>	<b>6 921</b>	<b>-441</b>	<b>-6,0%</b>
% total produits expédiés	16,0	14%	16%	15%		
<b>TOTAL GENERAL EXPEDIES</b>	<b>44 300</b>	<b>42 172</b>	<b>46 025</b>	<b>45 332</b>	<b>-692</b>	<b>-1,5%</b>

TRI	2012	2013	2014	2015
ratio produits sortis / total produits entrés	99%	99%	99%	100%
ratio produits valorisés / total produits entrés	83,4%	84,8%	83,1%	84,4%

Le ratio « produits valorisés / produits entrés » est égal à 84% (soit (14 312+24 099) / 45 332). Ce ratio est globalement stable depuis 2011.

Les produits éliminés ont fortement chuté en 2015 (-6%) en raison des volumes moindre du centre de tri. En proportion des tonnages traités, les produits éliminés demeurent stables autour de 15%.

## • L'INCINERATION

### ACTIVITE EN VOLUME Source : Comptes rendus financiers annuels

INCINERATION	2011	2012	2013	2014	2015	Evol. 2015/2014
Apports CUB	103 567	103 358	104 119	105 954	104 672	-1,2%
dont apports sur ASTRIA	101 013	102 026	102 206	103 729	98 017	-5,5%
dont apports sur Lapouyade depuis Latule	2 554	1 332	1 913	2 225	6 655	199,1%
Apports = Incinéré hors CUB	145 358	156 557	155 477	152 800	146 624	-4,0%
Papiers triés non valorisés et refus de tri	7 121	7 084	6 104	7 362	6 921	-6,0%
Apports = incinéré station épuration (boues)	1 809	1 111	116	0	0	#DIV/0!
<b>Total pris en charge</b>	<b>257 854</b>	<b>268 110</b>	<b>265 816</b>	<b>266 116</b>	<b>258 217</b>	<b>-3,0%</b>
Apports CUB non incinérés (détournés)	-2 554	-1 332	-1 913	-2 225	-6 655	199,1%
Apports hors CUB non incinérés (DIB rechargés)	-1 411	-528	-2 514	-2 688	-6 360	136,6%
Non incinérés CUB arrêt techniques						
<b>Total facturé et non traité sur ASTRIA</b>	<b>-3 965</b>	<b>-1 860</b>	<b>-4 427</b>	<b>-4 912</b>	<b>-13 015</b>	<b>164,9%</b>
<b>Total Incinéré</b>	<b>253 889</b>	<b>266 250</b>	<b>261 388</b>	<b>261 203</b>	<b>245 202</b>	<b>-6,1%</b>
Evolution des volumes incinérés	0%	5%	-2%	0%	-6%	8560,0%
Total apports CUB	103 567	103 358	104 119	105 954	104 672	-1,2%
Total apports Hors CUB (dont station épuration LEF)	147 167	157 668	155 593	152 800	146 624	-4,0%
<b>Total Apports donnant lieu à facturation</b>	<b>250 734</b>	<b>261 026</b>	<b>259 712</b>	<b>258 754</b>	<b>251 296</b>	<b>-2,9%</b>
Evolution des apports CUB facturés	0%	0%	1%	2%	-1%	-168,7%
Evolution des apports hors CUB facturés	-3%	7%	-1%	-2%	-4%	125,2%
Evolution des apports facturés	-1%	4%	-1%	0%	-3%	681,9%
<b>Valorisation énergétique</b>						
Production globale d'électricité (MWh)	141 708	148 803	125 264	142 599	140 888	-1,2%
MWh vendus	113 633	120 340	101 294	113 582	113 245	-0,3%
Nombre de kWh vendus/Tonne incinérée	448	452	388	435	462	6,2%
Prix de vente du kWh (€/kWh)	0,0553	0,0561	0,0626	0,0427	0,0402	-5,9%
Chiffre d'affaires de valorisation énergétique à la tonne incinérée (€/tonne)	24,74	25,34	24,24	18,58	18,56	-0,1%
Chiffre d'affaires de valorisation énergétique à la tonne apportée (€/tonne)	25,05	25,84	24,40	18,75	18,11	-3,4%
Part CUB dans les tonnages incinérés	42,6%	41,0%	41,4%	42,5%	42,8%	0,6%
Part hors CUB dans les tonnages incinérés	56,7%	58,6%	58,5%	57,5%	57,2%	-0,5%
Part boues dans les tonnages incinérés	1%	0%	0%	0%	0%	#DIV/0!
Part CUB dans les apports facturés	41%	40%	40%	41%	42%	1,7%
Part hors CUB dans les apports (dont boues)	59%	60%	60%	59%	58%	-1,2%
Prix incinération CUB €/T (OM)	80,72	84,72	86,43	87,33	89,52	2,5%
Prix incinération Hors CUB €/T (Boues)	105,61	88,72	91,89	N/A	N/A	
Prix incinération hors CUB €/T (OM - DIB - Boues)	78,62	74,01	77,24	79,99	79,04	-1,2%
Prix moyen incinération €/T	79,49	78,25	80,93	83,00	83,40	0,5%

**Les apports totaux incinérés** (245 202 tonnes) en 2015 ont décroché par rapport à ceux de l'année précédente. Cette baisse significative de l'ordre de 6% s'explique par des arrêts techniques plus longs, plusieurs fuites chaudière et par l'incendie de fosse déclaré en mai 2015.

**Les volumes des boues** continuent d'être nuls en 2015 du fait de l'intensification de la valorisation des boues par compostage et du fonctionnement effectif depuis 2013 du sécheur de boues de la STEP clos de Hilde.

**Les refus du centre de tri** redirigés vers l'incinération ont diminué (- 6%) par rapport à 2014 et représentent 2,7% du total incinéré, contre 2,8% en 2014.

**La part des apports de la CUB dans les tonnages incinérés** est stable depuis 2008 à hauteur de 43%. La majeure partie des volumes traités provient de clients hors CUB (57%). Les tonnages CUB apportés (un peu moins de 105 000 tonnes) sont inférieurs à ceux prévus au compte d'exploitation prévisionnel (125 000 tonnes).

**Les apports non incinérés** représentent le tonnage rechargé et expédié vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en raison d'arrêts techniques des lignes d'incinération et afin d'assurer la continuité du service d'élimination aux collectivités. Dès 2011 les apports non incinérés avaient fortement chuté du fait d'une meilleure gestion de leur évacuation pendant les arrêts techniques. En effet, les arrêts techniques sont depuis 2011 programmés tous les 18 mois au lieu de 12 mois. Ainsi seuls deux fours sur trois sont révisés par roulement chaque 18 mois.

2015 a été l'année de l'arrêt total de l'usine d'une durée de 6 jours ainsi que l'arrêt de 2 lignes de four sur 3 pour une durée totale d'un peu plus de 10 semaines.

Sur l'exercice 2015, ces apports non incinérés ont très fortement augmenté du fait des incidents relatés ci-dessus (arrêts techniques, incendie, fuite chaudière).

Il en résulte des **apports donnant lieu à facturation** en recul par rapport à 2014 avec une baisse de 2,9% puisqu'ils sont de 251 296 tonnes en 2015, comparé à 258 754 tonnes en 2014.

La **production globale d'électricité** a légèrement chuté passant de 142 599 MWh en 2014 à 140 888 MWh en 2015 (-1,2%), ce qui s'explique par le tonnage incinéré plus faible. La **production d'électricité exportée sur le réseau** demeure quant à elle quasiment stable (-0,3%) de 113 582 MWh en 2014 contre 113 245 MWh en 2015.

*La performance énergétique de l'installation pour l'année 2015 est portée à 66,4% (calculée selon la formule de l'arrêté ministériel du 3 août 2010). Le taux de valorisation de l'énergie récupérée pour l'année 2015 (déterminé selon l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002) est de 26,19% ; taux conforme à celui d'une installation de combustion avec production d'électricité par turbine vapeur (production électrique / énergie vapeur sortie chaudière). Ce taux est meilleur qu'en 2014 (25,26%).*

Cette meilleure performance s'explique par les études de prélèvement de chaleur, effectuées pour la DSP St Jean Belcier, qui ont révélé une modélisation du calcul à parfaire et une aspiration d'air à « colmater ».

## 2- L'analyse du chiffre d'affaires

**Rappel** : Le chiffre d'affaires pour chacune des activités « tri » et « incinération » est issu de trois sources : la facturation de la prestation de service elle-même, la vente des déchets valorisés et la vente de l'électricité produite excédentaire.

Les clients d'Astria sont donc les collectivités et les industriels qui lui confient leurs déchets, mais aussi les industriels consommateurs de papiers recyclés et EDF.

	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Part CUB dans CA total hors TGAP	41,7%	42,6%	43,6%	44,9%	45,7%
Part Hors CUB dans CA total hors TGAP	34,1%	33,5%	33,9%	37,2%	36,7%
Part valorisation dans CA total hors TGAP	24,2%	23,9%	22,5%	17,9%	17,6%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Ainsi, les parts du chiffre d'affaires CUB et hors CUB dans le chiffre d'affaires global se sont stabilisées depuis 2010. La part de valorisation est impactée par les cours des matières triés et depuis 2014 de la baisse du prix de rachat de l'électricité.

**Le chiffre d'affaires global** s'affiche à 37,1 M€ en 2015 contre 37,9 M€ en 2014, soit une baisse de -2% ou 0,770 M€.

**ACTIVITE EN VALEUR (milliers d'Euros)** Source : Comptes rendus financiers annuels

CHIFFRE D'AFFAIRES	2011	2012	2013	2014	2015	Evol. 2015/2014
CUB - Tri	7 123	7 047	7 239	7 278	7 109	-2,3%
CUB - AVOIR Tri (Avenant 5)						
Extérieurs CUB - Tri	1 064	1 097	647	1 470	1 671	13,7%
Valorisation matières	2 722	2 091	2 053	1 732	1 801	3,9%
Tri complémentaire des plastiques cub pour Valorplast						
CUB - Incinération OM	8 360	8 756	8 999	9 253	9 370	1,3%
CUB - Régularisation mise aux normes 2006						
Extérieurs CUB - Incinération	11 570	11 669	12 018	12 223	11 589	-5,2%
dont boues	191	99	11			#DIV/0!
HORS CUB - Régularisation prix des boues 2006						
HORS CUB - Régularisation prix des OM Cenon 2006						
Autres CA	30	-337	-18	3	-22	-841,4%
Valorisation matières	4	8	8	9	10	16,5%
Valorisation énergétique	6 280	6 746	6 337	4 853	4 551	-6,2%
Travaux	0	0	0			
TGAP	635	807	1 065	1 052	1 022	-2,8%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>	<b>37 790</b>	<b>37 885</b>	<b>38 348</b>	<b>37 873</b>	<b>37 102</b>	<b>-2,0%</b>
dont Chiffre d'affaires CUB	15 484	15 803	16 238	16 531	16 480	-0,3%
dont Chiffre d'affaires Hors CUB	12 664	12 429	12 647	13 696	13 238	-3,3%
dont Chiffre d'affaires Valorisation	9 007	8 846	8 398	6 594	6 362	-3,5%
	0	0	0	0	0	
Part CUB dans chiffre d'affaires total (hors TGAP)	42%	43%	44%	45%	46%	1,7%
Part Hors CUB dans chiffre d'affaires total (hors TGAP)	34%	34%	34%	37%	37%	-1,4%
Part valorisation dans chiffre d'affaires total (hors TGAP)	24%	24%	23%	18%	18%	-1,5%
	100%	100%	100%	100%	100%	
CA tri en K€	10 910	10 235	9 939	10 480	10 581	1,0%
en % du CA total hors TGAP	29%	27%	26%	28%	29%	
CA incinération en K€	26 245	26 842	27 345	26 341	25 499	-3,2%
en % du CA total hors TGAP	69%	71%	71%	70%	69%	
Part valorisation papier dans le CA tri	25%	20%	21%	17%	17%	2,9%
Part valorisation énergétique dans le CA incinération	24%	25%	23%	18%	18%	-3,1%
Evolution du CA tri CUB hors régularisation	8%	-1%	3%	1%	-2%	-527,7%
Evolution du CA incinération CUB hors régul.	-1%	5%	3%	3%	1%	-55,0%
Evolution du CA CUB	3%	2%	3%	2%	0%	-117,1%
Evolution du CA tri hors CUB (hors valorisation)	42%	3%	87%	168%	22%	-86,6%
Evolution du CA incinération hors CUB (hors valorisation)	1%	1%	3%	2%	-5%	-404,4%
Evolution du CA hors CUB (hors valorisation)	3%	-2%	2%	8%	-3%	-140,3%
Evolution du CA tri, valorisation comprise	13%	-6%	-3%	5%	1%	
Evolution du CA incinération, valorisation comprise	2%	2%	2%	-4%	-3%	
Evolution du CA total, valorisation comprise	7%	0%	1%	-1%	-2%	

Avant d'analyser le chiffre d'affaires en détail, il est nécessaire de présenter les mécanismes de calcul de la contribution et de l'intéressement qui, s'ils sont activés, impactent tous deux le chiffre d'affaires.

✓ Astria ne répartit ni la contribution ni l'intéressement au prorata du poids de chiffre d'affaires. En outre, contrairement aux années antérieures à 2012, tant la contribution que l'intéressement, qui étaient imputés au chiffre d'affaires incinération, sont à compter de 2013 imputés sur la ligne « autres chiffres d'affaires ».

✓ Les tonnages incinérés en 2015 n'ont pas été supérieurs à 260 000 tonnes, en conséquence la clause d'intéressement visée à l'article 17.2.1 de la convention au contrat n'est pas activée.

- vérification du calcul de la contribution en application de la clause du partage des gains de productivité

L'article 9 de l'avenant n°5 (intégré à l'article 24 de la convention par avenant 7) du contrat de délégation traite du partage des gains de productivité.

*Dans l'hypothèse où le délégataire obtiendrait de meilleurs excédents bruts d'exploitation (EBE) que ceux prévus dans ses comptes d'exploitation prévisionnels, le principe du partage de gains de productivité sous forme de contributions annuelles sera mis en œuvre. L'EBE ainsi pris en compte est retraité des frais de siège et des loyers de crédit bail.*



Au titre de l'exercice 2015, le calcul de l'EBE réel et prévisionnel est le suivant (en K€) :

En K€				
N° comptes	Intitulé	Réel (BG)	Prévisionnel	Ecart réel - prévisionnel
	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>37 181</b>	<b>41 422</b>	<b>-4 242</b>
70	Ventes (avt deduct. contribution)	37 152	41 422	
741	Subvention d'exploitation	28	0	
	<b>Charges d'exploitation</b>	<b>35 912</b>	<b>35 714</b>	<b>198</b>
	<b>Consommation en prov. Tiers</b>	<b>28 340</b>	<b>28 553</b>	
601 à 608	total sous classe 60	8 184	1 763	
61	total sous classe 61	17 378	24 056	
	<i>dont redevance de crédit bail</i>	<i>11 654</i>	<i>11 774</i>	
62	total sous classe 62	2 778	2 734	
	<i>dont frais de siège</i>	<i>1 723</i>	<i>1 870</i>	
	<b>Impôts et Taxes</b>	<b>2 608</b>	<b>1 765</b>	
63	total sous classe 63	2 608	1 765	
	<b>Charges de Personnel</b>	<b>4 965</b>	<b>4 804</b>	
64	total sous classe 64	4 965	4 804	
	<b>EBE Théorique</b>	<b>1 268</b>	<b>5 708</b>	<b>-4 440</b>
	Redevance crédit bail	11 654	11 774	
	Frais de siège	1 723	1 870	
	<b>EBE Retraité</b>	<b>14 645</b>	<b>19 352</b>	<b>-4 707</b>
	Excédent	-4 707		
	Excédent %	Réel<BP=N/A		
	<b>Contribution en k€</b>	<b>0</b>		

Le calcul effectué par Astria a été vérifié et validé par Bordeaux Métropole. Aucune contribution n'est due puisque l'EBE retraité réel est inférieur au prévisionnel de l'ordre de 4,5 M€.

- vérification du calcul de l'intéressement en application de la clause d'intéressement de **Bordeaux Métropole** aux performances techniques

*L'article 17.2.1 de la convention (avenant n°7) du contrat de délégation prévoit que la CUB bénéficie d'une réduction du prix dès lors que la totalité des tonnages incinérés par ASTRIA conduira à dépasser sur une année civile le tonnage annuel prévisionnel de 260 000 tonnes.*

*La réduction de prix sera de 0,33 € HT/t (valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2014, et révisable dans les conditions de l'article 19.1 de la Convention d'Exploitation) par tranche de 1000 tonnes traitées au dessus de 260 000 tonnes, selon la formule suivante :*

$$R = 0,33 \text{ €/t} \times (Q - 260\,000) / 1000$$

avec **R** = Réduction de prix en Euros HT

**Q** = Tonnage total traité en incinération sur une année civile, tous apporteurs confondus.

*La réduction s'appliquera au tonnage apporté par la CUB la même année, dans la limite de 120 000 tonnes.*

Au titre de l'exercice 2015, les tonnages globaux incinérés ont été de 245 202 tonnes, dont 104 672 tonnes apportées par Bordeaux Métropole.

Aucun intéressement ne peut donc être reversé à Bordeaux Métropole.

L'éclairage ayant été apporté sur le chiffre d'affaires, l'analyse détaillée de chiffre d'affaires tri puis incinération peut être développée ci-après.

- **LE TRI**

**Le total de chiffre d'affaires tri** est de 10,6 M€ contre 10,5 M€ en 2014 augmentant ainsi de 0,1 M€ soit +1 %. Cette légère augmentation est principalement liée aux apports en provenance des clients extérieurs à Bordeaux Métropole, à la fois effet prix (7,5%) et effet volume (+6%).

**Le chiffre d'affaires tri réalisé avec BM** en 2015 s'élève à 7,1 M€, ce qui reste dans l'épure de 2014 (7,2 M€) avec toutefois une légère baisse liée aux volumes.

**Le prix unitaire 2015 de la tonne triée BM** ressort à 190,39 € HT la tonne contre 186,80 € H.T la tonne en 2014, soit une augmentation de 1,9%. Cette hausse est due aux évolutions d'indices de la formule d'indexation et à l'effet volume défavorable (-15,6%) pour les tonnages apportés au-delà de 30 000 T induisant une baisse de prix moins significative. L'impact global des indices de révision, sur le prix de base de 193,66€ HT inférieur à 30 000 T et de 164,32 € HT au-delà, est en 2015 de 1,4% ; ce qui correspond à 2,61 € HT jusqu'à 30000 T, et 2,92 € HT au-delà.

Le prix unitaire pour la seule année 2015 devrait apparaître pour 189,41 € HT, soit 97 centimes de moins que le prix affiché, puisque des régularisations ont été comptabilisées en 2015 au titre de 2014 consécutives à l'application de l'avenant n°7 et à la régularisation du trop payé pour Martignas.

**Le chiffre d'affaires tri en provenance des clients autres que BM** (1, 7 M€ contre 1,5 M€ en 2014) a subi une hausse qui s'explique par l'effet volume (+5,7%) conjuguée à une hausse de prix de +7,5% passant en moyenne de 194,50 € la tonne à 209,09 €. L'effet volume résulte de l'arrivée de nouveaux contrats avec Royan et la Coban pour compenser l'arrêt des contrats Oléron et Rochefort.

**Le chiffre d'affaires de valorisation des matières triées** a augmenté, une hausse sur la valorisation des matières triées est constatée à hauteur de +3,9% grâce aux Journaux Revues Magazines qui ont cru de 12% en volume et de 3% en prix, ce qui compense la perte en volume de Gros de Magasin. Le cours de reprise du papier a été favorable en 2015 (+4%).

- **L'article 10 de l'avenant n°7 crée un nouvel article n°27 portant le taux minimum de tri des Journaux Revues Magazines (JRM) à 15% des déchets entrants.**

*Ce taux sera calculé à la fin de chaque année civile par application de la formule suivante :*

$$Tt_{\text{mini JRM}} = T_{\text{JRM}} / T_{\text{CUB}}$$

où

$T_{\text{JRM}}$  tonnage de JRM expédié pour la CUB dans les filières agréées

$T_{\text{CUB}}$  tonnage des apports CUB de collecte sélective

*Dans l'hypothèse où le taux de tri des JRM, constaté sur une année, serait en deçà du taux de tri minimum de 15%, l'Exploitant se verra appliquer une pénalité de 22 € / tonne manquante correspondant à la perte de recettes Eco-Folio pour la Communauté. Le montant ainsi calculé viendra en déduction des redevances payées par la Communauté*

*et s'appliquera sur la facturation mensuelle suivant l'arrêt du calcul, qui interviendra au plus tard le 15 mai de l'année suivante.*

*Dans l'hypothèse où le taux de tri des JRM, constaté sur une année, serait supérieur à un taux de tri de 22 %, la Communauté versera à l'Exploitant une prime de 11 € / tonne, à compter de la première tonne excédant ce taux, et correspondant à la moitié des gains de recettes Eco-Folio pour la Communauté. Le montant ainsi calculé viendra en supplément des redevances payées par la Communauté et s'appliquera sur la facturation mensuelle suivant l'arrêt du calcul, qui interviendra au plus tard le 15 mai de l'année suivante.*

Sur l'exercice 2015 les tonnes de JRM expédiées par Astria ont été de 9 051 sur un total d'apport (BM) de 37 534 tonnes, soit un taux de 24,1%. En conséquence, BM versera une prime de 8 726,53 € HT soit 9 599,19 € TTC à son délégué.

## • L'INCINERATION

**Le total de chiffre d'affaires incinération** est de 26,5 M€ (dont 1 M€ de TGAP) contre 27,4 M€ en 2014 (dont 1 M€ de TGAP), soit une diminution de 0,9 M€ ou -3,2%. Hors TGAP, en 2015, le chiffre d'affaires atteint 25,5 M€ soit une diminution de 0,8 M€ ou -3,2% par rapport à 2014.

**Le chiffre d'affaires incinération réalisé avec BM** en 2015 s'élève à 9,4 M€, ce qui est dans l'épure de l'année précédente avec une légère augmentation (+1,3% ou +117 K€).

**Le prix unitaire 2015 de la tonne incinérée BM** ressort à 89,52 € HT la tonne contre 87,37 € H.T la tonne en 2014, soit une augmentation de 2,5%. Cette hausse est due aux évolutions d'indices de la formule d'indexation. L'impact global des indices de révision sur le prix de base de 86,40 € HT est en 2015 de 3,6% correspondant à 3,12 €.

Le prix unitaire pour la seule année 2015 devrait apparaître pour 89,41 € HT, soit 9 centimes de moins que le prix affiché, puisque des régularisations ont été comptabilisées en 2015 au titre de 2014 consécutives à l'application de l'avenant n°7.

De même, le **chiffre d'affaires incinération pour les clients extérieurs à BM** a augmenté (+1,7%) pour atteindre 12,2 M€ en 2014 contre 12 M€ en 2013. Cette augmentation du chiffre d'affaires est principalement due à une hausse du prix de l'ordre de 4,4% malgré une baisse des volumes de 2,6% des OM (ordures ménagères) et DIB (Déchets Industriels Banals).

**Le prix moyen de l'incinération hors BM** est en baisse de 1,2%. En effet, il passe de 79,99 € la tonne en 2014 à 79,04 € en 2015, en raison notamment de la baisse des volumes des Déchets Industriels Banals (DIB) conjuguée à la baisse des prix.

Par ailleurs, il convient de vérifier que le prix pratiqué pour Bordeaux Métropole demeure inférieur à celui conclu avec les autres clients, conformément au contrat.

Il ressort du tableau d'analyse des volumes (§ A-1 incinération) un prix moyen de vente aux clients hors Bordeaux Métropole à 79,04 € contre un prix pratiqué pour Bordeaux Métropole à 87,52 €.

Cependant, le prix moyen de vente pratiqué pour Bordeaux Métropole ne comporte que des OM (ordures ménagères), tandis que celui pratiqué pour les autres clients inclus des DIB (déchets industriels banals). Il convient donc de comparer le prix de vente HT des OM hors Bordeaux Métropole (issu des statistiques clients) à 90,40€ avec le prix Bordeaux Métropole à 89,52 €.

En conséquence, le mécanisme prévu à l'article 17-2-1 de l'annexe B1 (avenant n°7) n'a pas conduit Astria à émettre une réduction de prix au profit de Bordeaux Métropole, le prix de Bordeaux Métropole étant le prix le plus bas pratiqué. En effet, le tableau statistique des clients met en évidence le prix unitaire pratiqué pour chacun. Bordeaux Métropole bénéficie du prix révisé de 89,52 € la tonne, les autres apporteurs d'ordures ménagères se voient facturer le prix de 90,40 € la tonne en moyenne (fourchette de 90,30 € à 92,75 € statistiques clients).

Les **boues de station d'épuration** ont trouvé d'autres exutoires et ne participent plus au chiffre d'affaires d'Astria.

Le **chiffre d'affaires valorisation énergétique** a diminué de 6,2% ce qui est dû à l'effet prix. En effet, depuis le 31 janvier 2014 le tarif régulé de rachat de l'énergie a pris fin et le prix fixé par le « marché libre » est en moyenne 35% inférieur au tarif régulé. En 2015 il est à noter une quasi stabilité des MWh vendus mais un prix en perte de 6%, le prix de vente du MWh étant tombé à 40,19 €. La perte de recette est évaluée à environ 300 K€ pour 2015.

La **valorisation matières** correspond aux résidus de l'incinération, à savoir les mâchefers qui pour l'exercice 2015 ont été valorisés à un peu plus de 94% de l'ensemble des mâchefers produits. Leur traitement (criblage et déferrailage) s'effectue sur la plateforme de BEDEMAT à Bedenac (17). Ils peuvent être valorisés notamment en sous couche routière. Les métaux font également l'objet d'une valorisation. Seule la partie non valorisable des mâchefers part en enfouissement (ISDND) sur le site de Clérac (17).

• **L'article 19 de l'annexe B1 (avenant 7) intitulé « formules de révision des prix »** propose que les prix actualisés à la date de mise en exploitation par application de l'article 19 soient révisés trimestriellement par application des formules suivantes :

19.1 - Pour l'UIOM :  
(...)

*Les parties, considérant qu'il n'existe pas, à ce jour, d'indice officiel représentatif du prix de vente de l'électricité sur le marché libre, sur lequel l'Exploitant est désormais contraint de commercialiser l'électricité produite, et que l'indice El est notoirement impuissant à rendre compte de l'incidence des évolutions de ce marché sur l'économie du contrat, conviennent de :*

*- Fixer la valeur d'El à sa valeur actuelle de 122,7402 ;*

*- Calculer, chaque trimestre, l'augmentation du prix de traitement selon les dispositions de révision définies ci-dessus et de plafonner, s'il y a lieu, l'augmentation de ce prix de traitement à hauteur de 2,5 % maximum du prix de traitement de ce même trimestre de l'année précédente.*

Ainsi un tableau comparatif a été dressé :

UVE avant plafonnement avenant 7					Evolution annuelle				
	1e Trimestre	2e Trimestre	3e Trimestre	4e Trimestre	base T1	base T2	base T3	base T4	base moyenne annuelle
2014	86,40	86,90	87,77	87,98	0,95%	0,89%	1,16%	2,48%	1,37%
2015	88,89	89,12	89,77	90,31	2,89%	2,55%	2,28%	2,65%	2,59%
2016									
moyenne					1,79%	1,71%	1,59%	1,81%	1,64%
E avec plafonnement avenant 7 (valeurs plafonnées surlignées en rouge)					Evolution annuelle				
	1e Trimestre	2e Trimestre	3e Trimestre	4e Trimestre	base T1	base T2	base T3	base T4	base moyenne annuelle
2014	86,40	86,90	87,77	87,98	0,95%	0,89%	1,16%	2,48%	1,37%
2015	88,56	89,07	89,77	90,18	2,50%	2,50%	2,28%	2,50%	2,44%
2016									
moyenne					1,73%	1,70%	1,59%	1,78%	1,62%
ECONOMIE vision BM					TOTAL HT	TOTAL TTC			
2015									
Tonnages	23 630,66	27 993,88	27 413,36	25 634,30					
cout	7 798,12	1 399,69	0,00	3 332,46	12 530,27	13 783,30			

En 2015, pour trois trimestres le prix unitaire a excédé celui du même trimestre que l'année 2014, d'où application du plafonnement à 2,5%. Cette mesure a donc permis à la collectivité d'économiser 12,5 K€ HT (ou 13,8 TTC).

## B. LES CHARGES D'EXPLOITATION ET LE RESULTAT NET

### 1- L'analyse des charges d'exploitation

Le détail des charges de la délégation de service public, sur la période 2013 à 2015, est présenté ci-après :

	Valeurs en K€			Poids dans le CA en %			Variation annuelle en %		Poids relatif des charges en %		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	Var 2014 2013	Var 2015 2014	2013	2014	2015
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	38 348	37 873	37 102	100%	100%	100%	-1,24%	-2,03%			
Ecart sur CA ("autres CA" du Cpte d'Exploitation)											
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>	<b>38 348</b>	<b>37 873</b>	<b>37 102</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>-1%</b>	<b>-2%</b>			
<b>CHARGES correspondant au chiffre d'affaires K€</b>	13	0	0								
Personnel Liasse fiscale	4 557	4 801	4 965	12%	13%	13%	5,4%	3,4%	13%	13%	14%
Ajustement Masse Salariale au CRF	236	277	270	1%	0,7%	0,7%			1%	1%	1%
Achats Fluides pièces et consommables	1 983	1 911	1 863	5%	5%	5%	-4%	-3%	6%	5%	5%
Travaux et services extérieurs	1 647	1 703	1 498	4%	4%	4%	3%	-12%	5%	5%	4%
Frais d'évacuation des résidus & des déchets non incinérés	4 283	4 608	4 940	11%	12%	13%	8%	7%	12%	13%	14%
Travaux GER	5 131	4 488	4 392	13%	12%	12%	-13%	-2%	15%	13%	13%
Assurances	486	561	905	1%	1%	2%	15%	61%	1%	2%	3%
Sinistres				0%	0%	0%			0%	0%	0%
Financement crédit-bail	10 988	11 317	11 654	29%	30%	31%	3%	3%	31%	32%	33%
Autres charges d'exploitation	477	457	327	1%	1%	1%	-4%	-28%	1%	1%	1%
Impôts et taxes	1 304	1 442	1 351	3%	4%	4%	11%	-6%	4%	4%	4%
TGAP	1 152	1 077	1 077	3%	3%	3%	N/S	N/S	3,3%	3,0%	3,1%
Dotations aux amortissements	911	819	782	2%	2%	2%	-10%	-5%	3%	2%	2%
Autres dotations aux prov. Et amortissements				0%	0%	0%			0%	0%	0%
Autres reprises et produits aux prov.	98	227	1	0%	1%	0%	131%	-100%	0%	1%	0%
Redevances contractuelles				0%	0%	0%			0%	0%	0%
Frais généraux d'exploitation	557	510	648	1%	1%	2%	-9%	27%	2%	1%	2%
Facturation frais de siège	1 726	1 722	1 723	5%	5%	5%	0%	0%	5%	5%	5%
Reprise sur provisions GER	-3 706	-3 162	-5 059	-10%	-8%	-14%	-15%	60%	-11%	-9%	-15%
Dotations aux provisions GER	-3 388	2 883	3 465	9%	8%	9%	-15%	20%	10%	8%	10%
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (hors participation)</b>	<b>35 220</b>	<b>35 640</b>	<b>34 800</b>	<b>92%</b>	<b>94%</b>	<b>94%</b>	<b>1%</b>	<b>-2%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Ecart sur Chges d'Exploit* (-Participat* salariales)	206	144	500				-30%	247%			
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (au Cpte d'exploit* du</b>	<b>35 426</b>	<b>35 784</b>	<b>35 300</b>				<b>1%</b>	<b>-1%</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (exclu. Particip*)</b>	<b>3 128</b>	<b>2 233</b>	<b>2 302</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>	<b>6%</b>	<b>-29%</b>	<b>3%</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER (non retraité)</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-0,094</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-113%</b>			
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (hors particip*)</b>	<b>3 129</b>	<b>2 234</b>	<b>2 302</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>	<b>6%</b>	<b>-29%</b>	<b>3%</b>			
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>					
Participation des Salariés & Intéressement	-206	-144	-500	1%	0%	1%	-30%	247%			
IS	-906	-612	-558	2%	2%	2%	-33%	-9%			
<b>RESULTAT avant IS et participation</b>	<b>3 129</b>	<b>2 234</b>	<b>2 302</b>	<b>-8%</b>	<b>-6%</b>	<b>-6%</b>	<b>-29%</b>	<b>3%</b>			
<b>RESULTAT APRES IS ET PARTICIPATION (au cpte d'exploit* du</b>	<b>2 017</b>	<b>1 478</b>	<b>1 244</b>	<b>5%</b>	<b>4%</b>	<b>3%</b>	<b>-27%</b>	<b>-16%</b>			
	0	0	0				-565%	-73%			
GER (dotations, reprises et dépenses GER)	4 814	4 209	2 798	13%	11%	8%	-13%	-34%			

Les charges d'exploitation ont diminué (-2%) par rapport à 2014, affichant un total de 34,8 M€. Parallèlement, leur poids dans le chiffre d'affaires reste stable à 94%, ceci s'explique par le fait que le chiffre d'affaires a diminué dans les mêmes proportions (-2%). Ainsi l'effort de baisse des charges n'a pas d'impact relativement au chiffre d'affaires.

Un classement des six premiers postes de coûts a été effectué sur l'exercice 2015. Ces postes représentent 86% du total des charges.

Ces six premiers postes représentent chacun plus de 1 million d'euros annuels ou plus de 5% du chiffre d'affaires et pèsent 80% dans le chiffre d'affaires.

<b>Classement des postes de charges selon leurs poids respectifs en % du CA 2015</b>	<b>Montant annuel en K€</b>	<b>% du CA</b>	<b>Rang</b>
Financement crédit-bail	11 654	31%	1
Personnel	5 235	13%	2
Frais d'évacuation des résidus & des déchets non incinérés	4 940	13%	3
GER (dépenses GER)	4 392	12%	4
Achats pièces, fluides et consommables	1 863	5%	5
Facturation frais de siège	1 723	5%	6
Total des postes supérieurs à 1 M€ par an	29 806	80%	
<i>Total des postes en % du total des charges</i>		86%	

L'analyse ci-dessous reprend poste par poste les augmentations/diminutions significatives.

- Le financement de crédit bail demeure le poste le plus conséquent dans les charges (33,5%). Il augmente de 337 K€ en 2015, soit une variation de + 3% ; ce qui correspond à la progressivité des annuités de remboursement.

Depuis l'exercice 2011, il a été relevé que l'amortissement « théorique » reconstitué à partir des échéanciers de crédit-bail diffère de celui reporté par Astria dans l'annexe des comptes sociaux. L'écart est de 241 K€ par an. En effet, Astria y fait figurer l'amortissement qui serait pratiqué sur une immobilisation équivalente si le mode de financement était autre que le crédit-bail.

Pour rappel, Astria a mis en place le 30 septembre 2008 le crédit-bail (tranche 3) pour financer les immobilisations de la mise aux normes. L'information dans l'annexe des comptes sociaux est conforme aux engagements.

- Le poste coût du personnel conserve sa deuxième place puisqu'il pèse 14% (5,235 M€) dans le chiffre d'affaires et varie de 3,1% par rapport à 2014. L'augmentation de ce poste est liée aux NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) qui ont permis une augmentation générale de +0,5% avec un talon de 30€ minimum par mois, également une revalorisation de la prime d'ancienneté. L'effectif permanent en ETP (équivalent temps plein) a diminué de 3 mais a été compensé par un recours à du personnel groupe détaché pour surcroît d'activité et en remplacement de personnel permanent sorti et non remplacé et par des recours à des CDD.  
Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) a été calculé pour 163 k€, ce qui a permis de faire diminuer l'impact des hausses salariales, puisqu'il est au crédit d'un compte « charges de personnel ».

- Les frais d'évacuation des résidus et des déchets non incinérés augmentent modérément en 2015 (+332 K€) soit +7%, maintenant leur poids dans le chiffre d'affaires à 13% et pesant 14% dans les charges.

Cela s'explique essentiellement par les arrêts techniques, nombreux en 2015, au cours desquels les déchets n'ayant pu faire l'objet d'incinération sont évacués sur d'autres plateformes, entraînant un coût supplémentaire. Les arrêts techniques portent sur deux des trois fours pour une durée de 10 semaines, et environ 35 jours supplémentaires pour incidents.

- Le poste Gros Entretien et Renouvellement (GER) arrive en quatrième position, pesant 12% dans le chiffre d'affaires et 12,6% dans les charges d'exploitation. Les dépenses de GER ont diminué de 2% (-96 K€) en comparaison à 2014 et s'élèvent à 4,4 M€.

Globalement, les dépenses 2015 de GER concernent l'UVE (Unité de Valorisation Énergétique) à 91% et le Tri à 9%.

Le tableau de suivi extra comptable de GER est conforme au compte de dotation.

- Le poste achats fluides, pièces et consommables stagne à moins de 2 M€ pesant pour 5% dans le chiffre d'affaires et 5,4% dans les charges. La très légère diminution par rapport à l'exercice précédent est liée principalement au moindre tonnage incinéré nécessitant une consommation plus faible de réactifs et consommables.
- Le poste facturation frais de siège (1,723 M€) est stable par rapport aux exercices antérieurs et pèse invariablement pour 5% dans le chiffre d'affaires et les charges. Ce compte a fait l'objet de vérification comptable et n'est composé que de frais d'assistance auprès de Novergie Sud Ouest.

L'avenant n°5 prévoyait qu'Astria s'engage à maintenir pendant 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 les frais de siège au niveau de ceux enregistrés au 31 décembre 2006 soit 1 567 K€ lesquels sont indexés de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Cette mesure a été reconduite dans l'avenant n°7 signé en 2014.

Pour l'exercice 2015, les frais de siège maximum autorisés après indexation sont de 1,735 M€, ce plafond n'a pas été dépassé.

**En conclusion, les charges d'exploitation ont diminué de 2% pour atteindre 34,8 M€.**

**Les éléments ayant contribué à la hausse sont notamment les négociations salariales (+3,1%), les frais d'évacuation (+7%) du fait d'arrêts techniques, les assurances (+61% ou +337 K€) en raison de la sinistralité sur le parc des UVE en augmentation ces dernières années.**

**En contrepartie, les éléments qui ont permis de réduire les charges sont les travaux et services extérieurs (-12% ou 204 K€) et les reprises de provision sur GER (60% ou 1897 K€). Ces dernières résultent d'une révision triennale du plan GER ayant contribué à une augmentation des reprises compensée toutefois par les dotations (+20% ou 356 K€). Enfin le poste « autres reprises de provisions » a fortement diminué (-226 K€) car il n'y a pas eu de créance clients impayée à l'instar de 2014.**

## 2- Le résultat net et le taux de marge global

**Le résultat net réalisé en 2015 est de 1,2 M€ comparé à 1,5 M€ en 2014 soit une baisse de 0,3 M€.**

*Le poste participation et intéressement a été régularisé (car sous provisionnement en 2014 pour 150 K€) le portant à 500 K€ et venant ainsi diminuer le résultat net.*

Le **résultat d'exploitation** (hors participation des salariés) dégagé en 2015 est de 2,3 M€. lui conférant une quasi stabilité (hausse de 3%) en comparaison à l'exercice précédent (2,2 M€), du fait d'une diminution des charges d'exploitation de 2,4% (-0,84 M€) dans les mêmes proportions que la baisse de chiffre d'affaires (-2%) de 0,77 M€.

**Le résultat courant avant impôt** est identique au résultat d'exploitation en l'absence de résultat financier.

**Le taux de marge global** calculé par le rapport du résultat courant avant impôts sur le chiffre d'affaires s'élève à 6,2%. La moyenne du taux de marge global depuis 1998 jusqu'à 2015 stagne à 7,4%.

## SYNTHESE

L'exercice 2015 présente un chiffre d'affaires (37 M€) en légère baisse (-2% ou -0,77 M€) en raison d'une forte diminution du chiffre d'affaires incinération (-2,5% ou -0,540 M€) en lien avec les incidents ayant entraîné des arrêts techniques ; cette perte n'a pas été compensée par le chiffre d'affaires tri pourtant haussier (+1% ou +0,101 M€) et encore aggravé par la perte de valorisation énergétique de 6,2% ou -0,302 M€.

Les charges d'exploitation (34,8 M€) ont diminué de 2,4% en raison des faits expliqués au paragraphe 2 ci-dessus. Ainsi le résultat d'exploitation (2,3 M€) augmente de 3%. En conséquence, le résultat net s'affiche à 1,2 M€ et le taux de marge global (TMG) remonte légèrement pour atteindre 6,2%, ce qui stabilise la moyenne de TMG à 7,4%.

Par ailleurs, le plafonnement à 2,5% du prix de l'incinération a permis à la collectivité de bénéficier d'une réduction globale de 12,5 K€ HT. En revanche, Astria s'est vu octroyer une prime pour tri des JRM à hauteur de 8,7 K€ HT car le taux a dépassé les 22% des tonnages apportés par Bordeaux Métropole.

En 2015 pour Bordeaux Métropole le prix à la tonne triée est de 189,41 € HT et le prix à la tonne incinérée de 89,52 € HT.



## La société La Grande Jaugue

### **RESUME**

La présente analyse financière de la société La Grande Jaugue, délégataire de service public pour le compostage des déchets verts, est basée sur les comptes annuels 2015 et les comptes d'exploitation prévisionnels 2008-2011 et 2012-2028 annexés à l'avenant n°3. Cette analyse a pour but de s'assurer du respect du bail emphytéotique administratif et de sa convention d'exploitation non détachable signés le 26 juin 2008 ainsi que de leurs trois avenants.

L'exercice 2015 constitue le deuxième exercice complet de fonctionnement des deux plateformes tel que prévu pour la première phase dans le contrat de délégation.

Le chiffre d'affaires (3,2 M€) a diminué de 8 % (-268 K€) ; dans la même période les charges d'exploitation (hors dotations aux amortissements) se sont accrues de 3 % atteignant 2,4 M€ et obérant l'excédent brut d'exploitation (769 K€) de 32 % ou de 370 K€.

Ainsi, déduction faite des amortissements de 30 K€, le résultat d'exploitation (-162 K€) se dégrade de 168 % ou de 400 K€. Les charges financières s'allègent de 26 %, soit 31 K€. En conséquence, le résultat net est de -113 K€ soit 205 K€ de moins que l'année 2014.

Comparativement au compte de résultat prévisionnel, le résultat courant avant impôts est inférieur de 415 K€ à la prévision, ne permettant pas l'activation de la clause de partage des gains de productivité.

## **I. PREAMBULE**

**Nota** : A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) devient Bordeaux Métropole (BM).

### **A. Rappel historique sur le contrat et particularités**

La communauté urbaine a signé, le 26 juin 2008, un contrat portant délégation de service public de compostage collectif de déchets verts, à la société BTPS environnement.

Ce contrat est constitué d'un bail emphytéotique administratif assorti d'une convention d'exploitation non détachable pour une durée de 20 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Le dispositif contractuel a été notifié au délégataire le 30 juin 2008.

Le contrat initial porte, d'une part, sur l'exploitation de 23 000 tonnes par an de déchets sur la plateforme existante de Touban (Saint-Médard-en-Jalles) et son aménagement. D'autre part, le contrat délègue la construction d'installations nécessaires à la valorisation de 50 000 tonnes par an de déchets verts sur l'emprise foncière (parcelle AB20) située au lieu dit la Grande Jaugue (Saint-Médard-en-Jalles). A partir de la mise en service du site de la Grande Jaugue, il était prévu que la plateforme de Touban ne traite plus que 12 000 tonnes de déchets et accueille un pré broyage de 11 000 tonnes.

Conformément à l'article 1.3.1 de la convention, l'**avenant n°1** au contrat, signé le 9 janvier 2009, porte sur la **création d'une société dédiée « SA La Grande Jaugue »** et sur la transmission des droits et obligations de BTPS environnement à La Grande Jaugue. Cet avenant a été notifié au délégataire le 16 février 2009.

Par délibération n° 2010/16284 du Conseil Communautaire du 24 septembre 2010, **un second avenant** à la convention d'exploitation non détachable du bail emphytéotique a été notifié le 19 janvier 2011 et concerne d'une part la **transmission de documents financiers** au 30 juin qui permettra, à compter de la mise en service de la plateforme de la Grande Jaugue, un meilleur suivi des comptes de cette société et d'autre part la révision des capacités de réception de la plateforme de Touban (accueil à titre commercial de 2000 tonnes de déchets verts provenant de clients tiers (cf. délibération 2010/0602).

La réalisation de la plateforme de compostage pour le traitement de 50 000 tonnes de déchets verts annuelles sur la seule parcelle AB20 (commune de Saint-Médard-en-Jalles) ayant été remise en cause, le contrat en son article 6.1.3, prévoyant l'implantation de la plateforme de la Grande Jaugue sur deux parcelles, s'est appliqué. Afin d'assurer la continuité du service public, le délégataire et la communauté urbaine de Bordeaux ont convenu de **réaliser cette plateforme en deux phases**, et ont entériné un nouveau plan d'affaires garantissant le maintien de l'économie générale de la délégation.

Ainsi il est convenu contractuellement dans l'**avenant n°3** que la phase 1 permette l'accueil et le traitement de 30 000 T/an sur la plateforme de Touban et 22 000 T/an sur celle de la Grande Jaugue. La phase 1 durera jusqu'à la date de recalibrage de la RD107e2 et jusqu'à la maîtrise foncière de la parcelle AB22 partie. La phase 2 prévoit sur Touban l'accueil et le traitement de 12 000 T/an ainsi que le pré broyage de 11 000 T/an et sur Grande Jaugue l'accueil et le traitement de 50 000 T/an.

Les **avenants n°3** tant à la convention d'exploitation qu'au bail emphytéotique administratif ont été signés le 21 décembre 2012 avec une prise d'effet sur le contrat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## **B. Contexte 2015**

L'année 2015 constitue le deuxième exercice complet de fonctionnement, dans sa phase 1, des deux plateformes tel que prévu par l'avenant n°3 du contrat de délégation de service public. Ainsi la capacité nominale de déchets verts est de 30 000 tonnes/an sur la plateforme de Touban et sur 22 000 tonnes/an sur la plateforme de la Grande Jaugue.

Le 6 avril 2015 (jour férié), un incendie s'est déclaré sur la plateforme de compostage de Touban. Aucune victime n'est à déplorer mais des dégâts ont affecté les matériels : destruction totale d'un crible et destruction partielle (40 %) d'un broyeur réparé durant l'exercice.

Le Conseil d'administration du 18 juin 2015 désigne Monsieur Xavier Marchesnay en qualité de directeur général de la société pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur, démissionnaire.

## **C. Perspectives 2016**

La direction de la société prévoit un maintien voire encore une baisse du volume des entrants en 2016.

La parcelle « AB22 partie » a été acquise par la CUB le 24 décembre 2014. La réalisation de la plateforme de compostage dans son intégralité est subordonnée tant à la maîtrise foncière qu'au renforcement de la « RD 107 e2 » pour mise au gabarit poids lourds.

Le contrat initial, signé en 2008, prévoyait que le délégataire reçoive 80 % de déchets broyés dans le cadre de la mise en place de centre intermédiaire de regroupement des déchets verts, équipés d'unités de broyage, à l'horizon 2015. Cette mesure devait notamment limiter les transports routiers. Or la CUB ne peut satisfaire ce point du contrat et a demandé à son délégataire d'effectuer le broyage, afin d'assurer une nécessité de service. Le coût de broyage a été examiné par Bordeaux Métropole sur 2015 dans l'optique de maintenir l'économie générale du contrat. Une demande de rémunération de cette prestation, remise en janvier 2016 par la société, sera analysée par Bordeaux Métropole courant 2016.

## **D. Respect des engagements en matière d'information et contrôle de cohérence**

Le délégataire a rempli son obligation de produire à la collectivité le compte rendu technique et financier (CRTF) avant le 1<sup>er</sup> mars 2016 ainsi que la liasse fiscale, l'annexe des comptes sociaux et la balance générale, conformément à l'article 4.3 de la convention d'exploitation. Ainsi les comptes présentés dans le CRTF reflètent l'activité de la délégation pour l'exercice 2015. Au moment d'écrire ce rapport, nous sommes en attente du rapport des commissaires aux comptes (CAC). Le rapport du CAC sur l'exercice 2014 a été déposé au greffe en septembre 2015 et aucune remarque n'avait été formulée.

Il a été pratiqué un contrôle de cohérence entre la balance générale des comptes de la société La Grande Jaugue (reflet des comptes sociaux) et le compte d'exploitation (traduction analytique des comptes). Le tableau de passage des comptes de la balance générale vers le compte d'exploitation a été dressé par la collectivité et a été soumis à vérification du délégataire. Aucun écart n'a été relevé. Le délégant a obtenu tout justificatif de compte ou explication lors des contrôles sur pièce effectués auprès du délégataire.

## II. L'ANALYSE FINANCIERE DES COMPTES SOCIAUX 2015

**Nota** : La comparaison du compte de résultat réel au prévisionnel a été réalisée avec le dernier plan d'affaires entériné par l'avenant 3 de la convention d'exploitation non détachable du bail emphytéotique administratif (annexe 109-2 : compte de résultat pour l'application de l'article 3.1.3)

### A. Le bilan

Une présentation du bilan de la société La Grande Jaugue a été établie ci-après :

BILAN en euro						
PREVISIONNEL				REALISE		
Libellé	2013	2014	2015	2013	2014	2015
<b>ACTIF</b>	Capital souscrit non appelé			1 500		
	Immobilisations brutes	6 782 183	7 109 747	7 109 747	6 650 652	6 959 317
	Amortissements cumulés	1 540 842	1 168 539	1 938 116	1 025 838	1 869 143
	Immobilisations nettes	5 241 341	5 941 208	5 171 631	5 624 814	5 090 174
	Stocks	140 121	175 414	177 168	153 517	182 934
	Créances nettes (yc charges constatées d'avance)	508 582	661 654	688 011	511 327	865 790
	Trésorerie	983 139	1 515 697	1 543 574	216 808	137 972
	<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 873 183</b>	<b>8 293 973</b>	<b>7 580 383</b>	<b>6 507 966</b>	<b>6 276 870</b>
<b>PASSIF</b>	Capital social	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Autres capitaux propres	-192 627	103 426	212 592	68 181	160 091
	<i>dont résultat de l'exercice</i>	38 269	296 054	296 054	537 088	91 910
	Subvention	0	0	0		
	Provisions (yc pour renouvellement)	40 000	60 000	80 000		
	Apports en comptes courants	457 866	480 759	504 797		
	Dettes financières à long terme	5 144 365	6 062 213	5 393 615	4 501 077	3 857 391
	Fournisseurs	246 129	261 811	279 876	551 560	486 069
	Dettes sociales (y.c C/C d'asso.)	147 242	175 112	180 365	332 476	709 557
	Dettes fiscales	30 209	150 651	-70 863	54 672	63 762
	Dettes fiscales et sociales	177 451	325 763	109 502	387 148	773 319
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 873 183</b>	<b>8 293 973</b>	<b>7 580 383</b>	<b>6 507 966</b>	<b>6 276 870</b>

Seuls les postes dont la variation ou le solde sont significatifs sont commentés ci-après :

#### 1- Les immobilisations

En 2015, les valeurs brutes d'immobilisations ont augmenté de 276 K€ suite à 404 K€ d'acquisitions et 128 K€ de mises au rebut.

Le cribleur scalpeur, immobilisé depuis décembre 2012, est devenu inutilisable en 2015 suite à un incendie. Sa valeur d'origine était de 128 K€, sa valeur nette comptable au moment du sinistre était de 67 K€ et l'indemnité d'assurance versée s'est élevée à 174 K€ (le contrat d'assurance bris de machine prévoit une indemnisation en valeur à neuf durant 36 mois). Il en ressort une « plus-value » de 107 K€.

Ce cribleur scalpeur a été remplacé en juin 2015 par un cribleur étoile d'un montant de 380 K€, bien de retour amorti sur 5 ans.

Par ailleurs, lors de cet incendie, un broyeur immobilisé a été détruit à hauteur de 40 %. Il a été lui maintenu dans les immobilisations puisque réutilisable après réparation. Le coût de la réparation et l'indemnité d'assurance correspondante relèvent de l'exploitation pour 125 K€.

D'autres immobilisations pour 24 K€ ont été acquises parmi lesquelles un épandeur à humus. Toutes les immobilisations de ce type ont été identifiées par le délégataire comme des biens de retour. Le délégant demande leur qualification en bien de reprise.

Pour mémoire, les investissements des travaux de la plateforme du lieu-dit Grande Jaugue ont été réalisés en 2013. Les amortissements quant à eux avaient été échelonnés sur l'année 2014 en raison des dates de réception des phases de travaux. Ce décalage avait généré une hausse de la dotation aux amortissements de 31 %. En 2015, la hausse des dotations aux amortissements se limite à 4 % et le cumul de la dotation nette des reprises passe de 1,869 M€ à 2,736 M€.

Lors de l'exercice 2013 avait été souligné le décalage entre les durées d'amortissement prévues et réelles notamment sur les matériels et outillages industriels ayant un impact sur la dotation en année pleine de + 70 K€ puis 131 K€ à partir de 2014. En revanche l'impact relevé sur les agencements, aménagements des bâtiments reste stable en année pleine de + 7 K€.

Le délégataire a fait le choix de remplacer plus fréquemment le matériel (durée d'amortissement plus courte) afin de réduire des coûts d'entretien conséquents et des arrêts suite à des pannes pénalisantes pour l'exploitation (méthode du « full-service »).

Ainsi le RCAI (Résultat Courant Avant Impôt), agrégat retenu pour calculer l'éventuel partage de gains de productivité prévu au contrat de délégation de service public, est sous-estimé de 138 K€ si le raisonnement se fait « toutes choses égales par ailleurs ». Toutefois, les coûts générés par une détention plus longue des matériels viendraient atténuer cette remarque.

## 2 - Les stocks

Au bilan à fin 2015, les stocks sont comptabilisés pour 191 K€ soit :

- 47 K€ de produits en cours de maturation (4 517 tonnes à terme en produits finis, équivalant à 8 132 tonnes d'en cours) ;
- 144 K€ de produits finis dont 130 K€ de compost (12 398 tonnes dont 8 290 tonnes de compost prêtes à être expédiées et 4 108 tonnes de compost « jeune »), 10 K€ de terre végétale (1 112 tonnes), 3 K€ de mulch (61 tonnes) et 1 K€ de terreau (118 tonnes).

Le compost prêt à être expédié est un compost dont la maturation est supérieure à 6 mois. Le stock de compost « jeune », nouvellement valorisé en 2015, est un stock de compost dont la maturation est d'environ 4 mois et qui n'est pas commercialisable en l'état ; il est nécessaire de finaliser son cycle de maturation afin de garantir les propriétés biologiques et son éligibilité au label Ecocert. Pour autant, celui-ci a été valorisé au prix sensiblement trop fort du prix unitaire du compost prêt à être expédié (10,45 €). Ce point demeure en discussion avec le délégataire au moment de la rédaction de ce rapport.

Tous les produits finis en stocks sont comptabilisés par le délégataire à 10,45 €/T à l'exception du mulch à 50,5 €/T et de la terre végétale à 9,16 €/T. Les produits en cours sont valorisés à 5,23 €/T.

## 3 - Les autres postes

Les créances clients diminuent en 2015 pour ne plus représenter que 19 % du chiffre d'affaires contre 23 % à la clôture précédente.

Au contraire, les créances vis-à-vis de l'Etat passent de 67 K€ à 170 K€ en raison des variations de la créance TVA (+ 47 K€) et de la créance d'impôt sur les sociétés (+ 56 K€).

La trésorerie active de fin d'exercice diminue significativement : 216 K€ en 2013, 138 K€ en 2014 et 90 K€ en 2015. Néanmoins, au regard de l'endettement en baisse depuis 2013, le niveau de trésorerie demeure cohérent (3 %).

Les **dettes financières** s'élèvent à un niveau fort (2,995 M€) du fait des investissements réalisés en 2013 liés à la mise en service de la plateforme de la Grande Jaugue et ceux liés à l'achat de matériels industriels.

Avec 1,139 M€ à fin 2015, les **dettes sociales** s'étoffent de 430 K€ dont 390 K€ d'apports en comptes courants d'associés.

## **B. Le chiffre d'affaires et les produits d'exploitation**

Le chiffre d'affaires est composé :

- des ventes de la prestation de traitement des déchets verts apportés par Bordeaux métropole et ses communes, ou par d'autres clients externes ainsi que la vente de la prestation de traitement des souches.
- de la vente de produits finis tel que le compost, les dérivés du compost (terreau, fumier, terre de bruyère ou terre végétale), le dérivé du processus de compost (paillis) et l'activité de négoce du mulch.

	2008 (6 mois)	2009 (12 mois)	2010 (12 mois)	2011 (12 mois)	2012 (12 mois)	2013 (12 mois)	2014 (12 mois)	2015 (12 mois)
<b>Entrants (en tonnes)</b>								
<b>BM et mairies - déchets verts</b>	<b>14 232</b>	<b>27 989</b>	<b>26 979</b>	<b>26 697</b>	<b>30 438</b>	<b>51 732</b>	<b>49 863</b>	<b>45 300</b>
Centre de recyclage (apport volontaire)	8 482	16 370	18 287	18 209	21 804	41 160	39 266	36 281
Communes (porte à porte)	5 750	11 619	8 693	8 488	8 634	10 572	10 597	9 018
<b>Evolution des apports BM</b>		<b>97%</b>	<b>-4%</b>	<b>-1%</b>	<b>14%</b>	<b>70%</b>	<b>-4%</b>	<b>-9%</b>
Part des AV dans tonnages BM	60%	58%	68%	68%	72%	80%	79%	73%
Part des PAP dans tonnages BM	40%	42%	32%	32%	28%	20%	21%	18%
Tiers - Déchets verts	969	1 694	672	852	1 273	1 060	832	977
Tiers - souches	257	802	160	299	373	250	166	194
<b>TOTAL entrants</b>	<b>15 457</b>	<b>30 485</b>	<b>27 812</b>	<b>27 848</b>	<b>32 084</b>	<b>53 042</b>	<b>50 861</b>	<b>46 471</b>
Part des DV dans les entrants	98%	97%	99%	99%	99%	99,5%	99,7%	99,6%
Part des "autres" dans les entrants	2%	3%	1%	1%	1%	0,5%	0,3%	0,4%
<b>Sorties valorisées (en tonnes)</b>								
<b>Compost et Terreau</b>	<b>5 679</b>	<b>7 588</b>	<b>7 980</b>	<b>9 819</b>	<b>7 782</b>	<b>7 798</b>	<b>14 661</b>	<b>17 887</b>
Particuliers	268	474	352	290	298	354	366	595
Artisans	1 796	1 561	669	722	1 221	426	2 256	9 266
Viticulture	2 031	3 968	5 041	6 393	4 252	4 431	8 127	5 381
Mairies	1 376	1 182	1 842	1 223	917	877	458	763
Hors Gironde	208	404	75					
Terreau (tonnage brut)				1 191	1 094	1 711	3 454	1 882
<b>Autres</b>	<b>275</b>	<b>449</b>	<b>492</b>	<b>1 598</b>	<b>2 610</b>	<b>5 571</b>	<b>4 722</b>	<b>5 314</b>
Fumier (tonnage brut)				116	78	319	347	141
Terre Végétale (tonnage brut)				960	1 652	3 463	3 056	3 412
Pailis				130	255	885	515	896
Mulch	275	449	492	392	625	904	804	864
<b>TOTAL Sorties Produits Finis</b>	<b>5 954</b>	<b>8 037</b>	<b>8 471</b>	<b>11 417</b>	<b>10 391</b>	<b>13 369</b>	<b>19 383</b>	<b>23 201</b>
Ventes de compost sur totalité sorties	95%	94%	94%	76%	64%	46%	58%	69%
Tonnes de compost vendues / volume Déchets Verts entrants	37%	26%	29%	36%	25%	15%	29%	39%
Evolution des ventes de compost		34%	5%	23%	-21%	0%	88%	22%
<b>Chiffres d'affaires (en €)</b>								
Apports BM	604 322	1 184 158	1 157 759	1 167 940	1 358 904	2 451 034	2 372 880	2 156 207
Apports Tiers	33 814	61 027	27 388	37 696	54 305	46 905	37 338	42 627
Recettes compost et terreau	269 449	411 463	438 216	519 152	418 538	422 144	841 281	743 019
dont compost seul				464 500	365 529	353 102	672 669	625 748
Recettes fumier, pailis, terre végétale enrichie*			98 958	35 622	54 171	140 008	87 803	141 425
Recettes mulch	21 356	36 379		34 412	56 556	92 260	109 550	96 960
Recettes souches	15 032	36 792	9 843	19 264	23 736	16 291	10 835	11 586
Autre chiffre d'affaires								
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>943 973</b>	<b>1 729 819</b>	<b>1 732 164</b>	<b>1 814 087</b>	<b>1 966 209</b>	<b>3 168 642</b>	<b>3 459 687</b>	<b>3 191 824</b>
<b>Evolution du chiffre d'affaires</b>		<b>83%</b>	<b>0%</b>	<b>5%</b>	<b>8%</b>	<b>61%</b>	<b>9%</b>	<b>-8%</b>
CA BM	604 322	1 184 158	1 157 759	1 167 940	1 358 904	2 451 034	2 372 880	2 156 207
CA tiers	33 814	61 027	27 388	37 696	54 305	46 905	37 338	42 627
CA valorisation et négoce	305 837	484 634	547 017	608 450	553 001	670 703	1 049 469	992 990
Part du CA BM	64%	68%	67%	64%	69%	77%	69%	68%
Part du CA Tiers	4%	4%	2%	2%	3%	1%	1%	1%
Part du CA valorisation et négoce	32%	28%	32%	34%	28%	21%	30%	31%
<b>Prix Unitaires (en €)</b>								
Prix des apports BM et mairies - déchets verts	42,46	42,31	42,91	43,75	44,64	47,38	47,59	47,60
Prix des tiers - déchets verts	34,91	36,03	40,77	44,24	42,65	44,25	44,88	43,62
Prix des tiers - souches	58,60	45,87	61,36	64,52	63,66	65,17	65,32	59,65
Prix des sorties valorisées de compost/terreau	47,44	54,22	54,92	52,87	53,79	54,13	57,38	41,54
Prix des sorties valorisées de compost seul				53,84	54,66	58,01	60,02	39,10
Prix des sorties valorisées du fumier, pailis, terre végétale*			201,27	22,29	20,76	25,13	18,59	26,61
Prix des sorties valorisées du mulch	77,77	81,02		87,71	90,49	102,09	136,29	112,19
<b>Prix unitaire total</b>	<b>44,09</b>	<b>44,90</b>	<b>47,74</b>	<b>46,20</b>	<b>46,29</b>	<b>47,71</b>	<b>49,25</b>	<b>45,81</b>
Evolution du prix BM**		-0,4%	1,4%	1,9%	2,0%	6,1%	0,4%	0,0%
Evolution du prix Tiers		3,2%	13,2%	8,5%	-3,6%	3,8%	1,4%	-2,8%
Evolution du prix souches		-21,7%	33,8%	5,2%	-1,3%	2,4%	0,2%	-8,7%
Evolution du prix compost/terreau		14,3%	1,3%	-3,7%	1,7%	0,6%	6,0%	-27,6%
Evolution du prix compost					1,5%	6,1%	3,5%	-34,9%
Evolution du prix mulch (et autres)*		4,2%	N/A	N/A	3,2%	12,8%	33,5%	-17,7%

\* L'année 2009 inclut le Mulch avec les autres produits tels que le fumier, le pailis, la terre végétale enrichie....

\*\* En 2013, cette augmentation inclut l'avenant 3 (compensation du décalage)

## 1- Le volume des produits

- Les **produits entrants** sont en provenance de Bordeaux Métropole (centres de recyclage et communes membres) et d'apporteurs tiers. Ils se composent essentiellement de déchets verts (99,6 %) et de quelques souches (0,4 %).

La décomposition des volumes entrants entre mairie et centres de recyclage reste stable depuis 2012 et s'établit respectivement à 80 % et 20 %.

Sur l'année 2015, les apports ont été de **46 471 tonnes** soit une diminution de l'ordre de 9 % (- 4 390 tonnes) comparée à 2014.

**Les apports de Bordeaux Métropole avec 45 300 tonnes en 2015** contre 49 863 tonnes en 2014 (- 4 563 tonnes) expliquent l'essentiel de cette baisse.

*Le délégataire précise qu'il n'a jamais demandé au délégant de diminuer ses apports. Bien au contraire, il déplore le « détournement » d'entrants depuis 2014 qui « pénalise » ses résultats.*

*Le délégant, via sa direction Gestion des déchets et propreté, affirme que les sites de compostage étaient saturés fin 2014. Par ailleurs, en 2015, le délégataire a remédié à cette situation en écoulant plus de compost que sa production annuelle. Les moindres apports ont entraîné une disponibilité des engins accrue permettant le retournement des andains, accélérant ainsi le compostage et donc la réduction du volume. Enfin les « grossiers » ont pu être nettoyés des plastiques et cailloux.*

**Quant aux apports tiers, 1 171 tonnes en 2015** contre 998 tonnes en 2014, ils sont en progression de 17 % pour les déchets verts et pour les souches.

L'année 2009 est l'année au cours de laquelle le prix pratiqué pour les tiers était inférieur à celui de la CUB de 15 % et où les volumes de déchets verts apportés par les tiers représentaient 6 % du total entrant. En 2009, la CUB avait demandé que soit respecté le contrat en termes de prix pour les tiers (prix supérieur à celui contracté avec la CUB). Il est constaté que le volume des déchets verts tiers avait diminué en 2010 ne représentant que 2 % du volume global apporté. Le prix était alors inférieur de 5 % à celui de la CUB.

Seule l'année 2011 a respecté stricto sensu le contrat, le prix (44,24 €) étant 1 % supérieur (+ 0,49 €) à celui de la CUB (43,75 €) et le volume de déchets verts apporté par les tiers (1 151 T) représentait 3 % du total (27 848 T).

Depuis l'exercice 2012, le prix aux tiers s'est écarté à la baisse du prix BM (de 2 € à 4 €) dans un tunnel de - 4 % à - 8 %, ce qui n'a pas « boosté » pour autant les apports qui sont restés cohérents à 2011 soit 2 % à 4 % du total des entrants. En 2015, les entrants tiers, supérieurs de 17 % par rapport à l'exercice précédent, représentent 2,5 % des entrants globaux alors que leur prix unitaire moyen s'écarte à la baisse de 8,4 % du prix à BM.

Ainsi, la démonstration par laquelle un prix inférieur favoriserait les apports reste à faire sauf à ce que ce prix s'écarte de 15 % au moins du prix BM. Le délégataire indique que les apporteurs tiers permettent d'écouler du compost, ce qui reste à objectiver. En 2014, il a précisé qu'il *lui était difficile de définir un objectif d'accroissement des entrants tiers en fonction de l'évolution du prix des entrants. En 2015, le délégataire tient à souligner qu'il aura du mal à attirer les apports extérieurs avec les niveaux de prix imposés par le délégant.*

L'objet du paragraphe ci-dessus est un constat de la diminution du prix qui ne permet pas de capter plus de volume.

- Les **produits finis**, issus de la valorisation, ont atteint en 2015 en volume **23 201 tonnes** soit une augmentation de 20 % par rapport à 2014.

Avec 17 887 tonnes, la part de produits de compost et terreau représente 77 % en 2015 contre 76 % en 2014 et 58 % en 2013.

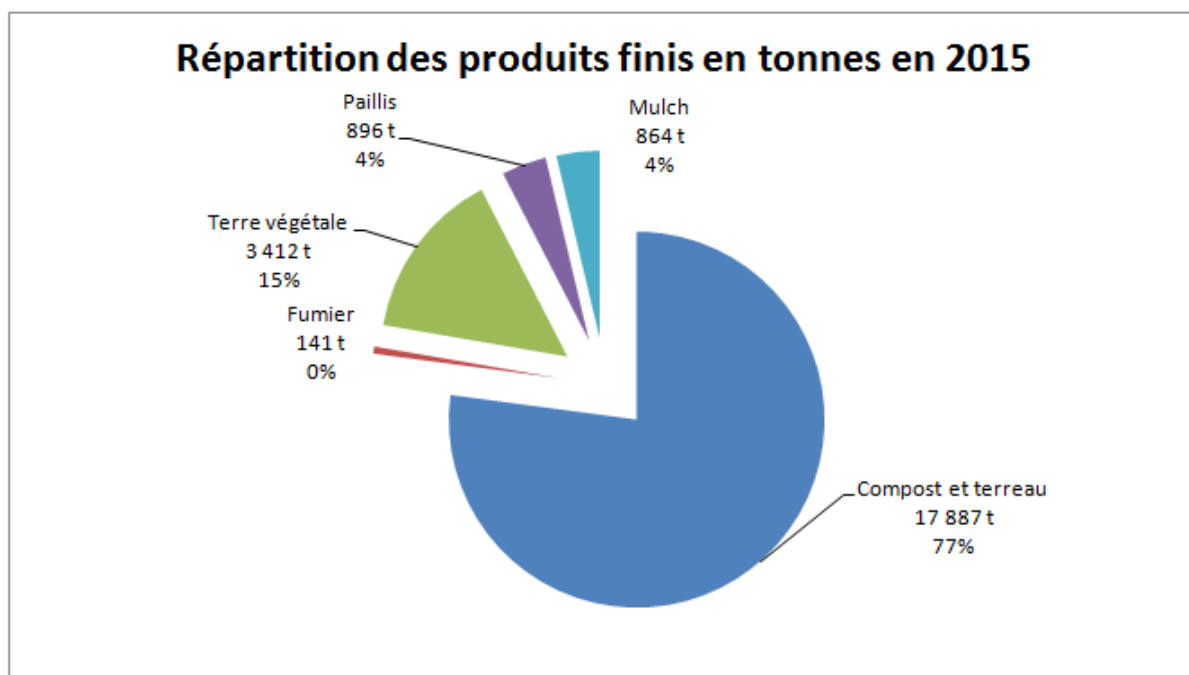
*Il est à noter en 2015 un passage en moyenne de 30 à 40 % du taux de transformation de la terre végétale en compost. Les proportions de compost ne sont pas fixes, elles évoluent au gré des besoins et des demandes des clients.*



En 2015, parmi les produits compost et terreau, deux évolutions significatives sont à noter :

- des clients « Artisans » (+ 7 010 tonnes) suite à une opération commerciale du délégataire pour déstocker son compost,
- des clients « Viticulture » (- 2 746 tonnes). La baisse des volumes vendus à la « Viticulture » s'explique, d'une part, par les conditions climatiques défavorables qui ont empêché de pouvoir livrer toutes les commandes en portefeuille et, d'autre part, par la modification de l'organisation commerciale du sous-traitant (« Souflet »).

Les ventes de mulch, paillis et fumier restent accessoires (8 %) voire marginales, ainsi l'exécution du contrat demeure conforme.



## 2- Le chiffre d'affaires, le risque d'exploitation

- La valorisation de ces produits a généré un **chiffre d'affaires total de 3 192 K€** dont 68 % représentent les apports de BM (entrants de végétaux). Ainsi, un peu plus de 2/3 du chiffre d'affaires est assuré par les apports de la Métropole, ce qui reste dans l'épure du contrat de délégation de service public ; au plan d'affaires de l'avenant n°3 le ratio ressortait à 70 %.

Le chiffre d'affaires a diminué de 8 % soit – 268 K€, passant de 3 460 K€ en 2014 à 3 192 K€ en 2015. Cette tendance baissière résulte de l'effet combiné du volume (+ 20 % sur produits finis conjugué à – 9 % des produits entrants) et du prix unitaire total (- 7 %).

L'effet volume (+ 20 % de produits valorisés soit + 3 817 tonnes) est la conséquence principale de l'accroissement des ventes de compost et terreau (+ 3 226 tonnes, + 22 %).

La baisse de 9 % des volumes entrants (- 4 390 tonnes) correspond principalement à la baisse des produits provenant du délégant : - 4 563 tonnes soit un impact de l'ordre de - 217 K€ sur le chiffre d'affaires.

Quant à l'effet prix, la baisse globale de 7 %, fait passer le prix unitaire de 49,25 € en 2014 à 45,81 € en 2015. Cette « réduction » tarifaire globale résulte principalement de la chute volontaire du prix de vente de compost & terreaux de 15,84 € (- 27,6 %) et dans une moindre mesure de la baisse du prix de vente du mulch de 24,10 € (- 17,7 %). Ces baisses ne sont pas compensées par la hausse du prix de vente du fumier, paillis... de + 9,37 €. La concurrence reste vive sur le secteur.

• La **mesure de la prise de risque d'exploitation** correspond à la part des ventes de Bordeaux Métropole permettant de couvrir les charges globales. Elle a été déterminée lors de l'établissement du contrat en 2008.

En 2015, la prise de risque prévisionnelle, déterminée à l'avenant n°3, est de 27,4 %, soit un « reste à financer <sup>1</sup> » de 957 K€. La prise de risque réelle pour l'année 2015 est de 37,5 %, en raison d'un décalage du chiffre d'affaires global réalisé et prévisionnel ; décalage huit fois supérieur à l'allègement des charges. Cette tendance reflète bien une prise de risque attendue d'un contrat de délégation de service public.

	Réel 2015	Prévisionnel 2015	Ecart en €	Ecart en %	Réel 2014	Réel 2013
<b>Ventes BM</b>	<b>2 156 207</b>	<b>2 540 537</b>	<b>-384 330</b>	<b>-15,1%</b>	<b>2 372 880</b>	<b>2 451 034</b>
Charges d'exploitation	2 431 112	2 425 337	5 775	0,2%	2 350 117	2 030 383
Dotations aux amortissements	926 739	769 577	157 162	20,4%	897 805	683 523
Charges financières	92 159	302 935	-210 776	-69,6%	123 362	93 426
<b>Total Charges</b>	<b>3 450 009</b>	<b>3 497 849</b>	<b>-47 840</b>	<b>-1,4%</b>	<b>3 371 284</b>	<b>2 807 332</b>
<b>Prise de risque</b>	<b>37,5%</b>	<b>27,4%</b>			<b>29,6%</b>	<b>12,7%</b>
<b>Reste à financer</b>	<b>-1 293 802</b>	<b>-957 312</b>	<b>-336 490</b>		<b>-998 404</b>	<b>-356 298</b>

## C. Les charges d'exploitation et le résultat net

### 1- Analyse des charges d'exploitation

La structure de coûts en 2015 est comparable à celle de 2014, les deux plateformes étant en fonctionnement sur les 12 mois de l'exercice.

- Une analyse en termes de variation des charges de l'exercice 2015 comparées à celles des deux exercices antérieurs est présentée ci-après :

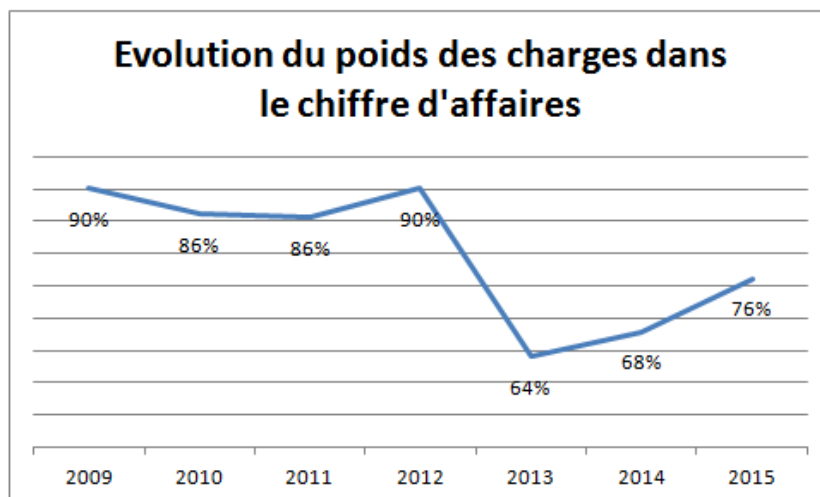
	Valeurs en €			Poids des charges dans le CA en %			2015 Vs 2014		Poids relatif des charges en %		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	Var. ann. €	Var. Ann. en %	2013	2014	2015
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)</b>	<b>3 168 642</b>	<b>3 459 687</b>	<b>3 191 824</b>	<b>100%</b>			<b>-267 863</b>	<b>-8%</b>			
<b>TOTAL DES PRODUITS EXPLOITATION</b>	<b>3 208 935</b>	<b>3 489 405</b>	<b>3 200 207</b>				<b>-289 198</b>	<b>-8%</b>			
Rachat de compost											
Personnel											
Commercialisation	305 602	341 661	354 693	9,64%	9,88%	11,11%	13 032	4%	15,05%	14,54%	14,59%
Production	577 726	651 414	687 590	18,23%	18,83%	21,54%	36 176	6%	28,45%	27,72%	28,28%
Intérim											
Prêt de personnel	64 506	73 191	67 386	2,04%	2,12%	2,11%	-5 805	-8%	3,18%	3,11%	2,77%
Frais de commercialisation											
Charges (local...)											
Promotion / Publicité / Foires	18 836	15 633	46 423	0,59%	0,45%	1,45%	30 790	197%	0,93%	0,67%	1,91%
Frais de déplacement	35 195	31 319	36 403	1,11%	0,91%	1,14%	5 084	16%	1,73%	1,33%	1,50%
Commissions	17 655	36 113	32 358	0,56%	1,04%	1,01%	-3 755	-10%	0,87%	1,54%	1,33%
Dépenses d'exploitation et de gestion	371 715	431 035	432 638	11,73%	12,46%	13,55%	1 603	0%	18,31%	18,34%	17,80%
dont sous-traitance groupe											
Achats pièces et consommables	182 947	173 533	163 253	5,77%	5,02%	5,11%	-10 280	-6%	9,01%	7,38%	6,72%
Travaux et services extérieurs	88 364	168 766	198 172	2,79%	4,88%	6,21%	29 406	17%	4,35%	7,18%	8,15%
Maintenance des équipements	13 801	32 745	44 543	0,44%	0,95%	1,40%	11 799	36%	0,68%	1,39%	1,83%
dont sous-traitance groupe											
Gros entretien	189 117	191 252	197 137	5,97%	5,53%	6,18%	5 885	3%	9,31%	8,14%	8,11%
Aléa carburant / transport											
Frais d'évacuation des résidus et des déchets	17 199	26 250	24 327	0,54%	0,76%	0,76%	-1 923	-7%	0,85%	1,12%	1,00%
Elimination des résidus											
Transport pour évacuation des résidus											
Transport des déchets prébroyés											
Impôts & taxes hors IS	27 877	32 486	19 492	0,88%	0,94%	0,61%	-12 994	-40%	1,37%	1,38%	0,80%
Facturation frais de siège	80 872	108 184	82 639	2,55%	3,13%	2,59%	-25 545	-24%	3,98%	4,60%	3,40%
Loyer terrain et frais de contrôle	38 971	36 535	44 056	1,23%	1,06%	1,38%	7 521	21%	1,92%	1,55%	1,81%
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 030 383</b>	<b>2 350 117</b>	<b>2 431 112</b>	<b>64,08%</b>	<b>67,93%</b>	<b>76,17%</b>	<b>80 995</b>	<b>3%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Les charges d'exploitation sont en hausse de + 3 %, soit + 81 K€ entre 2014 et 2015 alors que dans le même temps, le chiffre d'affaires a diminué de 8 %, soit - 268 K€.

<sup>1</sup> Reste à financer : il s'agit du différentiel entre le chiffre d'affaires en provenance de Bordeaux Métropole et le total des charges d'exploitation, d'amortissement et financières. Ainsi c'est ce qui reste au délégataire à financer par chiffre d'affaires « externe » pour couvrir à minima ses dépenses.

Ainsi la part de ces charges dans le chiffre d'affaires est de 76 % contre 68 % en 2014. Le ratio repart à la hausse depuis 2013 sans atteindre le niveau des années 2009 à 2012.

*Le délégataire rappelle que le faible niveau du poids des charges dans le chiffre d'affaires constaté en 2013 était exceptionnel en raison d'un chiffre d'affaires supérieur au plan d'affaires initial et des coûts d'investissement de la plateforme de la Grande Jaugue limités à 6 mois (mise en service à mi-année).*



- Un zoom sur les 5 postes de dépenses les plus significatives en 2015 est présenté ci-après :

	Rang en 2015	Montant annuel en €			Poids dans le CA en %			2015 Vs 2014		Poids relatif des charges en %		
		2013	2014	2015	2013	2014	2015	Var. ann. €	Var. ann. %	2013	2014	2015
Personnel (global)		947 834	1 066 266	1 109 669	29,9%	30,8%	34,8%	43 403	4,1%	46,7%	45,4%	45,6%
Commercialisation	1	305 602	341 661	354 693								
Production		577 726	651 414	687 590								
Prêt de personnel		64 506	73 191	67 386								
Dépenses d'exploitation et de gestion	2	371 715	431 035	432 638	11,7%	12,5%	13,6%	1 603	0,4%	18,3%	18,3%	17,8%
Gros entretien	3	189 117	191 252	197 137	6,0%	5,5%	6,2%	5 885	3,1%	9,3%	8,1%	8,1%
Achats pièces et consommables	4	182 947	173 533	163 253	5,8%	5,0%	5,1%	-10 280	-5,9%	9,0%	7,4%	6,7%
Travaux et services extérieurs	5	88 364	168 766	198 172	2,8%	4,9%	6,2%	29 406	17,4%	4,4%	7,2%	8,2%
TOTAL des 5 postes charges		1 779 977	2 030 853	2 100 870	56,2%	58,7%	65,8%	70 017	3,4%	87,7%	86,4%	86,4%
Total charges		2 030 383	2 350 117	2 431 112				80 995	3,4%			
scope		87,7%	86,4%	86,4%								

- **Les dépenses de personnel** (1,1 M€) continuent à être le premier poste de charges en 2015 **pesant pour 45,6 % dans le total des charges**, ce qui est constant et caractéristique de l'activité. Elles sont relativement contenues avec une augmentation de 4,1 % par rapport à 2014 soit + 43 K€ dont + 29 K€ liés au coût de rupture du contrat de travail d'un commercial, immédiatement remplacé.

- **Les dépenses d'exploitation et de gestion** (433 K€) se sont accrues de moins de 1 % pesant dans le total des charges 17,8 %.

*Pour ce poste particulièrement dense, l'attention est attirée sur le fait que la méthode de rattachement des postes de charges n'est pas pérenne, ce qui vient troubler l'analyse pour ne pas dire la fausser légèrement. Ainsi, 11 comptes d'une valeur de 52 K€, classés en 2014 en dépenses d'exploitation et de gestion, ont été classés en 2015 en frais de commercialisation, achats de pièces et consommables, gros entretien et services extérieurs. Si la méthode avait été pérenne, la variation du poste aurait été de + 13 %, soit + 56 K€.*

Ont contribué à cette véritable augmentation :

- ☞ Les achats de matières premières (247 K€) nécessaires à la vente de produits dérivés, leur augmentation de 52 K€ entre 2014 et 2015 est due à l'accroissement du volume des produits dérivés.

- **Les dépenses de gros entretien** (197 K€) pèsent pour 8,1 % dans les charges. Ce poste est à analyser conjointement avec celui de « Maintenance et équipement ». Les deux postes ainsi agrégés couvrent les dépenses d'entretien et de réparation des immeubles, du matériel et de l'outillage pour 242 K€ en 2015. L'augmentation de 18 K€ par rapport à l'exercice précédent (+ 12 K€ à destination de l'entretien des immeubles et + 6 K€ relatifs au matériel) s'explique selon le délégataire par la plateforme « vieillissante » du Touban et par la deuxième plateforme mise en service depuis mi-2013.

- **Les travaux et services extérieurs** (198 K€) pèsent pour 8,2 % dans les charges. Ils couvrent les transports sur ventes (194 K€), les transports sur chantiers et sur locations. L'augmentation de 29 K€ concerne à 85 % les seules charges de transports sur ventes et s'explique par la hausse du tonnage vendu et par l'implantation géographique des clients.

- **Les achats de pièces et de consommables** (163 K€) regroupent l'achat de carburant (fuel, gazole et essence). Ce poste continue de décroître : - 5 % en 2014, - 6 % en 2015 ; ce qui s'explique par la baisse du prix des carburants. Néanmoins, toute chose égale par ailleurs, la variation aurait été de - 17 %, deux comptes ayant été rattachés à ce poste en 2015 alors qu'ils l'avaient été au poste de dépenses d'exploitation et de gestion en 2014.

## 2- Le résultat net et le taux de marge global

**Le résultat net** dégagé en 2015 est déficitaire avec - 113 K€, ce qui marque une rupture comparé à l'exercice 2014 (+ 92 K€) et surtout 2013 (+ 537 K€). Le résultat net découle des agrégats suivants :

- L'excédent brut d'exploitation (EBE), avec 769 K€, a diminué de 32 % (- 370 K€) comparativement à 2014, ce qui s'explique par une hausse des charges (+ 3 %, + 81 K€) combinée à une baisse des produits d'exploitation (comprenant le chiffre d'affaires) de 8 % (- 289 K€).
- Le résultat d'exploitation (EBE duquel sont défalquées les dotations aux amortissements) s'est également dégradé de 400 K€ (- 168 %) par rapport à 2014.
- Le résultat courant avant impôts, lequel est obéré des charges financières en baisse, s'est dégradé de 369 K€.
- Le résultat exceptionnel atteint + 132 K€ en 2015 du fait du remboursement d'assurance et de la sortie d'actif d'un cribleur scalpeur détruit par l'incendie (+ 107 K€) ainsi que du fait d'un remboursement d'assurance intervenu en 2015 et relatif à 2014 (+ 25 K€).
- Ainsi, le résultat net s'avère négatif à - 113 K€ après avoir bénéficié d'un crédit d'impôts sur les sociétés de + 6 K€.

	Valeurs en €			Poids des charges dans le CA en %			2015 Vs 2014		Poids relatif des charges en %		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	Var. ann. €	Var. Ann. en %	2013	2014	2015
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES (CA)</b>	<b>3 168 642</b>	<b>3 459 687</b>	<b>3 191 824</b>	<b>100%</b>			<b>-267 863</b>	<b>-8%</b>			
Autre Chiffre d'affaires - refacturation											
Production stockée	33 897	29 417	8 383				-21 034	-72%			
Reprises sur provisions GER											
Autres reprises											
Autres produits	6 396	301	0				-301	-100%			
QP subventions pour investissement											
<b>TOTAL DES PRODUITS EXPLOITATION</b>	<b>3 208 935</b>	<b>3 489 405</b>	<b>3 200 207</b>				<b>-289 198</b>	<b>-8%</b>			
<b>Rachat de compost</b>											
<b>Personnel</b>											
Commercialisation	305 602	341 661	354 693	9,64%	9,88%	11,11%	13 032	4%	15,05%	14,54%	14,59%
Production	577 726	651 414	687 590	18,23%	18,83%	21,54%	36 176	6%	28,45%	27,72%	28,28%
Intérim											
Prêt de personnel	64 506	73 191	67 386	2,04%	2,12%	2,11%	-5 805	-8%	3,18%	3,11%	2,77%
<b>Frais de commercialisation</b>											
Charges (local...)											
Promotion / Publicité / Foires	18 836	15 633	46 423	0,59%	0,45%	1,45%	30 790	197%	0,93%	0,67%	1,91%
Frais de déplacement	35 195	31 319	36 403	1,11%	0,91%	1,14%	5 084	16%	1,73%	1,33%	1,50%
Commissions	17 655	36 113	32 358	0,56%	1,04%	1,01%	-3 755	-10%	0,87%	1,54%	1,33%
<b>Dépenses d'exploitation et de gestion</b>	<b>371 715</b>	<b>431 035</b>	<b>432 638</b>	<b>11,73%</b>	<b>12,46%</b>	<b>13,55%</b>	<b>1 603</b>	<b>0%</b>	<b>18,31%</b>	<b>18,34%</b>	<b>17,80%</b>
dont sous-traitance groupe											
<b>Achats pièces et consommables</b>	<b>182 947</b>	<b>173 533</b>	<b>163 253</b>	<b>5,77%</b>	<b>5,02%</b>	<b>5,11%</b>	<b>-10 280</b>	<b>-6%</b>	<b>9,01%</b>	<b>7,38%</b>	<b>6,72%</b>
Travaux et services extérieurs	88 364	168 766	198 172	2,79%	4,88%	6,21%	29 406	17%	4,35%	7,18%	8,15%
Maintenance des équipements	13 801	32 745	44 543	0,44%	0,95%	1,40%	11 799	36%	0,68%	1,39%	1,83%
dont sous-traitance groupe											
<b>Gros entretien</b>	<b>189 117</b>	<b>191 252</b>	<b>197 137</b>	<b>5,97%</b>	<b>5,53%</b>	<b>6,18%</b>	<b>5 885</b>	<b>3%</b>	<b>9,31%</b>	<b>8,14%</b>	<b>8,11%</b>
Aléa carburant / transport											
Frais d'évacuation des résidus et des déchets	17 199	26 250	24 327	0,54%	0,76%	0,76%	-1 923	-7%	0,85%	1,12%	1,00%
Elimination des résidus											
Transport pour évacuation des résidus											
Transport des déchets prébroyés											
Impôts & taxes hors IS	27 877	32 486	19 492	0,88%	0,94%	0,61%	-12 994	-40%	1,37%	1,38%	0,80%
Facturation frais de siège	80 872	108 184	82 639	2,55%	3,13%	2,59%	-25 545	-24%	3,98%	4,60%	3,40%
Loyer terrain et frais de contrôle	38 971	36 535	44 056	1,23%	1,06%	1,38%	7 521	21%	1,92%	1,55%	1,81%
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 030 383</b>	<b>2 350 117</b>	<b>2 431 112</b>	<b>64,08%</b>	<b>67,93%</b>	<b>76,17%</b>	<b>80 995</b>	<b>3%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
dont sous-traitance groupe											
dont frais de siège	80 872	108 184	82 639				-25 545	-24%			
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	<b>1 178 552</b>	<b>1 139 288</b>	<b>769 095</b>	<b>37%</b>	<b>33%</b>	<b>22%</b>	<b>-370 193</b>	<b>-32%</b>			
Dotations aux amortissements	683 524	897 805	926 739	22%	26%	29%	28 934	3%			
Dotations aux provisions pour renouvellement				0%	0%	0%					
Autres dotations aux provisions		3 041	4 121	0%	0%	0%	1 079	35%			
Redevances de crédit-bail				0%	0%	0%					
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (RE)</b>	<b>495 028</b>	<b>238 442</b>	<b>-161 764</b>	<b>16%</b>	<b>7%</b>	<b>-5%</b>	<b>-400 206</b>	<b>-168%</b>			
Charges financières	93 426	123 362	92 159	3%	4%	3%	-31 204	-25%			
Produits financiers	15 007	2 797	2 861	0%	0%	0%	65	2%			
<b>RESULTAT FINANCIER (RF)</b>	<b>-78 418</b>	<b>-120 566</b>	<b>-89 298</b>	<b>-2%</b>	<b>-3%</b>	<b>-3%</b>	<b>31 268</b>	<b>-26%</b>			
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (RCAI)</b>	<b>416 610</b>	<b>117 876</b>	<b>-251 062</b>	<b>13%</b>	<b>3%</b>	<b>-8%</b>	<b>-368 938</b>	<b>-313%</b>			
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (REX)</b>	<b>155 098</b>	<b>14 564</b>	<b>131 737</b>	<b>5%</b>	<b>0%</b>	<b>4%</b>	<b>117 173</b>	<b>805%</b>			
<b>IMPOT SUR LES SOCIETES</b>	<b>34 619</b>	<b>40 530</b>	<b>-5 910</b>	<b>1%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>	<b>-46 440</b>	<b>-115%</b>			
<b>RESULTAT NET (RN)</b>	<b>537 088</b>	<b>91 910</b>	<b>-113 415</b>	<b>17%</b>	<b>3%</b>	<b>-4%</b>	<b>-205 325</b>	<b>-223%</b>			
Résultat net / Chiffre d'Affaires	17%	3%	-4%				-6%	-234%			
EBE / Chiffre d'Affaires	37%	33%	24%				-9%	-27%			
Taux de Marge Globale = RCAI / CA	13,1%	3,4%	-7,9%				-11%	-331%			
moyenne TMG	-3,3%	-2,2%	-3,0%								
tot chges/ tot Pdt x°	63,27%	67,35%	75,97%								

Le Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) qui correspond à la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier est l'agrégat financier retenu dans le cadre de la convention d'exploitation non détachable du bail emphytéotique administratif pour calculer le taux de marge ainsi que le partage des gains de productivité. En 2015, le RCAI est négatif et s'élève à – 251 K€, comparé à + 118 K€ en 2014.

**Le taux de marge global**, défini contractuellement, est calculé par le rapport du résultat courant avant impôts sur le chiffre d'affaires. Il s'établit à - 7,9 % en 2015 contre + 3,4 % en 2014. Au plan d'affaires de référence (avenant 3), il est prévu à 4,5 % pour l'exercice 2015.

### 3- Le comparatif réel et plan d'affaires de référence (avenant 3)

Toute comparaison est biaisée du fait que le plan d'affaires avait été dressé « toute chose égale par ailleurs ».

Le chiffre d'affaires 2015 (3,19 M€) est significativement inférieur au chiffre d'affaires prévisionnel (3,65 M€) soit 460 K€ d'écart (- 12,6 %). Ce décalage défavorable résulte des évolutions suivantes :

- Sur les ventes de compost et terreau, le tonnage réalisé (17 887 tonnes) est supérieur au prévisionnel (16 610 tonnes) à hauteur de 1 277 tonnes et le prix réalisé (41,54 €) s'avère supérieur au prévu moyen (37,86 €); il en résulte un chiffre d'affaires réalisé sur ce produit (743 K€) plus fort que prévu (629 K€) de 114 K€.

- Sur les recettes "autres", le plan d'affaires prévoyait des refus de criblage pour 41 K€ de recette qui n'a pas du tout été réalisée ; par ailleurs, la combinaison des différentiels de prix et de volumes sur

le Mulch, les souches, la terre, le paillis, le fumier conduit à un chiffre d'affaires réalisé inférieur au prévu pour 42 K€.

- Concernant les déchets verts, les volumes entrants réels de l'exercice 2015 sont de 46 277 tonnes (hors souches) pour un objectif fixé à l'avenant de 52 000 tonnes, soit un différentiel négatif de 5 723 tonnes (4 148 tonnes Bordeaux Métropole et 1 575 tonnes "Autres") qui, sur la base des prix unitaires pratiqués en 2015 (47,60 € et 43,62 €), prive d'un chiffre d'affaires de 266 K€.

- L'évolution de l'indice des prix servant à la revalorisation du prix de la tonne de déchets verts est plus faible que prévu (47,60 € en 2015 contre 51,38 € prévu) ; il en résulte un chiffre d'affaires sur le tonnage réalisé en 2015 (45 300) minoré de 171 K€ porté à 187 K€ sur le tonnage prévu.

- Enfin, le différentiel de prix unitaire sur les autres clients (43,62 € contre 58,58 €) minore le chiffre d'affaires de 15 K€ sur le tonnage réalisé et de 38 K€ sur le tonnage prévu.

Quant aux charges d'exploitation (hors dotations), elles augmentent mais faiblement : + 6 K€ soit + 0,2 %. Pour rappel, lors du précédent exercice, les charges d'exploitation réelles étaient supérieures à celles prévues à hauteur de 122 K€ soit + 5,5 %. Néanmoins, la faible évolution des charges d'exploitation constatée en 2015 est à relativiser car sans le poste "impôts et taxes", les charges d'exploitation s'accroissent de 187 K€ soit + 8 %.

Sont supérieures aux charges prévues, les charges réalisées de personnel (+ 8 K€), les frais de commercialisation (+ 58 K€), les dépenses d'exploitation et de gestion (+ 170 K€), la maintenance des équipements et le gros entretien (+ 87 K€), le loyer terrain et frais de contrôle (+ 6 K€). Sont inférieures aux charges prévues, les charges réalisées de frais d'évacuation des résidus (- 62 K€), les achats de pièces et consommables (- 49 K€), les travaux services extérieurs (- 23 K€), les impôts et taxes (- 181 K€) et les facturations de frais de siège (- 8 K€).

*L'attention est attirée sur le fait que la méthode de rattachement des postes de charges n'est pas pérenne, ce qui vient troubler l'analyse pour ne pas dire la fausser légèrement (cf. paragraphe 2 supra).*

Au final, sous l'impact principal de l'évolution défavorable du chiffre d'affaires, l'EBE réalisé est significativement inférieur à celui prévu (- 37 %, - 459 K€) se fixant à + 769 K€. Par rapport au prévisionnel, les dotations aux amortissements et aux provisions s'avèrent supérieures (+ 141 K€). Le résultat d'exploitation devient déficitaire (- 162 K€ contre + 439 K€ prévus). Le résultat financier est de - 89 K€ contre - 275 K€ au prévisionnel. Le RCAI atteint - 251 K€ contre + 164 K€ prévu. Le résultat net s'élève à - 230 K€ contre + 109 K€ au prévisionnel, soit un différentiel de - 340 K€. Sur l'année 2015, l'équilibre financier se dégrade par rapport au prévisionnel. Les résultats et le taux de marge deviennent négatifs et s'éloignent du prévisionnel.

en Euros										
ANNEE	Site	REEL			BP (Avenant 3)			ECART REEL - BP		
		2015			2015			2015		
		Qté	PU	Total	Qté	PU	Total	Qté	PU	Total
<b>Recettes compost</b>										
Compost	Touhan GJ	17 887	41,54	743 019	6 900	50,39	347 693	10 987	-8,85	395 325
Compost					9 710	28,95	281 076			-281 076
<b>Recettes autres</b>										
Mulch		864	112,19	96 960	1 000	61	60 959	-136	51,23	36 002
Souches		194	59,72	11 586	800	50	40 359	-606	9,27	-28 773
Terre, terreau, paillis, fumier		4 450	31,78	141 425	5 520	34	190 449	-1 070	-2,72	-49 024
Refus criblage					2 600	16	41 399	-2 600	-15,92	-41 399
<b>Déchets verts</b>										
Bordeaux Métropole		45 300	47,60	2 156 207	49 447	48,82	2 413 982	-4 148	-1,22	-257 775
révision du prix					49 447	2,56	126 555	39,74		-126 555
Autres clients		977	43,62	42 627	2 553	58,58	149 537	-1 575	-14,96	-106 909
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		<b>69 672</b>	<b>45,81</b>	<b>3 191 824</b>	<b>127 978</b>	<b>29</b>	<b>3 652 009</b>	<b>852</b>		<b>-460 185</b>
<b>Tonnes compost vendues</b>		<b>23 201</b>			<b>16 610</b>			<b>10 987</b>		
<b>Tonnes déchets verts traitées</b>		<b>46 471</b>			<b>52 000</b>			<b>-5 723</b>		
autre chiffre d'affaires				0						
Production stockée				8 383			1 754	0		6 629
Reprises sur provisions GER				0			0			
Autres reprises				0			0			
Autres produits				0			0			
QP subventions pour investissement				0			0			
<b>TOTAL DES PRODUITS EXPLOITATION</b>				<b>3 200 207</b>			<b>3 653 763</b>			<b>-453 556</b>
<b>Rachat de compost</b>										0
<b>Personnel</b>				<b>1 109 669</b>			<b>1 101 515</b>			<b>8 154</b>
Commercialisation				354 693			496 320			-141 627
Production				687 590			605 195			82 395
Intérim				0						0
Prêt de personnel				67 386						67 386
<b>Frais de commercialisation</b>				0						0
Charges (local...)				0						0
Promotion / Publicité				46 423			6 293			40 130
Frais de déplacement				36 403			14 225			22 178
Commissions (redevance)				32 358			36 238			-3 880
<b>Dépenses d'exploitation et de gestion</b>				<b>432 638</b>			<b>262 506</b>			<b>170 133</b>
dont sous-traitance groupe				0			0			0
<b>Achats pièces et consommables</b>				163 253			212 863			-49 610
<b>Travaux et services extérieurs</b>				198 172			221 172			-23 000
<b>Maintenance des équipements</b>				44 543			10 382			34 162
dont sous-traitance groupe				0			0			0
<b>Gros entretien</b>				197 137			144 918			52 219
Aléa carburant / transport				0			0			0
<b>Frais d'évacuation des résidus et des déchets</b>				24 327			0			24 327
Elimination des résidus				0			79 560			-79 560
Transport pour évacuation des résidus				0			7 168			-7 168
<b>Transport des déchets préhyrés</b>				0			0			0
<b>Impôts &amp; taxes hors IS</b>				19 492			200 573			-181 081
Facturation frais de siège				82 639			90 686			-8 047
Loyer terrain et frais de contrôle				44 056			37 238			6 818
<b>TOTAL DES CHARGES</b>				<b>2 431 112</b>			<b>2 425 337</b>			<b>5 775</b>
dont sous-traitance groupe				0			0			0
dont frais de siège				82 639			90 686			-8 047
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>				<b>769 095</b>			<b>1 228 426</b>			<b>-459 331</b>
Dotations aux amortissements				926 739			769 577			157 162
Dotations aux provisions pour renouvellement				0			0			0
Autres dotations aux provisions				4 121			20 000			-15 879
Redevances de crédit-bail				0			0			0
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>				<b>-161 764</b>			<b>438 849</b>			<b>-600 613</b>
Charges financières				92 159			302 935			-210 776
Produits financiers				2 861			27 834			-24 973
<b>RESULTAT FINANCIER</b>				<b>-89 298</b>			<b>-275 101</b>			<b>185 803</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>				<b>-251 062</b>			<b>163 748</b>			<b>-414 810</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>				<b>14 564</b>			<b>0</b>			<b>14 564</b>
<b>IMPOT SUR LES SOCIETES</b>				<b>-5 910</b>			<b>54 583</b>			<b>-60 493</b>
<b>RESULTAT NET</b>				<b>-230 588</b>			<b>109 165</b>			<b>-339 753</b>
Résultat net / CA				-7,2%			3,0%			
EBE/ CA				24,1%			33,6%			
TMG = RCAI/ CA				-7,9%			4,5%			

#### 4- Calcul de la clause de partage des gains de productivité

La clause de partage des gains de productivité (article 10.2 de l'avenant 3 de la convention d'exploitation non détachable du bail emphytéotique administratif) est conditionnée à la réalisation de trois éléments cumulatifs :

- RCAI cumulé est positif,
- RCAI positif est supérieur à celui prévu dans les comptes d'exploitation prévisionnels,
- RCAI de l'exercice considéré est positif.

Pour l'année 2015, le RCAI réalisé est négatif avec - 251 K€ ; le RCAI réalisé cumulé à compter de l'avenant n°3 effectif en 2013 demeure positif à + 283 K€ et le RCAI de l'exercice est inférieur à celui prévu dans les comptes d'exploitation prévisionnels (+ 164 K€).



Ainsi les trois conditions précitées, nécessaires à l'attribution du partage des gains de productivité, n'étant pas toutes réunies, il n'y a pas lieu de calculer le partage des gains de productivité.

## **SYNTHESE :**

L'année 2015 est la deuxième année de fonctionnement de la phase 1 avec 22 000 T/an sur Grande Jaugue et 30 000 T/an sur Touban.

L'analyse financière du compte d'exploitation montre que le RCAI (résultat courant avant impôts) réel est en décalage par rapport à celui établi dans le plan d'affaires. De plus, l'analyse du bilan révèle que le volume global de stock reste en discussion.

L'analyse financière du compte de résultat met en exergue une dégradation du chiffre d'affaires en 2015 par rapport à 2014 (- 8 % soit - 268 K€).

Cette tendance baissière résulte de l'effet combiné :

- du volume des produits entrants (- 9 % soit 4 390 tonnes) et plus particulièrement des produits provenant du délégant (- 4 563 tonnes soit un impact de - 217 K€ sur le chiffre d'affaires),
- du prix unitaire moyen global (- 7 %).

Bordeaux Métropole reste prépondérante dans la part de chiffre d'affaires (68 %). Néanmoins, la prise de risque sur l'exercice 2015 est avérée avec 37 %, soit 10 points de plus que la prise de risque prévisionnelle.

Enfin, les charges d'exploitation augmentent de 3 % en 2015, ce qui est contenu par rapport à l'exercice précédent (+ 16 %) qui supportait en année pleine l'ouverture de la seconde plateforme.

Les indicateurs surveillés dans le tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG) sont particulièrement baissiers en comparaison de 2014 et du plan d'affaires (avenant n°3) ; le résultat net est désormais négatif à - 113 K€.

En conséquence, le taux de marge global est de - 7,9 % contre + 4,5 % au prévisionnel.

Les moindres résultats 2015 ne permettent donc pas de partager les gains de productivité.



# La société Rive Droite Environnement

## RESUME

La présente analyse financière de la société Rive Droite Environnement est basée sur les comptes annuels 2015, le compte d'exploitation prévisionnel 2009-2020, la liasse fiscale et le compte rendu annuel 2015 du délégataire.

Rive Droite Environnement est le délégataire de service public de Bordeaux Métropole. Cette délégation porte d'une part, sur l'incinération des déchets et, d'autre part, sur la production et la distribution de chaleur du réseau desservant le plateau des Hauts de Garonne.

L'analyse financière réalisée s'appuie sur le contrat d'affermage signé le 10 décembre 2008, pour prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, ainsi que sur ses cinq avenants, et vise à en contrôler le respect.

Ce septième exercice se solde par un résultat net négatif de – 0,564 M€, l'écart se creuse de 0,990 M€ par rapport à 2014. Le total des produits a augmenté de 0,539 M€ mais les charges d'exploitation se sont alourdies dans des proportions plus importantes : + 1,532 M€ (+ 11,3 %). L'Excédent Brut d'Exploitation demeure positif mais en baisse à + 1,569 M€. Les dotations aux amortissements de 1,950 M€, le résultat financier (charge) de – 0,238 M€ et l'impôt société créateur de 0,055 M€ soit un total de 2,133 M€ viennent grever l'EBE.

Par comparaison au plan d'affaires, sur la période 2009-2015, le chiffre d'affaires affiche un retard de 14 % sur 2015 et 12 % au cumul, notamment à cause du décalage de mise en service du Turbo Alternateur pour la vente d'électricité via l'usine d'incinération, du choix de fonctionner en mode « dispatchable » pour la production d'électricité via la chaufferie et des pannes répétées et longues sur la turbine . Par ailleurs, les charges d'exploitation même si elles s'avèrent supérieures de 3 % au budget annuel, demeurent inférieures de 6 % au budget cumulé. Ces évolutions dégradent le résultat net et l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), ratio utilisé pour calculer la clause de partage des gains de productivité. Compte tenu des résultats 2015, cette clause n'est pas activée.

## I. PREAMBULE

- RAPPEL HISTORIQUE SUR LE CONTRAT ET PARTICULARITES

La Communauté urbaine a décidé, par délibération en date du 28 novembre 2008, de désigner le groupement Soval Dalkia délégataire de service public. Ce contrat a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour une durée de 12 ans.

L'objet de la délégation porte sur l'exploitation simultanée, d'une part, d'un service d'incinération des déchets, et d'autre part, d'un chauffage urbain.

Le contrat, aux risques et périls du délégataire, est qualifié d'affermage avec îlots concessifs. En effet, l'usine d'incinération et le réseau de chauffage existant constituent l'affermage. En revanche, la réalisation de travaux tant sur le réseau, qu'en sous stations et à l'usine (Groupe Turbo Alternateur et autres) devient concessive (passage en basse pression, raccordement nouveaux abonnés). Le fermier se voit confier les travaux d'entretien, les travaux de modification et de 1<sup>er</sup> établissement sur l'usine d'incinération mais les autres travaux (chaufferie biomasse par exemple) sont du ressort de la Métropole.

Bordeaux Métropole est engagée à apporter au moins 90 000 tonnes de déchets par an à l'usine d'incinération (article 12.2 garantie d'apport des déchets ménagers). Les apporteurs principaux sont BM, le SIVOM rive droite, VEOLIA agence de Bègles et Pompignac.

Depuis le début du contrat, **cinq avenants** ont été passés.

- L'avenant N°1 signé le 15 juin 2009 et notifié le 23 juin 2009 a porté sur :
  - **La création de la société ad hoc** (Rive Droite Environnement) dédiée à la délégation comme prévu au contrat avant le 30 juin 2009 se substituant dans l'intégralité des droits et obligations du délégataire (groupement Soval Dalkia). La société a bien été immatriculée le 28 janvier 2009.
  - La subdélégation (Rive Droite Énergie) d'une partie du service public concernant la gestion du service de production d'électricité de la turbine à gaz, de la production de chaleur des chaufferies et l'ensemble de la distribution de chaleur.
  - La levée par la Communauté urbaine de l'option « **efficacité énergétique de l'incinération des déchets** ». Sa mise en œuvre permet un ratio « efficacité énergétique » supérieure à 0,60 (cf. article 61 du contrat). Cette option comprend le remplacement du groupe turbo alternateur existant par un groupe turbo alternateur à contre-pression.
  - La levée de l'option « **rénovation de la cogénération** » consiste en la modernisation des installations de cogénération existantes avec ajout d'une turbine à vapeur et le renouvellement du contrat de vente d'électricité en option d'achat avant le 1<sup>er</sup> novembre 2012.

Ces deux levées d'option ont donné lieu à un nouveau plan d'affaires annexé au contrat en lieu et place du précédent.

- L'avenant N°2, approuvé le 22 décembre 2009, est venu préciser les **conditions de réduction des Unités de Répartition Forfaitaires (U.R.F)** d'un abonné en fonction de travaux d'amélioration de son bâtiment. Cet avenant a pris en compte la disparition et la révision de certains indices et leur remplacement.

Du fait que l'avenant n°1 ait prévu une subdélégation, la lecture du compte de résultat global présente les particularités suivantes :

- C'est le délégataire (usine d'incinération) qui a pris à sa charge tous les contrats (eau, électricité, personnel, téléphone, ...)
- C'est au subdélégataire (le réseau de chaleur) que le délégataire refacture les charges qui lui incombent.
- Dans le compte de résultat de l'usine d'incinération la recette de vente de chaleur représente une charge pour le subdélégataire (réseau) qui achète cette énergie au délégataire.
- L'avenant N°3 signé le 31 janvier 2011 et notifié le 18 février 2011, a porté sur :
  - La prise d'acte de **l'installation aux frais du délégataire d'un complément d'équipement pour le traitement des oxydes d'azote (NOx)**, permettant ainsi à la Communauté urbaine de bénéficier du taux réduit de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes comme prévu dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011 en contrepartie du retard pris par le délégataire dans la mise en place du groupe turbo alternateur.
  - Dans un second temps, il fixe à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2011 la **mise en place du groupe turbo alternateur** et l'application des pénalités éventuelles.
- L'avenant N°4 en date du 10 août 2011 et notifié le 6 septembre 2011, a porté sur la **modification du périmètre de la délégation** afin de permettre au délégataire de cibler et d'exporter la chaleur du réseau à d'autres abonnés. En outre, le bordereau de prix (annexe 12 du contrat) est complété.
- L'avenant N°5, signé le 17 janvier 2014, a porté sur la modification des modalités de paiement (article 65) et du bordereau des prix associés (annexe 12) dans le cadre particulier des **raccordements de grande ampleur**, et ceci pour s'inscrire dans les objectifs communautaires de démarche volontaire de développement des énergies renouvelables. L'opération de raccordement de la cité Carriet, à Lormont, entre dans le cadre des raccordements de grande ampleur.

#### • FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

L'année 2015 a été marquée par un arrêt de la turbine de 8 mois entraînant une baisse significative de la production d'électricité ainsi que de nombreuses fuites sur la partie Réseau occasionnant des travaux importants de réparation.

Sur un plan économique, l'année 2015 a été encore plus difficile qu'en 2014. Le chiffre d'affaires relatif au chauffage urbain s'est étoffé de près de 9 % (+ 0,631 M€) mais celui de l'incinération a chuté de plus de 13 % (- 1,177 M€) ; il en résulte un chiffre d'affaires global en baisse de 3,4 % (- 0,546 M€).

2015 est marquée positivement par l'arrivée de nouveaux abonnés du fait du raccordement au réseau de la résidence les Akenes (Lormont) et la Résidence pour personnes âgées (RPA) Victor Hugo (Lormont). Par ailleurs, les nouveaux raccordements en 2014, Résidence Carriet et Ugecam, sont comptabilisés en année pleine en 2015. Ainsi, Les produits en découlant augmentent de 197 K€ en 2015 pour représenter 284 K€.

#### • LE PATRIMOINE IMMOBILIER

S'agissant d'un affermage pour ce qui concerne l'usine et l'existant du réseau, le délégataire a choisi de ne pas faire figurer au bilan de son activité l'intégralité des biens immobilisés ; ainsi seuls les biens concessifs apparaissent dans la liasse fiscale.

- L'usine d'incinération (Rive Droite Environnement) inscrit à son actif **3,8 M€ d'investissements nets** à fin 2015, (correspondant principalement au Groupe Turbo Alternateur acquis en 2011 et dont le coût s'est élevé à 6,4 M€).
- Le chauffage urbain (Rive Droite Energie) compte **14,5 M€ d'investissements nets** au 31 décembre 2015, (dont 13,3 M€ concernent les biens du domaine concédé) : il s'agit principalement des travaux de passage en basse pression au cours de l'année 2009.

Le délégataire gère les investissements qu'il finance lui-même et les fait figurer à l'actif du bilan en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations seront remises à la métropole bordelaise à titre gratuit et en état de fonctionnement à l'échéance du contrat (article 93).

Seules les immobilisations dites « renouvelables » devraient faire l'objet d'un amortissement industriel. Toutefois, le délégataire a préféré ne pas constater d'amortissement qui viendrait minorer l'actif, mais pratiquer une provision pour garantie contractuelle qui sera gérée à l'identique des biens du domaine affermé (géré par Bordeaux Métropole).

Un amortissement financier, appelé « provision pour reconstitution des capitaux investis » (PRCI) est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé (renouvelable ou non) et augmente chaque année de la dotation pour reconstitution du capital investi.

Les investissements augmentent de 2 % en passant de 13 044 K€ à 13 306 K€, et dans le même temps, la dotation aux amortissements de ces biens, augmente de 29 %. Cette évolution significative des amortissements s'explique par les acquisitions massives effectuées courant 2014 et dont les amortissements sont désormais en année pleine. Ainsi, la provision pour reconstitution des capitaux investis s'élève à 6 431 K€ en 2015.

en K€	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Immobilisations biens du domaine concédé	10 395	10 395	10 573	10 605	10 788	13 044	13 306
dotation pour reconstitution du capital	352	913	918	933	941	1 036	1 338
P.R.C.I amortissement de caducité	352	1 265	2 183	3 116	4 057	5 094	6 431

## • LE PERIMETRE

Il est géographiquement situé sur les communes de Canon (Usine de Valorisation Energétique et chaufferie), Floirac et Lormont (chaufferie de secours).

- Le périmètre de la délégation (usine de Valorisation Energétique) est constitué de l'ensemble de l'usine d'incinération et ses annexes (bâtiment aéro-réfrigérant, livraison de boues, hall de réception des déchets, bâtiment fours chaudières,...), le bâtiment traitement des fumées, la cheminée d'évacuation des fumées, le bâtiment administratif, et les abords clôturés. L'unité de vitrification a été démantelée par la CUB en 2010.
- Le périmètre de la subdélégation (réseau de chaleur) comprend la chaufferie principale avec cogénération, le réseau primaire et les sous stations. Le réseau secondaire, en aval de l'échangeur de la sous-station (radiateur par exemple) est en dehors du champ de la délégation de service public.

Pour rappel, en 2009, le délégataire avait réalisé d'importants travaux sur le réseau de chaleur (10,4 M€) notamment pour le passage en basse pression et le changement de sous stations.

## • CONTROLES EFFECTUES

Le compte rendu technique et financier annuel (CRTF) a été transmis à la Métropole conformément à l'article 83 du contrat : liasse fiscale, bilan, et compte d'exploitation analytique, rappel des différents tarifs appliqués.

*Nous sommes en attente des rapports du commissaire aux comptes au moment de la rédaction de ce rapport.*

Le rapprochement entre la balance générale et la liasse fiscale d'une part et le compte rendu annuel et la balance générale d'autre part, a été effectué pour Rive Droite Environnement et Rive Droite Energie.

La répartition analytique établie pour le compte rendu annuel entraine des écarts ligne à ligne avec les comptes de la balance générale.

Toutefois, le délégataire a expliqué les écarts pour raccorder les comptes de résultat présentés dans le compte rendu annuel et ceux figurant aux comptes sociaux, ce qui est validé par le présent contrôle.

- **Pour Rive Droite Environnement**, après annulation d'un retraitement d'impôt effectué dans la version initiale du CRTF, il n'y a pas d'écart entre le résultat de la balance générale et celui des comptes de la délégation : **- 684 K€**.
- **Pour Rive Droite Énergie**, l'écart de – 570 K€ sur le résultat net provient de l'ajustement des frais de siège (- 322 K€), de l'annulation de la dotation aux amortissements de caducité sur dépenses P3 de gros entretien et réparation (- 417 K€), de charges sur achats sous-traitance P3 (44 K€) et de charges financières (116 K€) et autres éléments (9 K€). Ainsi le résultat net passe de - 451 K€ à la balance générale à **+ 119 K€** dans les comptes de la délégation.

Il est à noter que le délégataire a continué à fournir, à l'instar des années précédentes et depuis la demande faite par Bordeaux Métropole, le suivi des opérations réciproques entre la délégation et la subdélégation afin de sécuriser la clôture des exercices sur le compte de résultat consolidé.

## **II. LES PRODUITS**

Les recettes de l'exercice 2015 du délégataire résultent d'une part, des prestations fournies par l'usine d'incinération (consistant en la vente de la prestation traitement d'ordures ménagères et boues) soit environ 50 % du chiffre d'affaires réel total et de la vente de l'électricité produite par le groupe turbo alternateur de l'usine d'incinération. D'autre part, les recettes proviennent du réseau, en particulier, de la vente d'électricité issue de la cogénération gaz ainsi que des produits de la vente de chaleur R1 (part variable ou consommation) et R2 (part fixe ou abonnement). Ainsi les recettes du réseau de chaleur représentent 50 % du chiffre d'affaires réel total.

En 2015, les principaux apporteurs de déchets sont Bordeaux Métropole (BM), SIVOM (rive droite), SEMOCTOM, Véolia recyclage et valorisation des déchets, unités de Bègles et de Pompignac.

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires par activité une fois les opérations réciproques prises en compte, ainsi que les produits d'exploitation de la délégation.

Libellé \ années	Réalisé 2013		Réalisé 2014		Réalisé 2015		Evolution du réalisé 2015 Vs 2014		Budget 2015		Evolution 2015 réalisé Vs budget	
	€	% sur total réel	€	% sur total réel	€	% sur total réel	en valeur	en %	€	%	en valeur	en %
<b>Incinération</b>	<b>8 766 224</b>	<b>52,8%</b>	<b>8 918 069</b>	<b>55,5%</b>	<b>7 740 690</b>	<b>49,8%</b>	<b>-1 177 379</b>	<b>-13,2%</b>	<b>8 528 776</b>	<b>47%</b>	<b>-788 086</b>	<b>-9,2%</b>
Prestation de boues	6 873		248		0		-248	-100,0%	547 760		-547 760	-100,0%
Vente Ordures Ménagères CUB	5 763 796		5 687 829		5 501 100		-186 730	-3,3%	4 123 800		1 377 300	33,4%
Vente Ordures Ménagères hors CUB	1 481 340		1 762 706		1 281 801		-480 905	-27,3%	2 160 000		-878 199	-40,7%
Vente ferrailles mâchefers	-1 911		2 289		1 625		-664	-29,0%	0		1 625	N/A
Vente électricité	1 024 339		951 414		468 134		-483 280	-50,8%	1 697 216		-1 229 082	-72,4%
TGAP	491 788		513 582		488 030		-25 552	-5,0%	0		488 030	N/A
											0	
<b>Chauffage Urbain</b>	<b>7 843 714</b>	<b>47,2%</b>	<b>7 162 648</b>	<b>44,5%</b>	<b>7 793 649</b>	<b>50,2%</b>	<b>631 002</b>	<b>8,8%</b>	<b>9 565 620</b>	<b>53%</b>	<b>-1 771 971</b>	<b>-18,5%</b>
R1	3 064 204		2 510 878		2 840 631		329 752	13,1%	2 733 750		106 881	3,9%
R2	3 613 162		3 760 196		4 049 285		289 089	7,7%	3 889 000		160 285	4,1%
Vente d'électricité (cogénération)	1 151 044		842 671		897 637		54 966	6,5%	2 822 870		-1 925 233	-68,2%
Ventes complémentaires DSP	1 600		40 000		4 800		-35 200	-88,0%	120 000		-115 200	-96,0%
Ventes complémentaires hors DSP	13 704		8 902		1 297		-7 606	-85,4%	0		1 297	N/A
Travaux de raccordement	0		0		0		0	N/A	0		0	N/A
											0	
<b>Total Chiffre d'Affaires</b>	<b>16 609 938</b>	<b>100,0%</b>	<b>16 080 716</b>	<b>100,0%</b>	<b>15 534 339</b>	<b>100,0%</b>	<b>-546 377</b>	<b>-3,4%</b>	<b>18 094 396</b>	<b>100%</b>	<b>-2 560 057</b>	<b>-14,1%</b>
Production stockée	0		0		0		0	N/A			0	N/A
Reprise sur provisions GER	0		0		0		0	N/A			0	N/A
Variation de travaux en cours	-55 370		0		0		0	N/A			0	N/A
Autres reprises	-190 000		-100 000		-92 500		7 500	-7,5%			-92 500	N/A
Droits de raccordement (étalés)	16 738		86 951		284 365		197 414	227,0%			284 365	N/A
Quote part des Subventions pour	6 638		30 035		133 516		103 481	344,5%			133 516	N/A
Prise en charge dépenses sur sinistre	0		0		0		0	N/A			0	N/A
Produit sur excédent CO <sup>2</sup>	-5 227		17 445		9 902		-7 544	-43,2%			9 902	N/A
Rétrocession gaz à R D Environnement			-80 000		0		80 000	-100,0%			0	
Produit UIOM sur production électrique	50 000		100 000		100 000		0	0,0%			100 000	
Autres produits	0		37 745		742 266		704 521	1866,5%	121 840		620 426	509,2%
...												
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>16 432 717</b>		<b>16 172 893</b>		<b>16 711 888</b>		<b>538 995</b>	<b>3,3%</b>	<b>18 216 236</b>		<b>-1 504 348</b>	<b>-8,3%</b>

### A. L'usine d'incinération (unité de valorisation énergétique – UVE)

Les recettes de 2015 s'élèvent à 7,741 M€ soit un recul de 13,2 % (- 1,177 M€) par rapport à l'année 2014. Elles sont également inférieures de 9,2 % (- 0,788 M€) par rapport au budget qui était de 8,529 M€.

De même, le chiffre d'affaires réel cumulé (2009-2015), d'un montant de 55,140 M€, reste légèrement inférieur de 2,1 % (1,167 M€) aux prévisions qui étaient de 56,307 M€ pour la même période.

Les principales sources d'écart au plan d'affaires et/ou à l'exercice précédent sont expliquées ci-après :

#### Prestations de boues

Il s'agit de l'incinération des boues issues des stations d'épuration de Bordeaux Métropole exploitées par la Lyonnaise des Eaux et prévues au plan d'affaires.

L'apporteur utilise maintenant d'autres débouchés pour la valorisation des boues. Ainsi, depuis l'exercice 2013, il n'y a eu aucun apport de boues des stations d'épuration.

#### Ventes d'ordures ménagères (BM et hors BM)

Les apports prévisionnels inscrits au plan d'affaires sont de 120 000 tonnes, 90 000 tonnes pour BM (75 %) et 30 000 tonnes pour le hors BM (25 %), constituant le vide de four et correspondant à la part de risque du délégataire. L'unité de valorisation énergétique a reçu, en 2015, 102 366 tonnes en provenance de BM (86 %) et 16 302 tonnes par des apporteurs tiers (14 %).

Au total, l'usine a traité 118 668 tonnes contre 120 000 tonnes prévues au plan d'affaires, soit un déficit de 1 332 tonnes.

Concernant les apports de BM, les tonnages sont en légère diminution comparativement à 2014 en termes de volume (- 1 376 tonnes). Le prix moyen de vente est en baisse avec 53,74 € la tonne contre 54,83 € en 2014. Ce prix de vente étant un mixte entre le prix pour les tonnages jusqu'à 90 000 tonnes (45,82 € HT non révisé) et au-delà environ 12 000 tonnes en 2015 (72 € HT non révisé).

Comparativement au budget, l'exercice 2015 est excédentaire de 1,4 M€ pour un dépassement de 12 366 tonnes. L'effet favorable sur le prix est en partie dû à l'impact de la révision ayant fait évoluer à la hausse le prix de 9,6 % en moyenne comparativement au prix de base.

*Les tonnages retenus pour la clôture des comptes sont estimés pour le mois de décembre, ce qui explique le différentiel tant en volume (102 366 tonnes estimées pour 102 735 tonnes réellement apportées) qu'en prix (5,501 M€ de chiffre d'affaires estimé pour 5,523 M€ facturés).*

- Les apports hors BM sont venus compléter conformément au contrat le vide de four de 30 000 tonnes à hauteur de 16 302 tonnes en 2015 ; ce qui est moins qu'en 2014 tant en volume (- 6 066 tonnes en réel et - 5 408 tonnes en prévisionnel) qu'en prix (78,51 € contre 78,80 €). La forte baisse provenant des apports Véolia résulte des variations de marché due à une concurrence accrue en particulier au début de l'année 2015. Des apports en provenance du SMECTOM ont également été effectués en particulier lors du deuxième semestre suite à un incident sur son site de transfert.

### **Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP)**

La TGAP applicable aux déchets réceptionnés dans l'usine d'incinération est payée par le délégataire (4,11 € la tonne de déchets réceptionnés contre 4,08 € en 2014) et est remboursée par l'apporteur des déchets. La dépense de 496 K€ se trouve ainsi compensée par le produit pour 488 K€. Ce poste n'avait pas été budgété dans le plan d'affaires.

### **Ventes de chaleur**

La vente de chaleur de l'usine d'incinération au réseau de chauffage urbain pour 1,796 M€ n'apparaît pas dans la présentation globale du compte de résultat de la DSP puisque celle-ci est neutralisée en consolidation par l'achat de cette même chaleur par le réseau de chaleur à l'usine d'incinération (opération réciproque).

La vente de chaleur comptabilisée en 2015 s'étoffe de 3 % (+ 52 K€). La raison principale est liée à une période moyenne de chauffage plus longue en 2015 qu'en 2014.

L'énergie apportée au réseau de chauffage urbain provient prioritairement (78 %) des échangeurs de récupération de chaleur issue de la combustion des déchets de l'usine d'incinération. Ainsi, 52 % de l'énergie thermique produite par l'UVE a été récupérée par le réseau au travers du nouvel échangeur, en hausse de 5 % par rapport à l'année 2014.

### **Vente d'électricité**

Ce poste a été très impacté par l'arrêt de la turbine du groupe turbo alternateur pour une période très longue de 8 mois qui fait suite à un arrêt de 5 mois en 2014. Ainsi 7 530 MWh électrique ont été produits en 2015 contre 17 130 MWh en 2014 et 4 509 MWh ont été vendus en 2015 sur le réseau ErDF contre 10 963 MWh en 2014. Ces derniers ont procuré une recette de 0,468 M€ pour 1,7 M€ attendus au plan d'affaires.

### **Autres produits**

Un remboursement d'assurance de 739 K€ vient accroître les produits comptabilisés en 2015. Celui-ci correspond aux pertes d'exploitation estimées en 2015 (manque de recettes et achats supplémentaires d'électricité) suite à un incident du GTA (groupe turbo alternateur), déduction faite de la franchise de 500 K€. Les deux incidents 2015 bien que non contigus ont été reconnus par les assureurs comme liés l'un à l'autre.

## **B. Le chauffage urbain**

Le chiffre d'affaires du chauffage urbain est en hausse de 8,8 % soit + 0,631 M€ par rapport à l'année dernière : il s'élève à 7,794 M€ contre 7,163 M€ en 2014 et 7,844 M€ en 2013.

Cependant, les recettes réalisées de l'exercice 2015 affichent un retard de 1,772 M€ (soit - 18 %) par rapport aux recettes attendues de l'année 2015, inscrites au plan d'affaires, qui sont de 9,566 M€. Ce retard s'accumule depuis le début du contrat (retard mise en service GTA, moins de raccordement que prévu en 2008, pannes sur le GTA entraînant des recettes moindres de vente d'électricité, moindre recette électrique en raison de mise en fonctionnement dispatchable de la cogénération gaz).

Depuis 2009, la somme des recettes attendues s'établit à 67,010 M€ alors qu'elle n'atteint à fin 2015 que 52,933 M€ soit un décalage de 14,078 M€ (- 21 %) ; c'est-à-dire quasiment près de deux années de chiffre d'affaires de retard.

## Ventes R1

La vente de R1 (partie variable équivalent à la consommation des usagers) s'élève à 2,841 M€ en 2015, soit une croissance de 13,1 % (+ 0,330 M€) par rapport à l'année 2014.

Cette augmentation est la résultante de deux effets inverses. D'une part, elle est liée à la baisse du prix moyen de l'énergie de - 5,65 %, qui passe de 24,86 €/MWh vendue à 23,45 €/MWh. D'autre part, elle est liée à la hausse de la consommation. En effet, les degrés jours unifiés (DJU), c'est-à-dire le différentiel entre la température extérieure et la température de référence, sont en augmentation (+ 255 DJU) de 18 %. Ces derniers passent de 1 392 DJU en 2014 à 1 647 DJU en 2015.

Les ventes R1 sont en avance de 4 % tant par rapport au budget pour la seule année 2015, que par comparaison au budget cumulé.

## Ventes R2

Le chiffre d'affaires issu de la vente R2 (partie fixe), correspondant à la puissance souscrite, augmente de 7,7 % par rapport à 2014 passant de 3,760 M€ à 4,049 M€.

Cet accroissement (289 K€) est la résultante d'une augmentation tarifaire de + 1,87 % par rapport à 2014 et d'une augmentation du nombre des unités de répartition forfaitaire (URF) au cours de l'année 2015 grâce aux nouveaux raccordements (+ 7 280 URF) UGECAM et Carriet en année pleine sur 2015 contre 2,5 mois en 2014.

Les coûts d'exploitation, la maintenance du réseau ainsi que le gros entretien et renouvellement des matériels sont couverts par la vente R2. L'élément qui rémunère les dépenses de gros entretien et renouvellement des matériels (R2-3) s'élève à 0,896 M€.

Par ailleurs, les ventes R2 sont au dessus de 4 % (+ 160 K€) de celles qui étaient prévues au plan d'affaires pour l'année 2015. Néanmoins, cela n'inverse pas la tendance d'infériorité du cumul des ventes réalisé depuis le début du contrat par rapport au plan d'affaires : 25,391 M€ contre 26,639 M€ au prévisionnel, soit un retard de près de 5 % correspondant à - 1,248 M€.

## Ventes d'électricité cogénération

Après une baisse importante en 2014 (- 26,8 %), la vente d'électricité issue de la cogénération a augmenté en 2015 de 6,5 %, soit + 55 K€, passant de 843 K€ en 2014 à 898 K€ en 2015.

Vente électricité	2012	2013	2014		2015		2015//2014
quantités produites	4 141 MWh	3 470 MWh	0 MWh	Pas de production en 2013-2014	0 MWh	Pas de production en 2013-2014-2015	
Part variable	334 806	289 229	11	pas de cogé car mode dispatchable	10 543	pas de cogé car mode dispatchable	
Part fixe	899 835	861 815	842 659		887 094		
Chiffre d'affaires	1 234 640	1 151 044	842 671		897 637		6,5%

Le subdélégataire fait le choix de renoncer à une production en continue au profit d'un mode « dispatchable ». Dans ce cas, le cogénérateur ne produit qu'à la demande d'Electricité de France. L'opérateur rémunère le producteur Rive Droite Energie à travers une redevance variable, assise directement sur la production réelle, et une redevance fixe correspondant à la mise à disposition à tout moment d'une capacité de production. L'intérêt de ce choix est de privilégier la récupération thermique de la chaleur issue de l'usine. La cogénération permet de produire à la fois de l'énergie thermique (chaleur) et de l'énergie mécanique. Seule l'énergie thermique est valorisée en chauffage et eau chaude sanitaire (ECS) par l'intermédiaire du réseau. Quant à l'énergie mécanique, produite à partir de la turbine à gaz pour être transformée en énergie électrique, elle est vendue à ErDF par contrat.

En 2015, ce choix explique le faible niveau de la recette électrique puisque ErDF n'a pas appelé la production électrique du délégataire, la partie fixe a permis de générer 99 % des recettes.

## Droits de raccordements

Le contrat de DSP, dans ses articles 28, 29 et 65, prévoit la possibilité d'extensions particulières du réseau de canalisations et de renforcement des installations qui en sont la conséquence. Les frais de raccordement comprennent le coût des branchements et des renforcements éventuels sur le réseau existant, les compteurs.



Le développement est beaucoup moins rapide que celui qui était escompté en 2008 lors des prévisions qui ont permis le chiffrage sur le plan d'affaires. Néanmoins en 2015, les nouveaux raccordements de 2014 (Carriet et UGECAM) et ceux de 2015 (la résidence les Akenes et la RPA Victor Hugo) ont permis de facturer 284 K€.

### **C. Les produits communs de la délégation**

#### **Rétrocession de gaz à RD Environnement**

Il s'agit normalement d'une opération qui est rétrocédée à Rive Droite Environnement par Rive Droite Énergie, car seul détenteur du contrat d'achat de gaz. En 2015, il n'y a pas de produit comptabilisé à ce titre.

#### **Produits UIOM sur production électrique**

Lorsque le groupe turbo alternateur a été mis en place par RDE aucune compensation n'avait été versée au subdélégataire alors qu'il subissait une dégradation de la récupération de la cogénération. Afin de pallier cette perte, il a été convenu entre les deux entités de ramener l'indemnité à 100 K€ par an (cumul 2012-2015 de 250 K€) au lieu de 225 K€ par an prévu.

#### **Le total des produits de la DSP :**

Le total des produits se compose des produits de l'incinération, du chauffage urbain et d'autres produits, soit en 2015 un total de 16,712 M€ soit 0,539 M€ de plus qu'en 2014 et un retard cumulé au budget de 13,210 M€.

- ✚ Avec 7,741 M€, le chiffre d'affaires de l'Incinération décroît de 1,177 M€ dont principalement – 0,481 M€ de ventes d'ordures ménagères hors BM, - 0,187 M€ de ventes d'ordures ménagères BM et – 0,483 M€ de vente d'électricité. Au cumul, le chiffre d'affaires réalisé est en retard de 1,167 M€ sur le plan d'affaires.
- ✚ Avec 7,794 M€, le chiffre d'affaires du Chauffage urbain s'améliore de 0,631 M€ dont essentiellement les ventes R1 et R2. Au cumul, le chiffre d'affaires réalisé est en retard de 14,078 M€ sur le plan d'affaires.
- ✚ En cumulé, le retard pris du fait de la mise en place tardive du groupe turbo alternateur, des retards en termes de branchements est accentué par le choix de passer la cogénération en mode dispatchable par rapport à une modélisation en 2008 (au plan d'affaires) en mode continu.
- ✚ De nouveaux raccordements font progresser le chiffre d'affaires pour le porter à 0,284 M€.
- ✚ Un remboursement d'assurance de 0,739 M€ accroît les produits de la délégation.

### **III. LES CHARGES**

Pour mémoire, par mesure de simplification et de facilité de lecture, les charges n'ont pas fait l'objet de différenciation entre le délégataire (usine d'incinération) et le subdélégataire (réseau de chaleur), mais ont été regroupées après consolidation (annulation des contreparties réciproques). Ainsi, cette présentation est dans l'esprit du contrat passé avec le délégataire, reflétant un seul compte analytique qui est celui de la délégation de service public.

Les charges sont présentées ci-après :

Libellé \ années	Réalisé 2013		Réalisé 2014		Réalisé 2015		Evolution du réalisé 2015 Vs 2014		Budget 2015		Evolution 2015 réalisé Vs budget	
	€	% sur total réel	€	% sur total réel	€	% sur total réel	en valeur	en %	€	%	en valeur	en %
<b>Variation de stock</b>	<b>0</b>		<b>-530</b>		<b>-2 772</b>				<b>0</b>		<b>-2 772</b>	<b>N/A</b>
<b>Achat</b>	<b>2 769 247</b>	<b>19,6%</b>	<b>2 130 657</b>	<b>15,7%</b>	<b>2 415 549</b>	<b>17,7%</b>	<b>284 892</b>	<b>13,4%</b>	<b>4 803 185</b>	<b>33%</b>	<b>-2 387 636</b>	<b>-49,7%</b>
Electricité	100 182	0,7%	251 844	1,8%	195 236	1,4%	-56 609	-22,5%	596 855		-401 619	-67,3%
Eau	69 978	0,5%	76 045	0,5%	76 106	0,5%	62	0,1%	55 600		20 506	36,9%
Combustibles	2 131 917	15,1%	1 288 235	9,1%	1 684 808	11,9%	396 572	30,8%	3 398 430		-1 713 622	-50,4%
Produits allumage et additifs	37 947	0,3%	44 888	0,3%	38 775	0,3%	-6 113	-13,6%	51 400		-12 625	-24,6%
Carburant GO	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	N/A	0		0	N/A
Fourniture d'entretien et petit équipement	63 786	0,5%	82 430	0,6%	72 214	0,5%	-10 215	-12,4%	230 500		-158 286	-68,7%
Réactif traitement des fumées	325 543	2,3%	347 731	2,5%	315 361	2,2%	-32 370	-9,3%	470 400		-155 039	-33,0%
Autres achats	39 893	0,3%	39 484	0,3%	33 048	0,2%	-6 436	-16,3%	0		33 048	N/A
<b>Services extérieurs</b>	<b>4 908 804</b>	<b>34,8%</b>	<b>5 440 463</b>	<b>40,0%</b>	<b>6 697 066</b>	<b>49,2%</b>	<b>1 256 603</b>	<b>23,1%</b>	<b>5 022 750</b>	<b>34%</b>	<b>1 674 316</b>	<b>33,3%</b>
Facturation frais de siège	784 598	5,6%	791 963	5,6%	797 940	5,7%	5 977	0,8%	685 400		112 540	16,4%
Sous-traitance	2 271 779	16,1%	2 490 524	17,6%	3 095 686	21,9%	605 163	24,3%	2 575 300		520 386	20,2%
dont groupe	2 198 663	15,6%	2 311 125	16,4%	2 912 820	20,6%	601 695	26,0%	1 595 200		1 317 620	82,6%
Crédit Bail, location	42 160	0,3%	11 523	0,1%	19 276	0,1%	7 753	67,3%	5 200		14 076	270,7%
Petit entretien	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	N/A	0		0	N/A
Gros entretien et réparations (GER)	1 475 215	10,4%	1 720 139	12,2%	2 477 207	17,5%	757 069	44,0%	1 088 050		1 389 157	127,7%
Maintenance	13 341	0,1%	83 262	0,6%	25 879	0,2%	-57 383	-68,9%	291 400		-265 521	-91,1%
Entretien et réparation autres	7 066	0,1%	16 598	0,1%	2 210	0,0%	-14 388	-86,7%	0		2 210	N/A
Assurance	314 204	2,2%	320 887	2,3%	278 239	2,0%	-42 648	-13,3%	377 400		-99 161	-26,3%
dont groupe	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	N/A	0		0	N/A
Documentation - Etude	441	0,0%	5 569	0,0%	629	0,0%	-4 940	-88,7%	0		629	N/A
<b>Autres services extérieurs</b>	<b>185 485</b>	<b>1,3%</b>	<b>215 833</b>	<b>1,6%</b>	<b>218 336</b>	<b>1,6%</b>	<b>2 503</b>	<b>1,2%</b>	<b>311 800</b>	<b>2%</b>	<b>-93 464</b>	<b>-30,0%</b>
Honoraires	12 511	0,1%	26 133	0,2%	28 087	0,2%	1 954	7,5%	40 000		-11 913	-29,8%
Déplacement, Missions, Réceptions	57 933	0,4%	54 327	0,4%	44 211	0,3%	-10 116	-18,6%	39 300		4 911	12,5%
Frais de véhicule	27 200	0,2%	31 358	0,2%	22 710	0,2%	-8 648	-27,6%			-10 890	-32,4%
Postes et télécommunications	47 842	0,3%	51 312	0,4%	50 136	0,4%	-1 176	-2,3%	33600		-124 564	-71,3%
Frais de contrôle	38 112	0,3%	51 033	0,4%	70 670	0,5%	19 637	38,5%	174 700		46 470	192,0%
Autres services extérieurs	1 887	0,0%	1 671	0,0%	2 522	0,0%	851	50,9%	24 200		-21 678	-89,6%
<b>Impôts et Taxes</b>	<b>1 110 189</b>	<b>7,9%</b>	<b>960 134</b>	<b>7,1%</b>	<b>971 838</b>	<b>7,1%</b>	<b>11 704</b>	<b>1,2%</b>	<b>716 164</b>	<b>5%</b>	<b>255 674</b>	<b>35,7%</b>
Cotisation Economique Territoriale (CET)	144 933	1,0%	104 478	0,7%	106 196	0,8%	1 718	1,6%	434 635		-328 439	-75,6%
Taxe parafiscale, TGAP	3 245	0,0%	3 030	0,0%	1 499	0,0%	-1 531	-50,5%	5 200		-3 701	-71,2%
Taxe véhicule	0	0,0%	0	0,0%	124	0,0%	124	N/A	3 000		-2 876	-95,9%
CSS Organic	25 146	0,2%	30 201	0,2%	-5 060	0,0%	-35 261	-116,8%	31 279		-36 339	-116,2%
TGAP	508 961	3,6%	515 647	3,7%	496 003	3,5%	-19 644	-3,8%			496 003	N/A
Autres dont TF	427 903	3,0%	306 778	2,2%	373 076	2,6%	66 298	21,6%	225 800		147 276	65,2%
Impôt forfaitaire annuel - IFA							0	N/A	16 250		-16 250	-100,0%
<b>Charges de personnel</b>	<b>2 758 254</b>	<b>19,5%</b>	<b>2 840 824</b>	<b>20,9%</b>	<b>2 858 614</b>	<b>21,0%</b>	<b>17 789</b>	<b>0,6%</b>	<b>2 111 600</b>	<b>14%</b>	<b>747 014</b>	<b>35,4%</b>
Rémunération + CS	2 758 254	19,5%	2 840 824	20,1%	2 858 614	20,2%	17 789	0,6%	2 097 600		761 014	36,3%
Participation	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	N/A	14 000		-14 000	-100,0%
<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>		<b>0</b>	<b>N/A</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>N/A</b>
<b>Redevances pour occupation du domaine public et chauffage urbain</b>	<b>2 191 204</b>	<b>15,5%</b>	<b>2 023 602</b>	<b>14,9%</b>	<b>1 981 107</b>	<b>14,6%</b>	<b>-42 494</b>	<b>-2,1%</b>	<b>1 710 000</b>	<b>12%</b>	<b>271 107</b>	<b>15,9%</b>
<b>Sinistre</b>	<b>3 155</b>		<b>3 155</b>		<b>3 155</b>		<b>3 155</b>	<b>N/A</b>	<b>3 155</b>		<b>3 155</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>13 923 182</b>	<b>98,6%</b>	<b>13 610 983</b>	<b>100,0%</b>	<b>15 142 893</b>	<b>111,3%</b>	<b>1 531 910</b>	<b>11,3%</b>	<b>14 675 499</b>	<b>100%</b>	<b>467 394</b>	<b>3,2%</b>
Poids des charges d'exploitation dans le CA	83,8%		84,6%		97,5%				81,1%			

Les **charges d'exploitation** comptabilisées en 2015 pèsent pour 97 % dans le chiffre d'affaires global de la DSP ; la cible au plan d'affaires était de 81 %. Pour rappel et à iso périmètre les charges 2014 pesaient pour 85 % avec une cible à 82 %. Ainsi les charges pèsent nettement plus en 2015.

Les charges d'exploitation 2015 se sont alourdies (+ 11,3 % soit + 1,532 M€) par rapport à l'année 2014, passant de 13,611 M€ à 15,143 M€. Il s'agit principalement d'une hausse du poste Service extérieurs (+ 23,1 % soit + 1,257 M€) dont notamment du gros entretien (+ 44 % soit + 0,757 M€) et de la sous-traitance (+ 24,3 % soit + 0,605 M€) ainsi que du poste Achats (+ 13,4 % soit + 0,285 M€) dont notamment les combustibles (+ 30,8 % soit 0,397 M€).

Dans le détail, les cinq premiers postes de charges d'exploitation sont présentés ci-après et sont mis en perspective par rapport à l'année 2013. Ces postes représentent près de 99 % du total des charges d'exploitation de la délégation.

Charges d'exploitation DSP globale	Réalisé 2013	Part sur total Réel 2013	Réalisé 2014	Part sur total Réel 2014	Réalisé 2015	Part sur total Réel 2015
Services extérieurs	4 908 804	34,8%	5 440 463	40,0%	6 697 066	44,2%
Charges de Personnel	2 758 254	19,5%	2 840 824	20,9%	2 858 614	18,9%
Achats	2 769 247	19,6%	2 130 657	15,7%	2 415 549	16,0%
Redevance pour occupation du domaine Public et chauffage urbain	2 191 204	15,5%	2 023 602	14,9%	1 981 107	13,1%
Impôts et Taxes	1 110 189	7,9%	960 134	7,1%	971 838	6,4%
<b>TOTAL</b>	<b>13 737 697</b>	<b>97,3%</b>	<b>13 395 679</b>	<b>98,4%</b>	<b>14 924 174</b>	<b>98,6%</b>
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>13 923 182</b>		<b>13 610 983</b>		<b>15 142 893</b>	

L'analyse ci-dessous reprend poste par poste les diminutions et augmentations significatives.

- LES SERVICES EXTERIEURS

Ils s'élèvent à 6,697 M€ et représentent 44 % du total des charges. Ils évoluent de + 23,1 % soit + 1,257 M€ par rapport à 2014.

Les deux grandes composantes qui expliquent le poids relatif des services extérieurs dans le total charges sont la sous-traitance à 3,096 M€ (+ 24,3 % soit + 0,605 M€ versus 2014) et les GER (gros entretien et renouvellement) à 2,477 M€ (+ 44 % soit + 0,757 M€ versus 2014).

**La sous-traitance** s'accroît nettement en 2015 pour s'afficher à 3,096 M€ tout en demeurant inférieure au budget pour 1,107 M€ sur la période 2009-2015.

La répartition de la sous-traitance entre l'usine d'incinération et le réseau de chaleur est respectivement de 94 % et 6 %.

Concernant l'usine d'incinération, la sous-traitance regroupe l'ensemble des frais de transports et traitement des résidus d'exploitation. Ce sont exclusivement des charges du groupe. Avec 2,913 M€, ce poste s'est accru de 26,03 % d'une part en raison des évolutions de tarif et d'autre part en raison des 15 270 tonnes de mâchefers non valorisables et évacués de l'IME (Installation de maturation et d'élaboration) de Bedemat à l'ISDND (Installation de stockage des déchets non dangereux) de Lapouyade.

Concernant le réseau de chaleur, la sous-traitance est stable avec 183 K€.

### Le Gros Entretien et Renouvellement (GER)

Pour rappel, selon les conditions du contrat de délégation, les travaux de renouvellement et de grosses réparations des installations et des équipements sont à la charge du délégataire. Un plan prévisionnel de GER figure au contrat, il est ajusté et mis à jour à l'occasion de l'établissement du rapport annuel d'activité. La particularité de l'enregistrement comptable choisi par le délégataire est la non constitution de provision et de reprise mais la passation des dépenses directement en charges annuelles ; ce qui vient grever le résultat directement et conséquemment. En 2015, cette charge pèse pour 37 % du poste Services extérieurs et représente 16 % du total des charges d'exploitation.

#### Services extérieurs / GER

GER en €	Réal 2013		Réal 2014		Réal 2015	
RDEnvironnement	1 262 877	86%	1 394 115	81%	1 990 746	80%
RDEnergie	212 338	14%	326 023	19%	486 461	20%
<b>Global</b>	<b>1 475 215</b>	<b>100%</b>	<b>1 720 139</b>	<b>100%</b>	<b>2 477 207</b>	<b>100%</b>

Total Services extérieurs	4 908 804	5 440 463	6 697 066
GER / Services extérieurs	30%	32%	37%
Total des charges exploitation	13 923 182	13 610 983	15 142 893
GER / charges exploitation	11%	13%	16%

En 2015, les dépenses de GER s'élèvent à 2,477 M€, c'est-à-dire en augmentation de 44 % (+ 0,757 M€) par rapport à l'année précédente. Elles sont supérieures de 128 % (+ 1,389 M€) à celles prévues au plan d'affaires pour le même exercice ; en cumulé depuis 2009 elles sont de 22 % supérieures (+ 2,844 M€). Ce dépassement est principalement lié aux lourds entretiens et réparations engendrés par le sinistre sur le GTA, le remplacement des surchauffeurs des deux chaudières et les nombreuses fuites sur ces chaudières.

Conformément à l'article 84 du contrat de délégation, un tableau de détail de l'établissement du compte de GER figure dans le compte rendu technique et financier. Le solde cumulé du compte au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (- 8 542 637 €), majoré du chiffre d'affaires P3 (882 521 €) constaté en 2015 par Rive Droite Environnement, minoré des travaux comptabilisés au titre du GER en 2015 (2 477 207 €) aboutit au solde du compte au 31 décembre 2015 (- 10 137 323 €). Le décalage entre la constitution de provision P3 afin de couvrir les grosses réparations et le cumul des dépenses réellement effectuées montre que les dépenses ont été plus lourdes que prévu, car le prévisionnel était sous-estimé, laissant un solde débiteur à fin 2015.

## • LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel représentent 19 % du total des charges d'exploitation de 2015. Pour la DSP consolidée, elles s'élèvent à 2,859 M€ contre 2,841 M€ en 2014 soit une faible croissance de 0,6 % (+ 18 K€). L'effectif est de 51 salariés ou de 44 ETP (équivalent temps plein).

Les charges de personnel sont très nettement supérieures au budget inscrit dans le plan d'affaires, aussi bien pour l'année 2015 (+ 35,4 %, soit + 747 K€), qu'au cumul depuis le début du contrat (+ 24,3 %, soit + 3,594 M€).

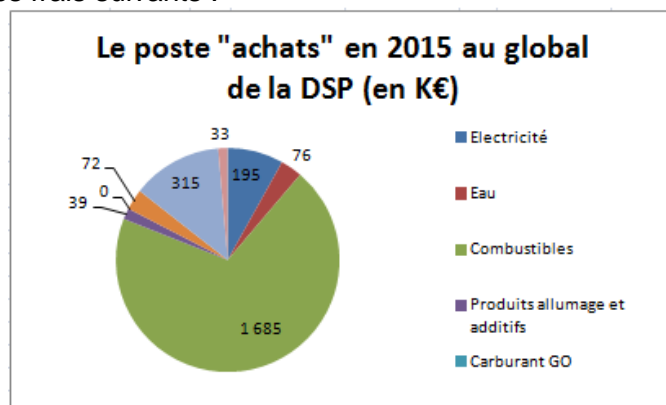
Par simplification de la gestion administrative et sociale, c'est le délégataire Rive Droite Environnement qui porte tous les salariés dédiés à l'exécution du contrat. Rive Droite Environnement rétrocède, au coût salarial, la main d'œuvre ayant travaillé pour le sub délégataire Rive Droite Énergie.

Le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) calculé pour l'exercice 2015 s'élève à 66 K€. *En termes de présentation de charges, le délégataire a choisi d'imputer ce crédit sur le montant dû au titre de l'impôt sur les sociétés plutôt que sur les charges de personnel.*

## • LES ACHATS

Les achats représentent 16 % du total des charges d'exploitation de 2015, ce qui est stable par rapport à l'année précédente. Pour la DSP consolidée elles s'élèvent à 2,415 M€ contre 2,131 M€ en 2014 soit une augmentation de 13,4 % (+ 0,285 M€).

Les achats concernent les frais suivants :



Le poste achat, bien qu'en hausse de 13,4 % en 2015 par rapport à 2014, continue à être très nettement inférieur au budget inscrit dans le plan d'affaires, aussi bien pour l'année 2015 (- 50 %, soit - 2,388 M€), qu'au cumul depuis le début du contrat (- 42 %, soit - 13,853 M€). Cette économie globale provient, au moins en 2015, essentiellement de la baisse des achats de combustible, du fait :

- du non fonctionnement de la cogénération en 2015 alors que le plan d'affaires prévoyait un fonctionnement en mode continu,
- des besoins moindres du fait d'une clientèle inférieure aux prévisions et d'une année clémente sur le plan climatique.

### **Combustibles**

Au niveau de l'usine d'incinération, le gaz est utilisé pour les brûleurs des fours et le traitement des fumées, les pics de consommation se font au moment des démarrages et redémarrages des fours.

Au niveau du réseau de chaleur, le gaz est utilisé par les chaudières gaz d'appoint et la cogénération en mode « dispatchable » au moment de l'appel d'utilisation. Ce poste inclut aussi l'achat de chaleur de l'usine d'incinération. Cependant cet achat est retraité afin d'avoir un compte de résultat de la DSP global apuré des opérations réciproques.

Le gaz consommé par Rive Droite Énergie pour les besoins de son « process » de chauffage urbain représente 1,371 M€ versus 1,211 M€ en 2014 et 2,124 M€ en 2013. Cette diminution depuis 2014 est la conséquence du non fonctionnement de la cogénération.

## L'électricité

Pour l'usine d'incinération, la quantité d'énergie électrique achetée est à un niveau plus élevé depuis 2014 (62 K€ en 2013, 261 K€ en 2014, 304 K€ depuis 2015) suite à l'arrêt de la turbine durant 5 mois en 2014 et 8 mois en 2015, ce qui a empêché l'autoconsommation de la production électrique.

## • LES REDEVANCES

Les redevances pour occupation du domaine public et chauffage urbain représentent 13 % du total des charges d'exploitation.

Elles concernent le réseau de chaleur à 75 % et l'usine d'incinération à 15 %. Les actualisations sont contrôlées par la Direction gestion des déchets et propreté de Bordeaux Métropole.

Redevances pour occupation du domaine public et chauffage urbain en euro

	Réal 2013		Réal 2014		Réal 2015		Evolution 2015 // 2014	
<b>Rive Droite Energie</b>	<b>1 681 204</b>	<b>77%</b>	<b>1 513 602</b>	<b>75%</b>	<b>1 471 107</b>	<b>75%</b>	<b>-42 494</b>	<b>-3%</b>
Redevance du service public du chauffage urbain	1 342 847		1 351 063		1 359 243		8 180	0,6%
Redevance liée au prix de la chaleur	338 357		162 538		111 864		-50 674	-44,2%
<b>Rive Droite Environnement</b>	<b>510 000</b>	<b>23%</b>	<b>510 000</b>	<b>25%</b>	<b>510 000</b>	<b>25%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>Global redevances</b>	<b>2 191 204</b>	<b>200%</b>	<b>2 023 602</b>	<b>100%</b>	<b>1 981 107</b>	<b>100%</b>	<b>-42 494</b>	<b>-2%</b>
Part redevances / charges exploitation	15,7%		14,9%		13,1%			

### La redevance du service public du chauffage urbain due par Rive Droite Énergie :

Cette redevance est prévue à l'article 63 du contrat initial de délégation de service public. Le montant de base de la redevance appliquée pour la première fois en 2009 était de 1 200 000 €. Le contrat prévoit par la suite une révision du montant de base en fonction de deux indices publiés au Moniteur des Travaux Publics (« coût de la main d'œuvre des Industries Mécaniques et Électriques » et « Frais et Services Divers catégorie 2 »).

La redevance augmente de 0,6 % sur l'année 2015 par rapport à 2014 et atteint 1,359 M€.

### La redevance liée au prix de la chaleur due par Rive Droite Energie :

Cette redevance est prévue à l'article 69 du contrat initial de délégation de service public. Elle est actualisée sur le coût des énergies substituées (gaz naturel). La diminution de 44 % par rapport à 2014, soit – 51 K€, est difficilement prévisible en raison de son mode de calcul. En effet, elle devient exigible dès lors que le prix de vente de la chaleur produite par l'usine d'incinération indexé sur le prix de l'énergie (CHALUIOMen) est supérieur à ce même prix de vente indexé sur le coût d'exploitation de l'usine d'incinération (CHALUIOMexp). Par ailleurs, une régularisation de - 47 K€ des années 2012 et 2013 au titre du rattrapage de surconsommation facturée par Rive Droite Environnement minore le montant affiché pour 2014 qui s'avère en fait être de 210 K€.

### La redevance due par Rive Droite Environnement pour utilisation de l'usine d'incinération :

Dans son article 75.1, le contrat prévoit que le délégataire verse à Bordeaux Métropole une redevance fixe annuelle de 510 000 € au titre de l'activité d'élimination des déchets rémunérant l'activité de vide de fours au-delà des 90 000 tonnes garanties.

## • LES IMPÔTS ET TAXES

Les impôts et taxes représentent 6 % du total des charges d'exploitation 2015. Ils évoluent faiblement à la hausse (+ 1 %) pour s'afficher à 0,972 M€ en 2015. Ils sont constitués de la TGAP (51 %), divers impôts dont taxes foncières (38 %), CET (contribution économique territoriale) (11 %).



### **Le total des charges d'exploitation de la DSP :**

Les charges pour l'exercice 2015 s'élèvent à 15,143 M€ contre 13,611 M€ en 2014 soit en augmentation de 1,532 M€ (+ 11,3 %).

Cet alourdissement des charges provient essentiellement et par ordre d'importance du poste Services extérieurs (1,257 M€) dont Gros entretien (0,757 M€) et Sous-traitance (0,605 M€) ainsi que du poste Achats (0,285 M€).

Les achats et notamment les combustibles demeurent très inférieurs au prévisionnel du fait du non fonctionnement de la cogénération en 2015 comme en 2014, car fonctionnant en mode dispatchable et non appelé par ErDF.

### **IV. L'EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) RETRAITÉ**

L'article 62 du contrat de délégation prévoit les dispositions financières de partage des gains de productivité dans le cas où le délégataire obtiendrait de meilleurs EBE (Excédent Brut d'Exploitation) que ceux prévus dans les comptes d'exploitations prévisionnels.

L'EBE visé dans le contrat est l'EBE « classique » retraits des frais de siège et des charges de gros entretien et renouvellement.

<b>EBE en K€</b>	<b>Réalisé 2015</b>	<b>Prévisionnel 2015</b>	<b>Ecart Réel Vs prévisionnel</b>
Produits	16 712	18 216	-1 504
Charges exploitation	15 143	14 675	467
EBE	1 569	3 541	-1 972
Frais de siège	798	685	113
Charges de GER	2 477	1 088	1 389
<b>EBE retraits</b>	<b>4 844</b>	<b>5 314</b>	<b>-470</b>

Ainsi, l'EBE « retraits » pour l'exercice 2015 s'élève à 4,844 M€. Dans le plan d'affaires initial, il était prévu à hauteur de 5,314 M€ (en euros constants) ; l'EBE réel étant inférieur à celui attendu, la clause de partage des gains de productivité ne s'applique pas.

### **V. SYNTHÈSE**

L'exercice 2015 constitue le 7<sup>ème</sup> exercice du temps contractuel du contrat de délégation de 12 ans.

Cet exercice se solde par un chiffre d'affaires en baisse de 3,4 % (- 0,546 M€) comparativement à 2014 et d'un total de produits d'exploitation en hausse de 3,3 % (+ 0,539 M€). Comme expliqué précédemment, la panne sur la turbine pendant 8 mois a occasionné une perte de revenus.

Concomitamment, les charges se sont alourdies de 11,3 % (+ 1,532 M€).

Ainsi, le résultat net de l'exercice, résultant de l'EBE (1,569 M€) duquel sont amputés les impôts (- 0,055 M€), les charges calculées (1,950 M€) et le résultat financier (- 0,238 M€) devient négatif avec - 0,564 M€.

Au regard du plan d'affaires, sur les sept premières années cumulées du contrat, les résultats attendus ne sont pas réalisés. En effet, au cumul, le total des produits est en recul de 10,7 % (- 13,210 M€) alors que le total des charges n'est lui qu'en retrait de 5,6 % (- 6,102 M€). Il en résulte un EBE inférieur de 45,5 % au prévisionnel.

Les principales causes sont le décalage de la mise en service du Groupe Turbo Alternateur pour la vente d'électricité via l'usine d'incinération, le choix de fonctionner en mode « dispatchable » et non en mode continu pour la production d'électricité via la chaufferie et plus récemment la panne de la turbine (5 mois en 2014 et 8 mois en 2015) et les nombreuses fuites sur le réseau.

## ANNEXES

1. Tableau des effectifs de la direction collecte et traitement des déchets
2. Tonnages collectés par centre de recyclage
3. Schéma récapitulatif
4. Les adresses utiles

## Annexe 1

Tableau des effectifs de la DCTD

(Situation au 31/12/2015)			Effectif organigramme	Effectif 2014	Effectif 2015	Variation 2015 / 2014
<b>DIRECTION</b>			<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
	Directeur DCTD	IT	1	1	1	
	Directeur Adjoint	IT / ATT	2	2	2	
	Assistant Secrétariat	AA	1	1	1	
<b>SERVICE DSP DECHETS ET RESEAUX</b>			<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
	Chef de service	IT	1	1	1	
	Responsable administratif et financier	ATT	1	1	1	
<b>SERVICE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>			<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>
	Chef de Service	ATT	1	1	1	
Centre Communication	Assistant Administratif	AA	1	1	1	
Centre Formation/G.P.E.C	Chef Centre	RT	1	1	1	
Centre Ressources	Gestionnaire du personnel	AA	3	3	3	
<b>SERVICE ADMINISTRATIF JURIDIQUE ET FINANCIER</b>			<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>0</b>
	Chef du Service	ATT	1	1	1	
Centre Assistance Juridique et Administrative	Chef Centre	RT	1	1	1	
	Assistant Secrétariat	AA	1	1	1	
	Assistant secrétariat/marchés	AA	1	1	1	
	Gestionnaire coûts de revient	AA	1	1	1	
Observatoire	Adjoint Statistiques	AA	1	1	1	
Centre Comptabilité et Marchés	Chef Centre	RT	1	1	1	
	Adjoint Comptabilité	AA	3	3	3	
<b>Centre Matériels &amp; Sites</b>			<b>51</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>0</b>
	Chef Centre	TT	1	1	1	
	Gestionnaire Bureau	AM	1	1	1	
	Gestionnaire matériel et sites	AM	4	3	4	
	Agent d'exécution	AT	45	45	44	
<b>SERVICE ETUDES ET PREVENTION</b>			<b>11</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>2</b>
	Chef de service	IT	1	1	1	
	Chargé d'études	IT	2	1	2	
	Assistant chargé d'études	TT	1	0	1	
Centre Études	Chef de centre	TT	1	1	1	
	Projeteur	AM	1	1	1	
	Dessinateur	AT	1	1	1	
	Agent de maintenance	AT	2	2	2	
Centre prévention	Chef de centre	TT	1	1	1	
	Chargé de contrôle	TT	1	0	0	
<b>SERVICE VALORISATION</b>			<b>187</b>	<b>185</b>	<b>179</b>	<b>-6</b>
	Chef de service	IT	1	1	1	
	Adjoint Chef de service	TT	1	1	1	
	Assistant marché projets	TT	1	1	1	
	Agent administratif	AA	2	2	2	
Centres de Recyclage	Chef de centre	TT	1	1	1	
	Contremaître	AM	8	8	8	
	Agent de conduite	AT	32	33	32	
	Agent d'exploitation CR	AT	90	90	88	
	Agent de maintenance	AT	11	11	11	
Centres de transfert et Usines	Chef de centre	TT	1	1	1	
	Contremaître d'exploitation CT	AM	5	5	5	
	Agent de conduite CT	AT	15	14	13	
	Agent d'exploitation	AT	15	13	11	
Centre Support Valorisation	Chef de centre	TT	1	1	1	
	Agent de Surveillance Travaux	AM	3	3	3	



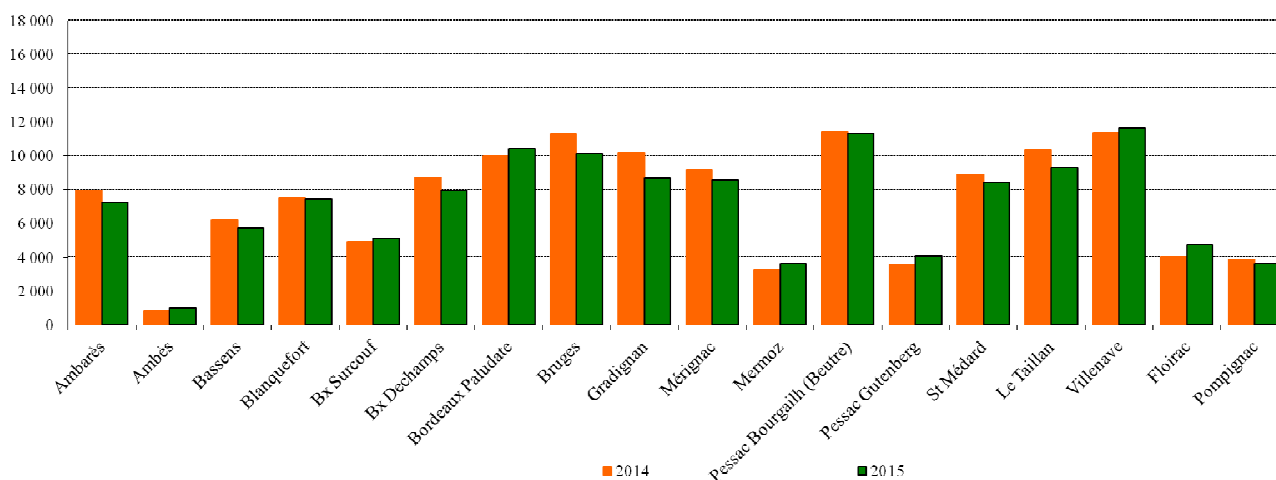
(Situation au 31/12/2015)			Effectif organigramme	Effectif 2014	Effectif 2015	Variation 2015 / 2014	
SERVICE COLLECTES			666	625	629	4	
	Chef de service	IT	1	1	1		
	Adjoint au Chef de service	IT	1	1	1		
	Agent administratif	AA	2	2	2		
Centre des Collectes	Chef de centre	TT	1	1	1		
	Agent administratif	AA	9	10	10		
	Chef d'exploitation	TT	4	5	5		
	Contremaître	AM	22	20	22		
	Agent de collecte	AT	381	352	357		
	Agent de conduite	AT	153	143	142		
	Cellule apport volontaire	Chef Cellule Apport Volontaire	TT	1	1	1	
		Contremaître d'exploitation	AM	4	3	4	
		Agent Grutier	AT	20	20	19	
		Agent d'entretien	AT	8	8	7	
Centre administratif redevance spéciale	Gestionnaire Administratif	RT	1	1	1		
	Agent administratif	AA	7	6	7		
Centre Support Collectes	Cellule Surveillance	Chef de centre	TT	1	1	1	
		Chef Cellule Surveillance	RT	1	2	1	
		Agent de surveillance	AM	3	3	3	
	Cellule proximité	Chef Cellule de Proximité	TT	1	1	1	
		Chef d'équipe (USID)	AM	2	2	2	
		Agent Surveillance USID	AT	20	20	20	
		Chef section communication	AM	2	2	2	
		Agent de Communication	AT	16	16	15	
		Chef section Habitat Collectif	AM	2	1	1	
		Chef Section Suivi Qualité	AM	1	1	1	
		Agent de proximité	AT	2	2	2	
TOTAL			937	890	890	0	
AGENTS NON AFFECTES (inapte)				35	41	6	
AGENTS EN DISPONIBILITE (maladie)				1		-1	
TOTAL			937	926	931	5	

IT = Ingénieur  
ATT = Attaché  
TT = Technicien  
RT = Redacteur

AM = Agent de maîtrise  
AT = Adjoint technique  
AA = Adjoint Administratif

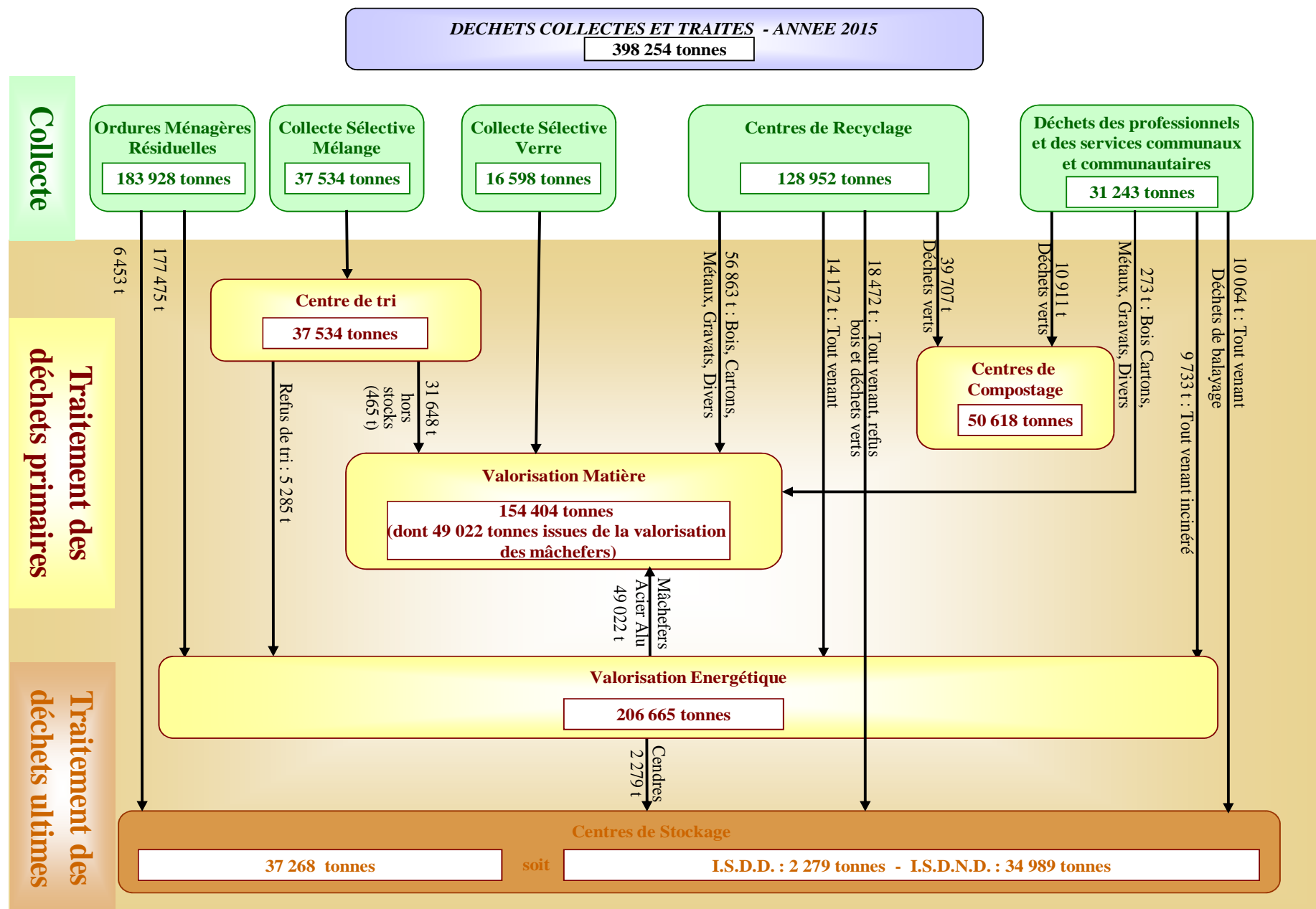
## Annexe 2 :

### Tonnages collectés par centre de recyclage



Centres de Recyclage	Tout-venant	Bois	Cartons	Métaux	Déchets verts	Gravats	D3E	Piles Batteries	Huile Moteur	DMS	TOTAL par déchèterie (tonnes)
Ambarès	1 518,61	819,96	70,49	298,68	2 654,96	1 702,72	144,56	0,88	9,50	28,36	7 248,72
Ambès	250,97	136,06	5,96	52,96	272,94	271,80	20,41	0,17	1,00	0,00	1 012,27
Bassens	899,79	728,63	67,19	232,08	2 014,88	1 651,46	87,69	0,65	9,10	27,07	5 718,54
Bx Dechamps Bastide	2 895,92	1 146,94	231,91	225,70	891,49	2 427,89	81,41	0,51	5,10	42,43	7 949,30
Blanquefort	1 873,03	685,70	86,07	186,64	2 980,68	1 495,98	63,15	0,79	11,20	23,46	7 406,70
Bruges	2 318,94	1 513,65	196,68	429,50	2 976,93	2 529,03	123,64	1,28	10,40	36,79	10 136,84
Gradignan	1 675,65	963,40	146,06	328,53	3 865,31	1 501,19	156,97	1,76	9,70	35,12	8 683,69
Pessac Gutenberg	1 154,12	498,55	65,17	167,64	984,79	1 097,83	64,82	0,65	0,00	0,00	4 033,57
Mérignac	2 001,54	1 281,95	159,31	357,92	2 517,57	2 026,46	166,03	1,84	12,30	31,80	8 556,72
Mermoz	789,55	491,48	90,66	121,96	1 121,66	903,35	53,83	2,39	5,40	12,86	3 593,14
Bx Paludate	4 120,58	1 573,46	175,14	404,66	905,23	3 124,19	120,54	0,72	0,00	0,00	10 424,52
Pessac Bourgailh (Beutre)	2 423,58	1 377,20	159,67	462,10	4 005,24	2 635,48	203,43	1,69	15,80	36,58	11 320,78
St Médard	1 064,82	680,24	122,13	412,07	3 972,34	1 772,72	366,81	1,48	13,40	34,81	8 440,82
Bx Daney (Surcouf)	1 947,66	880,22	110,26	237,45	590,77	1 293,61	53,43	0,57	0,00	0,00	5 113,98
Le Taillan	1 233,66	889,57	137,51	346,62	4 480,77	2 028,97	148,81	1,12	6,80	30,83	9 304,66
Villeneuve	2 717,59	1 392,17	149,09	388,63	3 635,22	3 080,05	203,56	1,42	14,40	38,05	11 620,18
Floirac	1 417,13	34,40	110,45	153,70	1 478,92	1 441,40	103,65	0,10	0,00	15,72	4 755,47
Pompignac	1 056,60	25,98	47,25	78,74	1 259,17	1 020,15	129,98	0,05	0,00	14,13	3 632,03
											128 951,92

## ANNEXE 3 : SCHEMA RECAPITULATIF



## **ANNEXE 4 : LES ADRESSES UTILES**

### **Siège social de Bordeaux Métropole**

Esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux Cedex  
Tél. : 05 56 99 84 84  
Fax : 05 56 96 19 40  
[www.bordeaux-metropole.fr](http://www.bordeaux-metropole.fr)

### **Direction Collecte et traitement des Déchets**

35 rue Jean Hameau 33300 Bordeaux  
Tél. : 05 56 11 83 83  
Fax : 05 56 11 83 91  
Mail : [dopenvir@bordeaux-metropole.fr](mailto:dopenvir@bordeaux-metropole.fr)

### **Unité Collecte**

**Réclamation (bacs gris et verts)**  
Tél. : 05 56 11 83 88

### **Collecte des déchets des professionnels**

N° gratuit : 0800 82 83 33

### **Collectes Sélectives Agents de communication**

N° gratuit : 0800 22 21 20

### **Cellule Collecte Sélective en apport volontaire**

ZI de Tartifume rue Gustave Eiffel  
33130 Bègles  
Tél. : 05 57 35 80 03  
Fax : 05 57 35 80 15

### **Unité recyclage valorisation traitement transport**

#### **Unité centres de transferts**

35 rue Jean Hameau 33300 Bordeaux  
Tél. : 05 56 11 83 83  
Fax : 05 56 11 83 17

### **Unité support valorisation**

124 av Jean Mermoz 33 327 Eysines  
Tél. : 05 56 37 37 83  
Fax : 05 56 37 37 92

### **Unité Centres de recyclage**

124 av Jean Mermoz 33 327 Eysines  
Tél. : 05 56 37 37 83  
Fax : 05 56 37 37 97

### **Réclamations centres de recyclage**

Tél. : 0 800 22 21 20

## **17 centres de recyclage**

**Ambarès et Lagrave** av Jules Ferry Tél. : 05 56 77 71 32

**Ambès** 22 rue Jean Mermoz Tél. : 05 56 77 05 54

**Bassens** rue Franklin Tél. : 05 56 38 32 46

**Blanquefort** av du 11 novembre 1918 Tél. : 05 56 95 61 51

**Bordeaux Alfred Daney** rue Surcouf Tél. : 05 56 39.08.27

**Bordeaux Paludate** quai de Paludate Tél. : 05.56.87.15.95

**Bordeaux Deschamps** quai Deschamps Tél. : 05.56.40.21.41

**Bruges** rue André Sarraud, sortie 6 Tél. : 05 56 57 90 88

**Eysines** Rue jean Mermoz Tél. : 05 57 53 32 22

**Floirac** Rue Aristide Bergès Tél. : 05 56 32 61 46

**Gradignan** 151 allée de Mégevie Tél. : 05 56 75 05 90

**Mérignac** av des marronniers Tél. : 05 56 34 15 06

**Pessac Bourgailh** Chemin de la Princesse Tél : 05 35 38 91 10

**Pessac Gutenberg** rue Gutenberg Tél. : 05.56.92.60.81

**Pompignac** 19 av du Périgord Tél. : 05 57 97 03 97

**Saint Médard en Jalles** av de Touban Tél. : 05 56 05 40 06

**Le Taillan-Médoc** route de Saint Aubin Tél. : 05 56 05 71 43

**Villenave-d'Ornon** chemin de Galgon Tél. : 05 56 87 02 51